

# **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

- - -

**Séance publique du  
lundi 29 mars 2010**

- - -

**PROCES-VERBAL**

- - -

# Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

-----

**Séance Publique du 29 mars 2010**

-----

## Procès-verbal

-----

Convoqué le mardi 23 mars 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en séance publique, en Mairie, Salle des Rencontres, le lundi 29 mars 2010 à 18 heures.

### **Election du Secrétaire de séance :**

- . Pour : 57
- . Elue à l'unanimité

Monsieur Cédric SUDRES, désigné Secrétaire de séance, recueille le procès-verbal et procède à l'appel nominal.

**Présents :** Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGE CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Georges FRECHE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration :** Perla DANAN, Laure FARGIER, Robert SUBRA.

**Absents :** Gérard LANNELONGUE, Martine PETITOUT.

-----

## **Adoption de l'Ordre du Jour qui comporte 74 affaires :**

- . Pour : 57
- . Adopté à l'unanimité

-----

## **Approbation du Procès-verbal du lundi 08 février 2010 :**

- . Pour : 57
- . Adopté à l'unanimité

----

Monsieur Jacques MARTIN arrive en séance, Madame TROADEC-ROBERT arrive en séance et récupère sa procuration

-----

**Mme le Maire** : Mes chers collègues, avant de commencer ce Conseil municipal, je voudrais bien évidemment féliciter nos 3 nouveaux élus du Conseil régional. Je félicite le président Georges FRECHE pour sa réélection, ainsi que M. Christian BOUILLE et Mme DOMBRE-COSTE, adjoints au maire devenus conseillers régionaux.

Par ailleurs, vous ne le savez peut-être pas, mais ce matin, un ouvrier travaillant autour du bassin Jacques Cœur pour un programme immobilier sur la ZAC Port Marianne a fait une chute mortelle. J'aimerais que nous ayons une pensée pour cet ouvrier et sa famille, car n'oublions pas que ce sont ces hommes et ces femmes qui construisent la ville.

Je reviens aux élections régionales. Elles sont passées et beaucoup de choses ont été dites. Je voudrais surtout retenir plusieurs aspects.

Tout d'abord, je considère que le premier parti de France aujourd'hui est celui des abstentionnistes. Quand nous voyons qu'un Français sur deux ne se déplace pas, je pense que nous devrions tous être interpellés, quelle que soit notre couleur politique. Cela signifie que les Françaises et les Français ne croient plus tellement en nous et ne croient plus dans les politiques pour changer leurs vies.

Ensuite, je note aussi la montée du Front national. Nous avons déjà été secoués aux élections présidentielles de 2002. Cela nous avait interpellés. Aujourd'hui, le score du Front national a doublé par rapport aux dernières élections. Pourquoi autant de Français ne votent plus ? Je suppose qu'ils ne croient plus en nous et nous pensent incapables de respecter nos promesses. Nous les comprenons d'autant plus quand nous voyons que le Président de la République nous avait dit que la taxe carbone était pour lui à la même hauteur que l'abolition de la peine de mort pour François MITTERRAND. Quelle dérision de pouvoir comparer ces deux choses. Il abandonne donc aujourd'hui cette taxe carbone qualifiée d'injuste fiscalement par le Conseil constitutionnel. Nous nous étions élevés contre cette taxe que les ménages auraient dû payer. En revanche, il n'abandonne pas d'autres choses contre lesquelles nous allons devoir nous battre tous ensemble. Il n'abandonne pas la réforme de la taxe professionnelle. Il n'abandonne pas les réformes des collectivités territoriales qui vont certainement peser sur l'avenir des collectivités. Nous nous apercevons en fait, dans tout ce qu'il se passe aujourd'hui, que le monde financier est devenu prioritaire par rapport au monde politique. Nous devons nous élever contre cela. Nous nous apercevons que la consommation des ménages baisse (– 3 % en janvier et février). Nous nous trouvons dans la région la plus pauvre de France. Il est de notre responsabilité, les uns et les autres, de pouvoir redonner un petit peu d'espoir, à nos niveaux de compétence. Dans les réformes des collectivités territoriales, nous ne pouvons que regretter justement la suppression de

la compétence générale au niveau des collectivités. Cela créera demain des problèmes pour les collectivités et les maires qui feront des demandes, et notamment les maires des petites communes qui n'ont pas la capacité et les moyens de réaliser les investissements nécessaires pour leurs concitoyens.

Aujourd'hui, je pense que nous sommes tous conscients de la responsabilité que nous avons de travailler sereinement, solidement et efficacement, chacun à nos postes de responsabilité. Pour moi, le plus important reste le sens de l'intérêt général. C'est de la responsabilité de tous les élus d'avoir le sens de l'intérêt général, et c'est ainsi que nous devons avancer dans une atmosphère sereine de travail. Nous continuerons tranquillement. L'équipe des élus est une équipe responsable. Nous ne confondons pas les périodes électorales et le travail de l'élus sur un mandat. Nous sommes tous là, et je voulais vous dire, les uns et les autres, que vous avez bien évidemment toujours ma confiance. Je voulais vous dire que le mandat d'élus local et notamment le mandat au niveau d'une collectivité comme une mairie est certainement le mandat le plus passionnant, car le plus proche des citoyens.

Je voudrais aussi remercier ceux qui ont travaillé dernièrement, comme Christian BOUILLE et Patrick VIGNAL, sur le quartier du Petit Bard. Vous avez pu voir les difficultés que nous avons eues, car nous sommes sur ce dossier depuis 2004. Je remercie les bailleurs et l'administration, puisque nous sommes parvenus à passer une convention avec et les bailleurs, de telle sorte que, dans les actes où les bailleurs pourront avoir trois appartements, nous pourrions reloger une famille. Nous savons aujourd'hui que les 38 familles devraient être relogées. Nous nous occupons réellement de nos concitoyens. L'abstention est généralement forte dans ce genre de quartier, et nous devons nous demander pourquoi. Peut-être parce que justement, nous ne répondons pas à leurs demandes et à leurs souhaits. Je voulais donc vous dire que personnellement, je réitère mon souhait de calme et de sérénité. Nous sommes là parce que nous devons travailler pour nos concitoyens avec des valeurs de dignité. Voilà ce que je voulais vous dire au début de mes propos.

**Stéphane MELLA** : Je voulais vous remercier d'avoir signalé ce malheureux ouvrier qui a eu un accident. Souvent, le travail des ouvriers n'est pas reconnu, en particulier lorsqu'ils sont victimes d'accidents. Je vous demande, au nom du groupe UMP Gauche moderne marquer le coup. Il est vrai que souvent, dans les immeubles, nous voyons le nom de l'architecte, le nom du maire, ce qui est tout à fait normal. Nous ne voyons jamais le nom des ouvriers du bâtiment, qui est le métier le plus dangereux aujourd'hui – avec les pêcheurs. Il serait bien de rendre hommage aux ouvriers qui meurent dans l'exercice de leurs fonctions. Nous avons des reconnaissances pour les policiers et les soldats qui meurent dans l'exercice de leurs fonctions. En tant qu'élus, reconnaître aussi les ouvriers serait une bonne chose.

**Mme le Maire** : La décision peut effectivement être prise de poser une plaque sur le bâtiment où cet ouvrier a fait cette chute.

**Philippe SAUREL** : Je partage complètement ce que vient de dire M. MELLA, d'autant que cela a déjà été réalisé dans la ville de Montpellier, et notamment sur le stade Yves-du-Manoir où une grande plaque a été posée. Sur cette plaque est signalé l'ensemble des corps de métier qui ont participé à ce chantier. J'ai d'ailleurs proposé à M. NYSSSEN, qui doit vous le soumettre à une prochaine Conférence de direction, que sur le bâtiment de la prochaine Mairie, l'ensemble des corps de métiers et des ouvriers qui ont travaillé sur cet édifice soient mentionnés sur une plaque particulière. Ce sont aussi les maçons qui construisent les villes, pas simplement les architectes, les donneurs d'ordres ou les chefs d'entreprise.

**Michaël DELAFOSSE** : Cela est évidemment tragique, mais le Conseil municipal ne doit pas porter là-dessus. J'aimerais m'adresser à M. MELLA sans polémique. Ayons tout de même l'honnêteté de dire que si les corps de contrôle, et en particulier les corps d'Inspection du travail et de contrôleurs du travail, pouvaient faire en sorte de faire respecter la sécurité, si nous

recrutations donc des fonctionnaires pour faire respecter le Code du travail, peut-être que ce type de tragédie n'arriverait pas. Vous pouvez vous élever, mais entre le profit pour certains et la vie d'un homme, il faut parfois se donner les moyens de protéger la sécurité et la vie des hommes.

**Christian BOUILLE** : Je vous demande la parole, parce que j'arrive du Petit Bard. Je vous remercie de votre confiance dans cette affaire difficile. Ce matin, nous avons rencontré tous les bailleurs. Ils ont unanimement fait acte de solidarité et produisent des efforts considérables. J'ai passé l'après-midi à rendre compte de nos décisions à l'ensemble de la population. Cette dernière s'impatiente évidemment, car nous sommes déjà au onzième jour de cette affaire. Il est grand temps de la stopper. Nous avons encore une petite mais ferme opposition des mères, qui consiste à remettre en cause les éléments que nous avons avancés. Premièrement, il faut que certains locataires de ces appartements puissent y retourner après avoir pris des dispositions de sécurité – ce que nous avons effectué. Ensuite, il y a ceux à qui nous proposons un logement temporaire ou un hôtel. Ils n'en veulent pas, et cela complique donc les choses. Enfin, nous avons les propositions effectuées par les bailleurs ce matin. A ce jour, trois ont été faites, disponibles de suite par Hérault Habitat. Il y en aura 17 le 14 avril, avec quelques propositions anticipées par ACM. Avec cela nous pouvons regagner la confiance et nous en sortir, mais rien n'est gagné. Je voudrais dire enfin que je remercie mon collègue Patrick VIGNAL qui, au titre de la cohésion sociale et des Maisons pour Tous, a donné un sérieux coup de main. Des opérations transversales ont aussi été conduites avec Jean-Louis GELY qui a mis à disposition un dispositif permettant de s'occuper pendant les vacances scolaires des jeunes habitant au Petit Bard. Nous avons un élan de solidarité, mais je tenais à dire que ce dossier reste très difficile. L'administration a été présente. Soyons vigilants, rien n'est gagné, mais il faut que nous gagnions.

**Jean-Louis ROUMEGAS** : Madame le Maire, vous avez lancé un appel à la défense de l'intérêt général, auquel évidemment tout le monde ne peut que souscrire. J'aimerais cependant vous faire part d'une inquiétude et vous demanderai d'être plus précise. Je pense à certains dossiers. Ce Conseil municipal avait pris position par exemple en faveur d'un retour en régie de l'eau. Vous avez pris vous-même position en faveur de l'arrêt du projet du Village des marques, afin de protéger le commerce du centre ville. Vous avez pris position, comme nous le demandions aussi, en faveur du passage du tramway sur le jeu de paume et améliorer la desserte en transport en commun de la ville. Aurez-vous bien une majorité sur ces dossiers qui correspondent à l'intérêt général ? En tous les cas, nous les défendrons, et j'espère qu'au-delà des déclarations générales, il y aura bien un engagement réel de cette majorité.

**Mme le Maire** : Je continuerai à défendre les dossiers que je défends depuis toujours. Je ne vois pas pourquoi j'arrêteraï.

**Jacques DOMERGUE** : Madame le Maire, mes chers collègues, je m'associe évidemment à la peine du Conseil municipal, suite au décès d'un ouvrier sur un chantier. Je mettrai sur le compte de la jeunesse de M. DELAFOSSE cette réflexion malvenue. Mettons cela sur le compte de l'inexpérience, car dans certains moments, il faut savoir se rassembler et parfois se taire.

Je n'avais pas prévu de m'exprimer sur les élections, mais puisque vous avez vous-même lancé le débat, permettez-moi de faire quelques réflexions qui peut-être divergeront quelque peu de votre propre analyse. Comme chacun d'entre nous, nous nous sommes émus de voir que le parti des abstentionnistes était le plus important et que le Front national était remonté. Au passage, je vous ferai remarquer qu'en 2002, lorsqu'il y a eu le choix entre Jacques CHIRAC et LE PEN aux élections présidentielles, 82 % des Français ont voté Jacques CHIRAC. Vous n'avez pas fait ce choix, et vous l'aviez dit. J'aimerais vous rappeler que de temps en temps, il faut transcender les courants et se sentir hautement républicain. Vous faites une analyse de la situation politique nationale. Je pense que nos concitoyens et nos collègues ici présents attendent que vous fassiez

également une analyse de la situation locale. Il s'est aussi passé des choses à Montpellier. Je ne voudrais pas que cette hypocrisie en train de naître soit le ton de ce qui va se passer dans ce Conseil municipal. Nous attendons que chacun fasse son *mea culpa* et tire les conclusions de ce qu'il s'est passé dimanche dernier. Au-delà de la forte abstention, je note la faiblesse du Parti socialiste en Languedoc Roussillon, et notamment la faiblesse de celle qui tirait la liste du Parti socialiste, qui avec ses 11 % à Montpellier et 7 % au niveau régional pose un véritable problème au niveau de la légitimité régionale et locale. Vous avez dit à chacun d'entre nous, tout au moins à chacun de votre majorité, que vous mainteniez votre confiance les élus. Certes, vous leur faites confiance. Mais la question qui se pose est de savoir si eux vous font confiance, avec les 11 % du plébiscite montpelliérain à l'envers. Voilà la véritable question.

Ce qui s'est passé dans le combat entre Lutèce et Montpellier est que finalement a eu lieu, dans cette région, l'émergence d'un nouveau parti, lié essentiellement à un homme. Nous devons bien reconnaître, et je n'en suis pas fier, le succès de Georges FRECHE. Vous avez applaudi, mais il faut reconnaître le vainqueur et être *fair-play*. En revanche, nous nous intéressons aux affaires de Montpellier. Vous n'avez pas répondu à Jean-Louis ROUMEGAS et aurez du mal à lui répondre. Nous nous rendons compte que, petit à petit, tous les dossiers importants quittent notre Conseil municipal. Nous le voyons aujourd'hui avec le problème des réseaux numériques qui vont être transférés à l'Agglomération. Nous l'avons vu récemment avec le problème de l'eau et ces engagements pieux que vous avez faits pour une mise en régie. Cela nous a totalement échappé. La réalité aujourd'hui est de savoir ce que vous comptez faire dans les années à venir. Comptez-vous continuer à gérer une politique de quartier ? Comptez-vous reprendre cette ville qui a besoin d'une gestion réelle, au quotidien, pour donner son avis sur des dossiers importants ? Je prends comme exemple un dossier qui nous a totalement échappé, qui est l'usine de méthanisation. Il fait un peu meilleur ces jours-ci, nous voyons réapparaître les mouches et les nuisances. Aucun problème n'est réglé, mais vous direz encore une fois que le problème, ce n'est pas vous, c'est l'autre. Oui, mais aujourd'hui, l'autre a la mainmise sur tout. Que faisons-nous au Conseil municipal ? Voter quelques subventions à droite et à gauche ? Arranger quelques bouts de trottoirs ? Il faut aujourd'hui reprendre les dossiers et faire en sorte que le Conseil municipal soit entendu au niveau de l'Agglomération de Montpellier. Voilà pourquoi aujourd'hui, alors que je n'avais pas prévu d'intervenir – et parce que vous avez fait une analyse tronquée de la situation politique nationale et non locale – j'interviens pour vous dire, Madame le Maire : vous avez fait 7 % aux élections et 11 % à Montpellier, cela interpelle tout le monde.

**Mme le Maire :** Je vous remercie de m'avoir posé la question. Je peux vous dire que je suis très fière d'avoir pu défendre le poing et la rose, d'autant plus que vous avez pu noter que, sur le plan national, il s'agit du premier parti de France. Quand je suis partie, tout le monde connaissait déjà le résultat final. En revanche, vous n'évoquez pas votre candidat, dont le résultat a été le plus mauvais de France au niveau de l'UMP. Ce que je retiens réellement est qu'aujourd'hui la gauche est majoritaire au niveau des élections régionales dans toute la France. Voilà le plus important. Nous ne confondons pas les élections. Les Montpelliérains ont voté pour moi en 2008, et j'entends bien remplir mon mandat jusqu'en 2014 avec l'équipe ici présente. Je me bats pour mes valeurs. Nous savons pourquoi nous nous battons. Arrêtez d'éructer M. DUMONT, vous donnez un triste spectacle et ne respectez pas les gens qui parlent. J'ai l'impression qu'aujourd'hui, vous êtes très déçu de ne plus être le chef de file de l'opposition.

**Michel PASSET :** Je serai très bref et prendrai simplement un point de votre intervention, lorsque vous en appelez à avoir de la responsabilité et le souci de l'intérêt général. Depuis hier soir, une phrase m'a marqué, qui est reliée à la situation dans laquelle nous vivons, notamment le fait que beaucoup de personnes ne pensent plus que la politique peut changer quoi que ce soit dans leur vie, ce que je ne crois évidemment pas. Cette réflexion est de Monseigneur DI FALCO, qui dit que nous ne pouvons plus parler de « revenu minimum » pour un très grand nombre de millions de Français, mais de « minimum vital ». Nous avons, dans cette ville, des gens qui sont au minimum vital. Pour ma part, je considère prendre en compte ce qu'ils ont dit

aux élections et les respecter. Les respecter, c'est peut-être ne pas réagir comme certains lors de ce Conseil municipal, et notamment M. DUMONT. Il s'agit de s'attaquer aux problèmes d'intérêts généraux.

**Francis VIGUIE :** Puisque vous avez introduit un débat général politique, je souhaitais donner mon avis sur la question, d'autant plus que nous avons lu la presse et entendu les déclarations dès dimanche soir. Je pense que nous pouvons expliquer la grande présence de la presse, qui semble assez avide de ce genre de sujet. Nous avons remarqué la façon dont s'est déroulée la campagne. A mon avis, la presse a une responsabilité assez écrasante dans la complaisance autour des petites phrases. Je tenais à le dire ici. Evidemment, la question qui se pose, après ces élections, est de savoir si une majorité politique existe encore à Montpellier. A-t-on, dans ce Conseil municipal, encore une majorité politique ? Nous n'y sommes pour rien, mais avons pu entendre les déclarations de Georges FRECHE dès dimanche soir, et répétées largement dans la presse toute la semaine avec des scénarii écrits et développés : pour certains, je veux « la tête », c'est-à-dire le cabinet. Deux scénarii sont donc possibles. Soit Mme MANDROUX est « gentille » et globalement coupe les rubans jusqu'à 2014 et donne son cabinet pour rester maire ; soit nous prenons un certain nombre de décisions comme une démission globale. Evidemment, ce scénario a été expliqué et répété, dès le dimanche soir. Cela est peut-être glorieux pour lui, mais tout de même assez dérisoire et ridicule d'un point de vue politique. Ce soir, M. FRECHE n'est pas là, donc nous aurons à mon avis un certain nombre de questions en suspens. Nous avons même eu des listes dans *Le Midi Libre* qui montraient qui soutenait qui. Les rapports de force dans le Conseil municipal semblent indiquer que M. FRECHE a les clefs de la suite du scénario non encore écrit. Pour nous, il s'agit d'un élément assez significatif. Que va-t-il se passer ? Comment vont réagir les uns et les autres ? Quelles sont les responsabilités qui sont prises ? En tous les cas, au vu du reste, nous souhaitons que cela soit l'intérêt général et la politique qui gagnent, pas simplement les ego, les querelles de personnes et les rancunes au vu de ce qui a pu se passer. Pour notre part, nous continuerons à défendre ce que nous avons défendu depuis le début.

Je voulais ajouter quelque chose sur le sujet de Petit Bard qui me semble important. Je n'avais pas voté le budget, et après avoir donné un bon document sur l'état des quartiers populaires à Montpellier, leur côté sinistré en terme de difficulté ou de taux de chômage, j'avais dit qu'il n'y avait pas de réelle priorité. Le Petit Bard traîne depuis longtemps. Des choses sont possibles et peuvent avancer par rapport à un certain nombre de familles. Je dirais qu'il est difficile de comprendre, pour une ville comme Montpellier, qu'il n'y ait pas capacité à répondre à une situation d'urgence de moins d'une quarantaine de familles. Nous ne sommes pas dans un petit village. Il peut se produire des catastrophes, des accidents. Il doit y avoir capacité à répondre à cela. Je dirai que de ce point de vue, la proposition du gymnase est une faute politique grave. Il est insensé de proposer à des familles en difficulté d'aller loger pendant trois mois dans un gymnase. Il n'est pas normal de faire ce genre de propositions. Je comprends qu'il peut y avoir des difficultés, mais je rappelle, à Mme le Maire et au Préfet, qui a tout de même assuré brillamment un silence étourdissant autour de cette affaire, que dans une situation d'urgence comme celle-là, il existe une possibilité de réquisition de logements quand il n'existe aucune autre possibilité. Je pense qu'il faut avancer au plus vite, trouver des solutions. Il existe des possibilités, dont la réquisition. Il suffit d'avoir le courage politique de le faire.

**Mme le Maire :** Avant de laisser la parole, on vient de me faire passer un article. Tout cela pour vous dire qu'il ne faut jamais croire tout ce qui est écrit dans les journaux. Il est écrit que je vais me séparer de M. NYSSSEN. Je vous annonce que je ne me sépare ni de M. NYSSSEN, ni de M. ASSAF. Ne croyez jamais tout ce qui est écrit dans la presse.

**Max LEVITA :** Je m'exprime en tant que président du groupe socialiste, radical de gauche, mouvement des citoyens et apparentés. Il est évident que les membres du groupe ont vécu

douloureusement les deux candidatures de Georges FRECHE et d'Hélène MANDROUX. Vous appuyez là où cela fait mal, ce n'est pas très élégant, mais dans les mœurs aujourd'hui. Les électeurs ont tranché. M. FRECHE a été élu Président de Région. Dans son discours d'introduction, il a parlé d'intérêt général, de rassemblement et a ajouté que rien ne s'y opposait. Il n'y a aucune raison de ne pas le croire. Mme le Maire a fait, dans son intervention, la même déclaration. Nous allons œuvrer dans l'intérêt général. Par ailleurs, la droite a tout de même fait, le 21 mars, un score historique. Vous parlez dans votre groupe, M. DOMERGUE, de 21 avril à l'envers. C'est très bien. Cela signifie que nous, la gauche, avons aujourd'hui un travail à effectuer : préparer les conditions dans lesquelles nos thèses pourront triompher en 2012. Vous allez donc voir si nous en sommes capables. A mon avis, nous en serons capables. Nous serons capables de rassembler toutes les énergies dans cet objectif. Et vous, M. DOMERGUE, ce que vous avez montré durant la campagne n'est pas mieux que ce que nous avons montré nous-mêmes. Que chacun balaie devant sa porte et nous serons bien. En attendant, je donne à mes camarades et amis le mot d'ordre suivant : nous avons un travail à effectuer, il est important. Les succès d'aujourd'hui préparent les succès de demain.

**Mme le Maire** : Voilà ce que j'aimerais dire : arrêtons de nous occuper des formes et allons sur le fond. Cela est beaucoup plus important et c'est ce que nos concitoyens attendent.

**Jacques MARTIN** : Mme le Maire, mes chers collègues, je ne pense pas que nous soyons réunis en Conseil municipal pour faire l'analyse des résultats de l'élection régionale. Ce qui me semble important, et ce qui doit être les deux maîtres mots dans l'action qui est la nôtre, c'est la volonté politique de travailler tous ensemble dans l'intérêt de cette ville, et la responsabilité de chacune et chacun d'entre nous. Quel que soit le choix que nous ayons pu faire durant ces élections, ce qui nous guide est l'intérêt général. Ce qui guide notre conscience est de travailler dans l'intérêt des Montpelliérains. Ne tirons pas de « plans sur la comète » pour les élections futures ; contentons-nous aujourd'hui de nous réunir autour d'une volonté commune, celle de travailler dans l'intérêt des Montpelliérains. Je pense que nous avons cette volonté commune, et c'est la raison pour laquelle nous pouvons sereinement aborder l'ordre du jour.

## **1 - Dénomination de voie - Quartier Montpellier Centre - Sous quartier les Beaux Arts - Place Claude VASCONI**

**Serge FLEURENCE** : L'architecte Claude VASCONI, né en 1940, est décédé le 8 décembre 2009. Après un diplôme de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industrie de Strasbourg (ENSAIS) en 1964, c'est en qualité d'assistant de GUTBRORD et FREINHGFN à Stuttgart qu'il débute sa brillante carrière. Grand prix d'architecture en 1982, commandeur des Arts et Lettres en 2006. Sa carrière est jalonnée de créations remarquables parmi lesquelles on peut citer :

- le Forum des Halles à Paris
- l'Hôtel du Département du Bas Rhin
- le Centre de congrès de Reims
- le Centre d'affaires « le Grand bateau à Düsseldorf » (Allemagne)
- le nouveau Palais de Justice de Grenoble
- la chambre de commerces à Luxembourg
- le nouvel hôpital civil de Strasbourg

Ces quelques exemples parmi les dizaines de projet réalisés en France et à l'étranger.

A Montpellier, on lui doit la réalisation du CORUM, Opéra et Palais des Congrès, bâtiment emblématique de notre ville, qui assure la liaison entre l'Esplanade et le faubourg de Nîmes. Il a également conçu la ZAC Blaise Pascal, dans le quartier Port-Marianne.



Pour lui rendre hommage, nous proposons d'attribuer son nom à un espace public.

Cet espace d'environ 5 000 m<sup>2</sup> est situé dans la partie nord de l'espace vert de l'Esplanade, sur la droite de l'entrée du CORUM.

**Place Claude VASCONI**  
**1940-2009**  
**Architecte, créateur du CORUM**

**En conséquence nous vous demandons :**

- d'adopter cette proposition,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **2 - Quartier PORT MARIANNE - Place de Phocée - Création d'un marché de plein air**

**Marc DUFOUR** : La Ville souhaite créer des marchés de plein air dans des quartiers à forte densité qui ne sont pas encore dotés d'une structure d'approvisionnement. A la demande du Comité de quartier Port Marianne et de nombreux habitants, il a été demandé au service d'étudier la possibilité de création d'un marché dans ce secteur.

Plusieurs visites sur site ont eu lieu sur place avec l'élue du quartier, le comité de quartier, et le service des Affaires Commerciales afin de définir l'emplacement le plus approprié. La direction de l'aménagement programmation, la SERM et la direction de la démocratie ont également été consultées.

Le site le plus approprié et proposé est la Place de Phocée (voir plan de situation joint).

Lors de la Commission Municipale des Halles et Marchés réunie le lundi 19 octobre 2009, les membres de la Commission ont émis un avis favorable à l'ouverture d'un marché dans ce quartier et ont validé le principe d'un marché en nocturne le jeudi de 16 h à 21 heures.

Entre 15 et 20 commerçants pourraient être accueillis sur le site sur des emplacements de 6m<sup>2</sup>. A ce jour, le service des affaires commerciales a réceptionné 30 candidatures pour ce marché, ce qui permettra une diversité des produits proposés (voir liste jointe).

L'ouverture du marché Port Marianne pourrait avoir lieu fin mars début avril. L'arrêté d'ouverture de ce marché précisera les prescriptions concernant les horaires, les conditions de stationnement, l'esthétique de l'étal, des parasols et les conditions d'élimination des déchets : une attention toute particulière sera portée sur l'esthétique et la qualité des matériels utilisés par les commerçants ainsi que leur homogénéité sur l'ensemble de ce nouveau marché.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette création de marché de plein air.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

### **3 - Réalisation du Pont de la République - Demande de subventions**

**Philippe SAUREL** : Le développement urbain de Port Marianne avec l'arrivée de nouveaux habitants et d'activités commerciales et tertiaires dans ce secteur de la ville a, depuis plusieurs années déjà, mis en évidence la nécessité d'adapter les voies de desserte et le schéma global de fonctionnement viaire de ce vaste quartier.

Dans ce contexte, le principe de réaliser un nouveau franchissement sur le Lez afin de relier l'avenue Théroigne de Méricourt en rive gauche du Lez et la rue des Acconiers en rive droite, a été arrêté dès le début des années 1990 lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne et traduit sous forme d'emplacement réservé sur le plan d'occupation des sols, puis sur le plan local d'urbanisme approuvé le 2 mars 2006.

Désigné sous l'appellation « Pont de la République » par une délibération du Conseil municipal du 26 septembre 2003, ce pont doit permettre :

- d'assurer des fonctions d'accès au centre ville en complément des ponts Jean Zuccarelli, Juvénal et Raymond Chauliac,
- les échanges locaux entre les deux rives du Lez et les quartiers qui composent le secteur,
- de desservir le nouvel hôtel de ville et les programmes de constructions et d'espaces publics qui l'accompagneront.

Ce projet s'inscrit également en complément au réaménagement de l'avenue Raymond Dugrand actuellement en cours de travaux. Entrée de ville majeure et épine dorsale du projet urbain de Port Marianne, cette opération vise en particulier à réaliser un grand axe urbain accompagnant le passage de la ligne 3 du tramway.

En complétant le maillage viaire public mal adapté au développement urbain du secteur, la mise en service du pont de la République permettra une amélioration sensible des itinéraires entre cette entrée de ville et les quartiers sud de la commune.

Par avenant n°1 à la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche, approuvé par le Conseil municipal le 27 juillet 2009 et signé le 16 novembre 2009, les études et les travaux nécessaires à la réalisation du pont de la République ont été confiés à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

Le programme prévisionnel de l'ouvrage prévoit, sur une longueur de 75 mètres environ, la réalisation de deux voies de circulation (une dans chaque sens), de deux trottoirs confortables et d'une piste cyclable.

Le coût global de l'équipement, estimé à 8 millions d'euros TTC environ, sera affiné par le groupement de maîtrise d'œuvre qui sera désigné après mise en concurrence.

Compte tenu de ses caractéristiques, le projet de réalisation du pont de la République revêt un intérêt supra communal incontestable dans la mesure où il permettra à l'ensemble des usagers - qu'ils soient montpelliérains, habitants de l'agglomération, du département ou de la région, ou simplement de passage - de rejoindre certains quartiers ou équipements structurants avec un gain de sécurité, de confort et de facilité en comparaison avec la situation actuelle. L'intermodalité des déplacements sera un point important du programme du pont de la République qui permettra de compléter le schéma cyclable sur le grand secteur de Port Marianne et des Près d'Arènes et d'assurer un maillage plus dense et plus efficace avec les réseaux existants sur Lattes et Montpellier.

Dans ce contexte, la Ville souhaite solliciter l'octroi de subventions à un niveau le plus élevé possible de la part de tous les organismes – Etat, collectivités et établissement publics locaux – susceptibles de participer au financement de l'opération.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de solliciter de tous les organismes – Etat, collectivités et établissement publics locaux - susceptibles de participer au financement de l'opération, l'obtention d'une subvention à un niveau le plus élevé possible au bénéfice du projet de construction du pont de la République,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

#### **4 - Port Marianne - Réalisation de l'avenue Nina Simone et de la rue Joan Miró - Demande de subventions**

**Philippe SAUREL** : L'aménagement de l'avenue Nina Simone et de la rue Joan Miró entre dans le cadre du projet d'ensemble du quartier Port Marianne et vise à poursuivre l'urbanisation et la desserte du sud-est de la commune de Montpellier, entre le centre ville historique et Odysseum. Dans le prolongement du futur pont de la République, des avenues Théroigne de Méricourt, Raymond Dugrand, Léonard de Vinci, du Mondial 98 et du boulevard Pénélope, ces nouvelles voies constituent des axes importants du maillage viaire primaire de Port Marianne. Elles desserviront les quartiers Parc Marianne, République et Hippocrate. Elles assureront également une fonction de liaison inter quartiers à l'échelle de la ville et de l'agglomération, tout en intégrant des modes de déplacements alternatifs (piétons, cycles, ...) et une conception paysagère.

La maîtrise d'ouvrage de ces aménagements a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2005. Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'agence Architecture Studio.

La totalité des emprises foncières nécessaires à la réalisation du projet n'étant pas maîtrisée par la collectivité ou son aménageur, une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) de l'opération, valant enquête pour la protection de l'environnement (articles L. 123-1 et R. 123-1 du code de l'environnement - travaux routiers envisagés portant sur un montant d'investissement supérieur à 1 900 000 € HT) ainsi qu'une enquête parcellaire ont été organisées conjointement du 24 avril au 24 mai 2006.

Par délibération du 2 octobre 2006, le Conseil municipal a adopté la déclaration de projet relative à l'opération et s'est prononcé sur son intérêt général puis, par arrêté préfectoral du 14 novembre 2006, le Préfet de la région Languedoc Roussillon, préfet de l'Hérault l'a déclarée d'utilité publique.

La création de l'avenue Nina Simone et de la rue Joan Miró doit permettre d'améliorer :

- la desserte interne du secteur sud du quartier Port Marianne, notamment en reliant les différents programmes d'aménagement urbain (habitat, activités) du quartier entre eux : Blaise Pascal, Les Jardins de la Lironde, Parc Marianne et République dans l'axe nord-sud ; Odysseum, Hippocrate, Rive Gauche, Jacques Cœur et au-delà Consuls de Mer, dans l'axe est-ouest ;
- les flux de circulation du secteur est de Montpellier, notamment en venant renforcer les possibilités de liaisons intra urbaines de ce secteur, entre centre ville de Montpellier et autoroute A9, et du futur Hôtel de Ville à Odysseum via le futur pont de la République.
- la desserte des équipements publics majeurs projetés :
  - projet de centre d'art contemporain de la Région Languedoc-Roussillon,
  - projet de collège du Département de l'Hérault,
  - lignes et stations de tramway réalisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ligne 3 avec station à hauteur de la future place Pablo Picasso, ligne 1 avec station à hauteur de la place Matteo Manuguerra prochainement réaménagée),
  - zone d'activité médicale Hippocrate (ZAC communautaire) ;

Le projet d'aménagement de l'avenue Nina Simone concerne un linéaire d'un kilomètre environ, entre la future place Pablo Picasso et le carrefour de Londres, avec une largeur d'espace public d'environ 35 mètres. Les chaussées à deux fois deux voies à double sens, de 2 x 5,70 m de large, seront bordées de stationnements longitudinaux et de vastes trottoirs plantés avec itinéraires cyclables intégrés.

Le projet d'aménagement de la rue Joan Miró concerne un linéaire de 400 mètres environ, entre la place Matteo Manuguerra prochainement réaménagée et la future avenue Nina Simone, avec une largeur d'espace public d'environ 21 mètres. La chaussée à deux voies à double sens de 5,70 m de large sera bordée de stationnements longitudinaux et de trottoirs plantés avec itinéraires cyclables intégrés.

Compte tenu de ses caractéristiques, le projet d'aménagement de l'avenue Nina Simone et de la rue Joan Miró revêt un intérêt supra communal incontestable, notamment en matière d'intermodalité des modes de déplacement, de connexion des quartiers du sud-est de Montpellier et de son agglomération, et de desserte d'équipements d'importance. Dans ce contexte, la Ville souhaite solliciter l'octroi de subventions à un niveau le plus élevé possible de la part de toutes les collectivités susceptibles de participer au financement de l'opération.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de solliciter de toutes les collectivités susceptibles de participer au financement des aménagements liés à la réalisation de l'avenue Nina Simone et de la rue Joan Miró, l'obtention d'une subvention à un niveau le plus élevé possible ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

**5 - Foncier - Création d'un cheminement piéton - Berges du Lez - Acquisition auprès de la C.A.M.**

**Philippe SAUREL** : Dans le cadre du projet de création d'un cheminement piétons sur les berges du Lez, il s'avère que la Communauté d'Agglomération de Montpellier (C.A.M.) est propriétaire d'une parcelle cadastrée CH 177, située Chemin du Pont de Castelnau, sur les bords du Lez.

L'acquisition de cette parcelle d'une superficie de 1 511 m<sup>2</sup> pourra permettre la continuité du cheminement piéton déjà réalisé sous le domaine de Méric.

La C.A.M. a acquis ce terrain dans le cadre de la réalisation de l'intercepteur Est du réseau d'assainissement. Les travaux sont aujourd'hui terminés et la C.A.M. est favorable à la cession de ce terrain, à condition que la Ville accepte la servitude de passage d'une canalisation d'eaux usées, ainsi qu'une servitude d'accès au regard.

D'autre part, en établissant le point foncier de ce secteur, il est apparu que la C.A.M. était également propriétaire d'une parcelle cadastrée CH 178 de 89 m<sup>2</sup>, qui constitue un délaissé de voirie suite aux travaux d'aménagement de la ligne 2 du tramway, et à la réalisation du pont de la Concorde. Il est proposé de profiter de cette transaction pour régulariser la propriété foncière de cette parcelle située en bordure de la rue du Pont de Castelnau.

La C.A.M. est favorable à cette régularisation. Le montant de la transaction est fixé à 12 000 euros pour les deux parcelles, soit une superficie totale de 1 600 m<sup>2</sup>, dont une partie est encombrée de sa servitude.

Le notaire de la C.A.M. sur cette opération, est Maître Tzelepoglou, notaire à Castries. Il sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

Les crédits nécessaires à cette acquisition sont disponibles au budget de la Ville.

**Après étude de cette affaire, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'acquérir les deux parcelles cadastrées CH 177 et CH 178 appartenant à la C.A.M., au prix de 12 000 euros,
- de saisir Maître Tzelepoglou notaire à Castries, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,

- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **6 – Foncier - Création d'un cheminement piéton - Berges du Lez - Acquisition Propriété Pradeilles**

**Philippe SAUREL** : Dans le cadre du projet de création d'un cheminement piétons sur les berges du Lez, il s'avère que M. Erik Pradeilles est propriétaire de deux parcelles cadastrées BI 246 et BI 221, situées rue de la Draye, sur les bords du Lez.

L'acquisition d'une emprise à extraire de sa propriété pourra permettre la continuité du cheminement piéton déjà réalisé sous le domaine de Méric, et passer sous le pont de la Concorde pour rejoindre la parcelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en cours d'acquisition, située chemin du Pont de Castelnau.

M. Pradeilles est d'accord pour vendre à la Ville une emprise de 168 m<sup>2</sup>, à extraire de sa propriété, pour l'intérêt public de ce cheminement. Il s'agit d'acquérir les deux nouvelles parcelles cadastrées BI 267 de 101 m<sup>2</sup> et BI 271 de 67 m<sup>2</sup>.

Le montant proposé est de 10 180 euros se découpant de la façon suivante :

- 1 680 euros pour 168 m<sup>2</sup> de terrain, soit 10 euros /m<sup>2</sup>
- 4 500 euros pour l'acquisition de l'abri de jardin situé dans l'emprise acquise
- 4 000 euros pour indemniser la dépréciation du solde de la propriété.

Ce calcul est compatible avec l'estimation des services fiscaux.

Lorsque la Ville réalisera le cheminement piéton, il est convenu avec M. Pradeilles, que les travaux nécessaires pour isoler sa propriété du futur domaine public seront pris en charge par la Ville, à savoir la réalisation d'une clôture doublée d'un écran végétal, ainsi que le déplacement des végétaux existant dans l'emprise acquise.

M. Pradeilles a donné son accord à ces conditions et propose de saisir Maître Bernard Vidal, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété.

Les crédits nécessaires à cette acquisition sont inscrits au budget de la Ville.

### **Après étude de cette affaire, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'acquérir une emprise de 168 m<sup>2</sup> nouvellement cadastrée BI 267 et BI 271 auprès de Monsieur Pradeilles Erik, pour permettre la création d'un cheminement piéton, au prix de 10 180 euros,
- de saisir Maître Bernard Vidal, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité

-----

## **7 - Convention de partenariat avec l'association Confluences - Attribution d'une subvention**

**Michaël DELAFOSSE :** l'association Confluences initie et met en œuvre des projets culturels au premier plan desquels « Les Internationales de la Guitare », une manifestation qu'elle organise depuis 15 ans dans de nombreuses salles de concert de Montpellier.  
Outre ce temps fort, elle propose des actions de promotion et de dynamisation des métiers d'art de lutherie de guitare, notamment à travers le Salon de la lutherie.

Pour cette 15<sup>ème</sup> édition, une convention de partenariat pour un projet, jointe en annexe, sera signée avec l'association Confluences.

Cette association à travers ses actions participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et promotion de la musique vivante, c'est pourquoi la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation du festival « Les Internationales de la Guitare ». Le budget de cette manifestation est joint en pièce annexe.

### **En conséquence nous vous demandons :**

- d'approuver la convention de partenariat pour un projet annexée à la présente délibération,
- d'attribuer à l'association Confluences une subvention d'un montant de 106 000 €,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité

-----

## **8 - Culture et Patrimoine - Convention de partenariat avec l'association Transit/Collectif Photographique - Attribution d'une subvention**

**Michaël DELAFOSSE :** Depuis sa création, la ville est partenaire de l'association Transit /Collectif Photographique et lui apporte chaque année une aide financière pour le soutien à son activité de promotion et de développement de la culture photographique. L'association organise ainsi chaque année des expositions et des rencontres photographiques et participe également à des lectures de portfolios.

Pour 2010, l'association Transit - Collectif Photographique a proposé à la Ville de Montpellier

une exposition photographique thématique sur les Etats-Unis appelée « Un rêve américain ». Le budget de cette exposition est joint en annexe.

Considérant que ce projet contribue au développement de sa politique culturelle en terme de présentation de photographes contemporains et qu'il présente également un intérêt local, notamment en participant à la célébration du 55<sup>ème</sup> anniversaire du jumelage avec Louisville-USA, la Ville de Montpellier accueillera cette exposition du 15 juillet au 3 octobre 2010 au Pavillon populaire.

Une convention de partenariat, jointe en annexe, sera signée avec l'association Transit/Collectif photographique.

**En conséquence nous vous demandons :**

- d'approuver la convention de partenariat pour un projet annexée à la présente délibération,
- d'attribuer à l'association Transit/Collectif Photographique une subvention d'un montant de 45 000 €,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **9 - Culture et Patrimoine - Attribution de subventions 2010**

**Michaël DELAFOSSE :** Dans le cadre de sa politique active de partenariats avec les associations, la Ville de Montpellier poursuit et intensifie dans les différents domaines artistiques ses aides qui viennent s'ajouter aux financements déjà alloués lors du Conseil municipal du 8 février.

Les demandes sollicitées ont fait l'objet d'une analyse et d'une instruction rigoureuse et les financements retenus doivent permettre à ces associations de mener à bien leurs projets respectifs et d'enrichir la programmation artistique et culturelle proposée à tous les montpelliérains. Pour se faire il convient de leur attribuer une subvention dont la liste est jointe en annexe.

Ces attributions sont assorties d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par les documents suivants qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi :

- les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 2 000 €, transmettons, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération.
- les structures bénéficiaires d'une subvention strictement supérieure à 2 000 €, s'engageront sur la base d'une convention bi-partite avec la Ville de Montpellier selon trois cas possible : convention de fonctionnement, convention pour un projet, convention d'équipement.



**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles qu'annexées à la présente délibération, pour un montant total de 699 500 €, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **10 - Fonds d'aide à la création musicale - Attribution de subventions**

### **Michaël DELAFOSSE :**

Depuis 2009, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place un Fonds d'aide à la création musicale.

Ce fonds d'aide s'inscrit plus largement dans une forte volonté d'aider la musique à travers : un soutien aux salles de concerts, la diffusion de spectacles musicaux mais aussi à travers ce dispositif. Celui-ci s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles musicaux et à l'enregistrement d'œuvres.

La Ville de Montpellier a inscrit sur son budget, dans le cadre de ce Fonds d'aide à la création musicale, une somme de 26 500 euros destinée aux artistes chanteurs et musiciens domiciliés à Montpellier. Cette aide est cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'Etat.

La Commission consultative d'attribution du Fonds d'aide à la création musicale s'est réunie le vendredi 5 mars 2010, pour étudier toutes les demandes déposées.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution des subventions aux associations suivantes au titre de l'exercice 2010 :

Nom association <b>Nom d'artiste</b>	Attribution
Association Emyra Slamty Production <b>Emyra Slamty</b>	2 000
Ensemble Thymes <b>Ensemble Thymes - Yannick Guedon</b>	2 000
9Corp <b>DeMaisonNeuve</b>	2 000
Las Soliles <b>Iaross</b>	2 500
Vent du Sud <b>Denis Fournier</b>	2 000
Pyare <b>Dunya</b>	2 000

<b>AKA L Trash L</b>	2 000
Josiane production <b>Gabrielle</b>	2 000
Cruches à Nelly <b>Chozparei</b>	2 000
Intensités <b>Maguelone Vidal</b>	3 500
Music'alchimie <b>David Eskenazy</b>	2 500
Association Vox rapido <b>Fausta</b>	2 000
<b>Total attribution</b>	<b>26 500</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le choix de la Commission consultative d'attribution du Fonds d'aide à la création musicale 2010
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville, nature 6574, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **11 - Création de la commission consultative des manifestations commerciales de la Direction de l'Espace Public**

### **Marc DUFOUR :**

- Considérant l'ampleur prise par les Hivernales et les Estivales de Montpellier;
- considérant le nombre en constante augmentation des demandes de participations ;
- considérant l'enjeu économique que peuvent représenter ces manifestations pour les participants ;

La présente délibération a pour objet de poser le cadre réglementaire général pour les manifestations commerciales suivantes : les Hivernales, les Estivales, Antigone de l'artisanat et toute autre manifestation de même nature.

### **1- REGLEMENTATION SPECIFIQUE :**

Un arrêté municipal sera pris pour fixer un règlement propre à chaque manifestation. Ce règlement définira les jours et horaires de la manifestation, le plan d'implantation, les

prescriptions techniques et de sécurité, les conditions d'accès. Chaque participant recevra un arrêté nominatif de « permission de stationnement ».

## 2- **CRITERES DE SELECTION :**

L'ensemble des critères de sélection présentés ci-dessous constitue une base commune à l'ensemble des manifestations mentionnées dans le préambule et ont pour objet de créer une grille d'appréciation qui servira de base pour la sélection des candidats par la commission de sélection.

- Seront étudiés uniquement les dossiers complets à la date de clôture des inscriptions, le cachet de la poste faisant foi ;
- Le type de produits présentés devra être en adéquation avec la manifestation concernée et sa thématique ;
- Une attention particulière sera portée à la qualité des produits présentés ainsi qu'à leur originalité ;
- Sera pris en compte le statut commercial du candidat (producteur, artisan, revendeur, auto-entrepreneur...etc.);
- Enfin dans le cadre d'un renouvellement de candidature l'adhésion au concept de la manifestation précédente (relation au public ou avec les autres partenaires, respect du règlement ...etc.) sera pris en considération.

## 3- **CREATION D'UNE COMMISSION CONSULTATIVE :**

Le présent alinéa a pour objet la création d'une commission consultative chargée d'émettre **un avis** sur les candidats aux manifestations commerciales.

Cette commission collégiale sera composée comme suit :

- Les membres élus de la Ville de Montpellier de la commission « emploi, développement économique et commercial »
- Des membres représentant de l'administration municipale
- Des membres représentants de chambres consulaires :
  - Un représentant de la Chambre de Commerce et de l'Industrie
  - Un représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat
  - Le manager Centre ville
  - Un représentant de l'office du tourisme.

**Gabrielle DELONCLE** : Je voudrais simplement vous rappeler que le marché de Noël et les Estivales ont toujours fonctionné avec une commission paritaire. Je vous garantis que cette commission n'était pas informelle, mais réelle. Elle était effectivement composée de la Chambre des Métiers, de la Chambre de Commerce, de l'Office du tourisme, des représentants des commerçants et des élus de la ville. Nous avons toujours travaillé dans cet axe. Je trouve très bien de revenir à ce qui se faisait, puisque chacun intervenait et qu'ensuite, nous avions un marché de Noël et des Estivales qui correspondaient à ce qu'attendaient les uns et les autres. Je vous garantis que cela existait.

**Francis VIGUIE** : J'aimerais juste essayer de donner une dimension absente dans la proposition effectuée. Nous avons du mal à comprendre pourquoi les comités de quartier ne sont pas associés, ni même les associations d'usagers. A partir du moment où nous prenons des initiatives

de ce type sur la ville, entendre ce que pensent et attendent les comités de quartier et les associations d'usagers me semble préférable. Dans une logique de démocratie participative, il peut être intéressant d'avoir leurs points de vue. Je ne comprends pas pourquoi nous en restons à une logique élus, administration et Chambres des Métiers et du Commerce.

**M. Jacques DOMERGUE** : Je vous remercie des précisions apportées. Quand j'ai vu que vous créez une commission pour quelque chose qui fonctionnait bien et que M. DUFOUR avait développé, je me suis dit qu'il s'agissait encore des conséquences de la « guerre de tranchées » des régionales. Ce n'est pas une délégation qui vous est retirée, M. DUFOUR, mais un encadrement qui vous est apporté. Si tel est le cas, je pense qu'il s'agit d'une bonne chose, et les propos que vous avez tenus sont de nature à nous rassurer. En ce qui nous concerne, puisque je crois que Gérard LANNELONGUE fait partie de cette commission, nous serons très heureux d'y participer.

**Jean-Louis ROUMEGAS** : Je me joins évidemment à la remarque de Francis VIGUIE. Je voulais aussi une précision sur la composition. Vous n'avez pas précisé s'il y aurait parité entre les membres élus du Conseil municipal, ni si, dans les membres du Conseil municipal, il y aura des représentants de l'opposition. De plus, y aura-t-il une parité entre les élus et les représentants de la société civile ? Pourrions-nous avoir des précisions ? Je préconiserai bien sûr qu'il y ait parité.

Je vois aussi qu'il s'agit simplement d'un avis. A qui appartiendra finalement la décision ?

**Mme le Maire** : La composition sera fixée par un arrêté du Maire, et l'opposition sera présente dans cette commission.

**Marc DUFOUR** : Je voudrais tout d'abord rendre hommage à Mme DELONCLE qui m'a précédé dans ces fonctions. Je vous confirme que cette commission a existé une seule année, en 2002. Ensuite, elle n'a jamais été réactualisée et a fonctionné de manière informelle, y compris au début de mon mandat. J'ai vérifié juridiquement ces dispositions. Je la crée donc de manière plus structurée. Il y aura donc tous les membres de la commission Emploi, développement économique et social de la Ville élus, dont notamment M. LANNELONG qui représente l'opposition dans cette commission.

#### **En conséquence nous vous demandons :**

- d'adopter cette proposition,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## 12 - Mise à disposition de locaux associatifs - Autorisation de signer les avenants de prolongation 2010 - Approbation des redevances minorées - Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville

**Frédéric TSITSONIS** : Dans le cadre des locaux mis à la disposition des associations, la Ville de Montpellier a entrepris durant l'année 2009 un travail d'évaluation sur l'utilisation de ces lieux afin d'en optimiser leur occupation. Ce travail va se poursuivre sur l'ensemble de l'année 2010 et la Ville de Montpellier souhaite pendant cette période d'évaluation, maintenir dans les locaux qui leur ont été attribués, les 43 associations occupantes.

La priorité formelle consiste donc à prolonger, par avenant à la convention initiale, la durée d'occupation jusqu'au 31 décembre 2010 pour les 43 associations précisées ci-dessous. Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Softystudio	121 route de Boirargues	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Francophonissimo	121 route de Boirargues	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
APIEU	842 rue de la Vieille Poste	11 550,00 €	35,00 €	11 515,00 €
APPEL	842 rue de la Vieille Poste	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
Conseil Citoyen de Quartier Port Marianne	842 rue de la Vieille Poste	1 540,00 €	35,00 €	1 505,00 €
Association Jumelage Fés Montpellier	31 rue Emile Chartier	550,00 €	35,00 €	515,00 €
Tang Hérault	40 rue Favre de Saint Castor	17 100,00 €	35,00 €	17 065,00 €
Compagnons Bâisseurs	rue de Fontcarrade	7 150,00 €	35,00 €	7 115,00 €
Terre Nourricière	46 Cours Gambetta	1950,00€	35,00€	1915,00€
Cap Horizon	46 Cours Gambetta	2 176,00 €	35,00 €	2141,00 €
Le Peyrou les seniors en action	46 Cours Gambetta	2 176,00 €	35,00 €	2 141,00 €
Institut Universitaire Euro-Méditerranéen Maïmonide	1 rue Barralerie	30 160,00 €	35,00 €	30 125,00 €
Les Restaurants du Cœur	94 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €

<b>Associations</b>	<b>Adresse des locaux</b>	<b>Valeur locative</b>	<b>Redevance annuelle</b>	<b>aide annuelle en nature</b>
Les Restaurants du Cœur	116 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Etoile Bleue de Montpellier	3024 avenue Albert Einstein	6 600,00 €	35,00 €	6 565,00 €
Peina Dè Clapas	3024 avenue Albert Einstein	6 600,00 €	35,00 €	6 565,00 €
Projet Avenir Harkis Musulmans	92 place Fourrier	6 600,00 €	35,00 €	6 565,00 €
Fédération Nationale des radios associatives non commerciales du Languedoc-Roussillon	291 rue Hébert	810,00 €	35,00 €	775,00 €
PEEP	291 rue Hébert	1 450,00 €	35,00 €	1 415,00 €
Les retraités des Hauts de Massane	70 Allée des Hauts de Montpellier	5 239,00 €	35,00 €	5 204,00 €
Les Majorettes de la Paillade	70 Allée des Hauts de Montpellier	4 851,00 €	35,00 €	4 816,00 €
Confédération du logement et du cadre de vie	23 avenue de Nîmes	7 960,00 €	35,00 €	7 925,00 €
UNAFAM	49 bis Cours Gambetta	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €
Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	12 Esplanade de la Musique	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €
Association pour le développement des soins palliatifs de Montpellier	39 rue François d'Orbay	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00€
ATTAC	39 rue François d'Orbay	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Association de Cardiologie du Languedoc-Roussillon	39 rue François d'Orbay	1 760,00 €	35,00 €	1 725,00€
Al-Hanon	39 rue François d'Orbay	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €
Alcooliques Anonymes	39 rue François d'Orbay	1 980,00 €	35,00 €	1 945,00€
Union Nationale des Combattants Groupe Hérault	10 bis rue Pagezy	16 120,00 €	35,00 €	16 085,00 €
Gymnastique Volontaire d'Alco	259 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,00 €
AVEC	259 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,0 €
Université du Tiers Temps	2 place Pétrarque	10 400,00 €	35,00 €	10 365,00 €

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	aide annuelle en nature
Association Montpelliéraine Universitaire Culturelle et Sportive	2 place Pétrarque	3 900,00 €	35,00 €	3 865,00 €
Association Sportive des Cevennes	921 avenue Louis Ravas	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00€
Accueil des Villes Françaises	7 rue Verrerie Basse	22 490,00 €	35,00 €	22 455,00€
Commune Libre de Figuerolles	100 faubourg Figuerolles	5 400,00 €	35,00 €	5 365,00 €
Montpellier Echecs	1 boulevard Victor Hugo	19 500,00 €	35,00 €	19 465,00 €
La Garriga	Tour des Pins Boulebard Henri VI	16 640,00 €	35,00 €	16 605,00 €
La Baronnie de Caravètes	Tour des Pins Boulebard Henri VI	5 200,00 €	35,00 €	5 165,00 €
Association des Chœurs de Montpellier	Place Albert 1er	11700,00 €	0,00€	11700,00 €
Agence Locale de l'Energie de Montpellier	Pavillon Bagouet Esplanade Charles De Gaulle	24 830,00 €	35,00 €	24 795,00 €
Gipsy Catalans	170 rue Joachim Du Bellay	630,00 €	35,00 €	595,00 €
<b>TOTAL:</b>		<b>300 362,00 €</b>	<b>4935,00 €</b>	<b>298 892,00 €</b>

Dans le même temps et toujours avec la volonté de favoriser le tissu associatif local, la collectivité propose à d'autres associations une mise à disposition de locaux appartenant au domaine public et privé de la Ville leur permettant de développer leurs activités dans les quartiers au plus près des habitants.

Il est donc proposé d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville, jointes en annexe, avec les associations précisées ci-dessous. Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver les tableaux attributifs ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

#### **Domaine public :**

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	aide annuelle en nature
Amicale généalogique méditerranée	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	577,50 €	35,00 €	542,50 €
Pupilles de la Nation et des Orphelins de	7 rue Cauzit	650,00 €	35,00 €	615,00 €

Guerre ou du Devoir				
Jeune Chambre économique	121 rue de Boirargues	400,00 €	35,00 €	365,00 €
LABELBLEU	Mas de Costebelle 842 rue de la Vieille Poste	2 090,00 €	35,00 €	2 055,00 €
<b>TOTAL :</b>		<b>3 717,50 €</b>	<b>140,00 €</b>	<b>3 577,50 €</b>

**Domaine privé :**

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Dragons Team Taekwondo	47 place de Chine	4 125,00 €	35,00 €	4 090,00 €
La Terre en soi	Le chapeau rose rue Jules Isaac	4 030,00 €	35,00 €	3 995,00 €
PEEP	291 rue Hébert	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €
Actif santé	46 Cours Gambetta	371,00 €	35,00 €	336,00 €
INOUIS	46 Cours Gambetta	2 340,00 €	35,00 €	2 305,00 €
Enfance Plus	46 Cours Gambetta	1 950,00 €	35,00 €	1 915,00 €
<b>TOTAL :</b>		<b>13 916,00 €</b>	<b>210,00 €</b>	<b>13 706,00 €</b>

**Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les avenants en prolongation joints en annexe ;
- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----



### **13 - Elaboration d'un référentiel partagé de gestion écologique des espaces verts ouverts au public et mise au point d'un dispositif de portage du label associé**

**Serge FLEURENCE** : La Ville de Montpellier partage avec les dix collectivités territoriales (Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Orléans, Rennes, Besançon, Poitiers, Conseil Général de Seine Saint Denis), les réseaux professionnels AFDJEP (Association Française des Directeurs de Jardins et d'Espaces Verts Publics), AITF (Association des Ingénieurs Territoriaux de France), ATTF (Association des Techniciens Territoriaux de France), le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale), et le gestionnaire privé d'espaces verts ouverts au public Pierre et Vacances, l'objectif d'élaborer un référentiel partagé de gestion écologique, libre d'utilisation, devant servir de support à une labellisation au niveau national, voire européen des espaces verts ouverts au public (publics ou privés).

Cette démarche vise :

- à encourager l'adoption par les gestionnaires d'espaces verts de pratiques de gestion respectueuses de l'environnement, en les valorisant par un label reconnu du public ;
- à faciliter l'acceptation par les usagers des modifications de paysage liées à ces nouvelles pratiques ;
- à valoriser le travail des agents ;
- à informer les usagers des espaces verts des problématiques environnementales et du développement durable.

Pour mettre au point le référentiel et le dispositif d'attribution du label, il est proposé de formaliser le travail collectif nécessaire à l'aboutissement de cette démarche innovante sous la forme d'un partenariat entre les structures citées ci-dessus et la plateforme d'études et d'expérimentations Plante et Cité.

Ce travail doit permettre la production des éléments suivants :

- un référentiel définissant la gestion écologique d'un espace vert ;
- les modalités d'actualisation régulière du référentiel ;
- des grilles d'évaluation en vue d'une labellisation ;
- la définition du mode de fonctionnement du futur label ;
- l'identification d'une structure garante de l'attribution du label.

L'objet de la présente convention est de définir les termes et conditions de partenariat, notamment les engagements de chaque partenaire :

- être adhérent à Plante et Cité, ce qui est déjà le cas pour la Ville de Montpellier ;
- participer aux réunions des comités de pilotage et de projet.

Ces réunions organisées sur une journée sont prévues à Paris au sein des services de la Ville, qui assurera l'accueil des partenaires. Les autres partenaires de la démarche prendront à leur charge leur frais de déplacement.

Il est apparu important d'affirmer la dimension politique de cette démarche et de la faire connaître en faisant adopter par les conseils municipaux de chacune des villes partenaires une délibération autorisant la signature de la convention avec Plante et Cité.

**En conclusion, nous vous demandons d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer avec les partenaires la convention ci-jointe, valable pour une période de 24 mois ainsi que tout document relatif à cette affaire.**

Pour : 58  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité

-----

Messieurs POUGET (avec sa procuration) et THINES, Madame BIGAS (avec sa procuration) sortent de séance.

-----

## **14 - Plan Local d'Urbanisme (PLU) Modification - Approbation**

**Philippe SAUREL** : Le développement de la Ville de Montpellier et les projets qu'il implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du PLU fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions des lois « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000 et « Urbanisme et Habitat » du 2 juillet 2003, que le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a été engagé. Ce dernier intègre des modifications de fond et de forme visant notamment :

- l'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la ville et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création ou modification d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...),
- le complément et l'adaptation du règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- la suppression d'un emplacement réservé devenu inutile à la suite de l'intégration dans le patrimoine de la Ville d'un terrain voisin constituant une opportunité pour réaliser un équipement public similaire à celui pour lequel ledit emplacement réservé avait été institué.
- des corrections de formes relatives à :
  - une erreur matérielle constatée depuis la dernière modification du PLU et concernant un point de détail dans la rédaction du règlement ;
  - la prise en compte du changement de dénomination de l'avenue de la mer en « avenue Raymond Dugrand » décidé par délibération du conseil municipal du 22 décembre 2008.

### **1 – Les modifications de fond**

Modification n°1 : Quartier Centre - Boutonnet, Résidence Olympique : extension ponctuelle du secteur de zone 1U1-1 pour tenir compte de l'évolution du quartier et permettre notamment la construction de logements dans un secteur directement desservi par le tramway.

Modification n°2 : Secteurs Agropolis-Lavalette, Croix Lavit, Mas de Calenda, Rue des Marels, Millénaire 2 - Parc Club, Vauguières, Cottage, Valadou, Clos des Hirondelles, Mas d'Astre, Rue du Père Prévost : classement en zone urbaine U des secteurs classés en zone à urbaniser AU devenus totalement desservis du fait de l'extension des réseaux publics.

Modification n°3 : Quartier Port Marianne, ZAC Blaise Pascal : adaptation ponctuelle du règlement et des documents graphiques du règlement de la zone 2U9 pour tenir compte des

évolutions du plan masse de la partie sud du quartier Blaise Pascal.

Modification n°4 : Quartier Croix d'Argent, ZAC des Grisettes : adaptation ponctuelle du règlement et des documents graphiques du règlement de la zone 11AU pour tenir compte de l'évolution du projet concernant en particulier l'implantation des constructions en bordure de la rambla centrale du quartier des Grisettes.

Modification n°5 : Quartier Cévennes, Avenue d'Assas : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1 sur les terrains propriété du Conseil général de l'Hérault, actuellement occupés par les anciens locaux de la DDASS, pour permettre notamment la réalisation d'équipements publics départementaux et de logements.

Modification n°6 : Avenue de la Liberté - Avenue Albert Dubout : adaptation de la règle de prescription de recul des constructions le long de certaines sections de ces avenues pour tenir compte de la morphologie du tissu urbain existant.

Modification n°7 : Quartier Centre - Beaux Arts, Place du 11 Novembre 1918 : création d'un emplacement réservé au bénéfice de la Ville pour compléter l'aménagement de l'espace public de la place du 11 novembre 1918.

Modification n°8 : Quartier Hôpitaux Facultés / Centre-Boutonnet, Place Emile Martin : extension ponctuelle du secteur de zone 1U2-4 dit « d'entrées de ville » pour prendre en compte l'ensemble du linéaire de façade bordant la place Emile Martin.

Modification n°9 : Quartier Port Marianne, Place Pablo Picasso, Avenue Raymond Dugrand : extension et adaptation de la zone à urbaniser 13AU par création de deux secteurs de zone 13AU-1 et 13AU-2 : le secteur 13AU-1 reprend le corps de règle inchangé de la zone 13AU et le secteur 13AU-2 vise la réalisation d'une forme urbaine cohérente et harmonieuse autour de la future place Pablo Picasso. Recalage graphique ponctuel des emplacements réservés C37 (avenue Théroigne de Méricourt / avenue Nina Simone) et C54 (avenue Raymond Dugrand).

Modification n°10 : Quartier Centre - Antigone : extension ponctuelle du secteur de zone 1U4-1, spécifique du quartier d'Antigone, à une partie de l'îlot situé entre la rue de l'Epire et l'avenue du pont Juvénal. Adaptation réglementaire du secteur de zone 1U1-4 concernant le traitement esthétique des grilles de clôture en cohérence avec la facture générale du quartier.

Modification n°11 : Modification à caractère général - zones 2U2 : adaptation de la rédaction de l'article 11 « Aspect extérieur » dans un objectif d'amélioration qualitative des matériaux utilisables pour les murs de clôture situés à l'alignement des voies et emprises publiques.

Modification n°12 : Quartier Croix d'Argent – Pas du Loup, secteur Ovalie : réduction ponctuelle (0,5%) de l'emplacement réservé R5 (Agridarc) sur l'emprise des parcelles cadastrées PC 20, 21, 22 et 23 que la Ville a renoncé à acquérir en raison de leur caractère bâti et non essentiel pour le fonctionnement de l'agriparc.

Modification n°13 : Quartier Hôpitaux Facultés - Aiguelongue : suppression de l'emplacement réservé R7 (rue de Chanteclerc) pour construction d'un foyer pour personnes âgées, cette réserve faisant double emploi avec la possibilité de réaliser un équipement similaire sur un terrain voisin (rue Pioch de Boutonnet) récemment intégré par legs dans le patrimoine de la Ville.

Modification n°14 : Quartier Port Marianne, ZAC Port Marianne-Parc Marianne : augmentation ponctuelle de la hauteur maximale des constructions de 28 m NGF à 30 m NGF sur l'îlot assurant la jonction entre l'avenue Raymond Dugrand et le parc public parc Marianne, afin de

renforcer le caractère structurant du front bâti le long de l'avenue.

Modification n°15 : Modification à caractère général sur l'ensemble des zones du PLU : évolution de l'article 10 « Hauteur maximale des constructions » permettant d'exclure les systèmes de captage de l'énergie solaire du calcul de la hauteur des constructions et modification de l'article 11 « Aspect extérieur » visant à assurer une bonne intégration esthétique de ces systèmes dans les toitures des constructions.

Modification n°16 : Quartier Centre - Comédie / Gares / Gambetta : Adaptation de la zone 1U1 par la création d'un secteur de zone 1U1-9 tenant compte des caractéristiques de cette partie du centre ville en matière de densité de bâti et de besoins en places de stationnement privatives.

Modification n°17 : Quartier Près d'Arènes - Aiguerelles, secteur nord de l'avenue du Pont Trinquat : modification ponctuelle du secteur de zone 2U2-2 en secteur de zone 2U2-1 en vue d'adapter le coefficient d'occupation des sols à la densité du bâti existant sans modifier l'objectif d'un maintien du caractère aéré des constructions du quartier.

Modification n°18 : Quartier Croix d'Argent, Boulevard Paul Valéry : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1 pour favoriser le renforcement de la densité des constructions à proximité du tramway.

Modification n°19 : Quartier Port Marianne, Jardins de la Lironde : modification ponctuelle des emplacements réservés C7 et C20 au carrefour de la rue Léonard de Vinci et de l'avenue Albert Einstein pour tenir compte de la réalité du bâti existant à maintenir et des espaces privés aménagés assurant la continuité avec l'espace public.

Modification n°20 : Quartier Centre - Beaux Arts, Rue de Nazareth : modification ponctuelle de la zone 2U1-9 en vue de permettre une évolution du secteur dans la perspective du départ de l'Ecole Militaire Supérieure d'Administration et de Management (EMSAM) et création de l'emplacement réservé C141 pour aménagement de la rue du 81<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie entre la rue de Nazareth et l'avenue de Castelnau.

Modification n°21 : Quartier Port Marianne : réduction ponctuelle de l'emplacement réservé R24 (collège de Port Marianne) à la demande du Conseil général de l'Hérault, maître d'ouvrage du projet.

## **2 – Les modifications de forme**

Modification A : remplacement de la mention « avenue de la Mer » par la mention « avenue Raymond DUGRAND » dans les pièces écrites et les documents graphiques du PLU pour tenir compte de la délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

Modification B : correction d'une erreur matérielle dans la rédaction de l'article 10, paragraphe 2, du règlement de la zone 1U1. Renvoi à faire au paragraphe 11 et non au paragraphe 10.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment son article L.123-13, le projet de modification du PLU a été notifié le 10 décembre 2009, avant ouverture de l'enquête publique, au Préfet, au Président du Conseil régional, au Président du Conseil général, au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier, ainsi qu'aux organismes mentionnés à l'article L.121-4 du code de l'urbanisme (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre de métiers, Chambre d'agriculture).

La modification du PLU concernant le règlement d'urbanisme applicable à l'intérieur de zones d'aménagement concerté réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération et du Conseil général, l'avis de ces collectivités a été sollicité au titre de l'article L.123-15 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification du PLU a été ensuite soumis à enquête publique du 11 janvier au 11 février 2010 inclus. Le Commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif a remis son rapport et ses conclusions à la Ville le 3 mars 2010, qui soulignent l'intérêt des évolutions du PLU proposées par la Ville et se résument par un avis favorable sur l'ensemble du dossier soumis à enquête publique.

Concernant les remarques du public durant l'enquête, huit observations ont été inscrites sur le registre mis à sa disposition. Elles peuvent se résumer de la manière suivante :

• **des remarques concernant les emplacements réservés :**

- souhaitant s'assurer que l'emplacement réservé R44 pour équipement de proximité dans le secteur de la Condamine n'est pas modifié dans le cadre de la procédure en cours,
- souhaitant avoir des précisions matérielles sur le recalage des emplacements réservés pour voirie C7 et C20.

• **des remarques concernant le règlement :**

- souhaitant savoir s'il est prévu de modifier la règle de hauteur applicable au secteur de zone 1U1-3 couvrant le centre commercial du Polygone,
- demandant la possibilité de réaliser des constructions à caractère collectif en secteur de zone 5AU-2,
- demandant une adaptation du projet de modification du règlement concernant l'intégration esthétique des systèmes de captage de l'énergie solaire aux toitures des constructions,
- demandant que les résidences de tourisme soient, de par leur caractère spécifique, exclues du champ d'application de la règle du PLU relative à la création de logements sociaux aidés par l'Etat.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur. Trois de ces observations, dont deux n'ayant pas de rapport direct avec les différents points évoqués dans le dossier de modification du PLU soumis à enquête publique, concernent :

- la suppression de l'exigence de non visibilité des systèmes de captage solaire sur toiture depuis le domaine public ;
- la possibilité de réaliser des constructions ou installations à usage collectif en secteur de zone 5AU-2 ;
- l'exclusion des résidences de tourisme du champ d'application de la règle relative à la création de logements sociaux aidés par l'Etat.

Considérant, d'une part, le caractère ponctuel des évolutions réglementaires que la prise en compte de ces remarques engendrerait et, d'autre part, leurs effets potentiels en matière d'intérêt général, la Ville propose, au vu de l'avis favorable exprimé par le commissaire enquêteur, de prendre en considération ces remarques et d'adapter en conséquence le projet de modification du PLU soumis à votre approbation.

Concernant les personnes publiques destinataires du dossier de modification du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- par courrier en date du 11 janvier 2010, la Chambre de commerce et de l'Industrie (CCI) de

Montpellier a transmis un avis n'exprimant pas d'opposition au projet de modification du PLU.

- par courrier en date du 11 février 2010, le Conseil général de l'Hérault, dans le cadre de ses compétences et conformément aux dispositions de l'article L.123-15 du Code de l'urbanisme, a formulé un avis favorable sur le projet de modification du PLU,

- par délibération en date du 12 février 2010, le Conseil de la Communauté d'agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences et conformément aux dispositions de l'article L.123-15 du Code de l'urbanisme, a formulé un avis favorable sur le projet de modification du PLU.

**Frédéric TSITSONIS** : J'aimerais intervenir simplement pour me réjouir, comme mon collègue Philippe SAUREL, de la modification n°15 sur la possibilité de mettre en place des panneaux photovoltaïques sans être pris par la hauteur. Il est vrai qu'entre la délibération précédente sur le référentiel écologique des espaces verts, cette délibération et bientôt le Plan climat, nous voyons que sur la ville de Montpellier, beaucoup d'élus marchent de concert pour que nous ayons une ville qui soit la plus durable possible et tournée vers l'acceptation de certaines contraintes pour le bien des générations futures. Nous ne pouvons que nous en féliciter.

**Jean-Louis ROUMEGAS** : Des modifications me paraissent positives, d'autres moins. Sur les panneaux solaires, la hauteur n'était pas le seul obstacle à leur pose. Il y a aussi d'autres réglementations, comme la nécessité, dans certains quartiers, d'avoir des tuiles rouges. Je pense au quartier Boutonnet. J'avais eu à intervenir parce qu'un dossier avait été refusé sous prétexte que nous ne voyions pas de petites tuiles rouges de la rue. Il faudrait vérifier s'il n'existe pas d'autres modifications à effectuer, afin de permettre la pose de panneaux solaires.

Ensuite, une modification me semble totalement négative. Je pense à la modification n°2. Vous allez classer en zone urbanisée un secteur qui était classé dans le quartier Aiguelongue. Je veux parler du secteur de la rue du Père Prévost. Je trouve cela dommage, alors que la Ville avait prétendu se battre dès que nous avons connu des glacements, mêmes partiels, dans ce quartier. Vous utilisez dans le sens inverse le pouvoir de la Mairie en rendant urbanisables des secteurs qui ne l'étaient pas. Si cela est classé, c'est que nous avons essentiellement un patrimoine de vieux murs en pierres sèches et d'espaces boisés qu'il faut préserver.

**Philippe SAUREL** : Je partage partiellement les inquiétudes de M. ROUMEGAS concernant la magnificence du site d'Aiguelongue et de ses murs en pierres sèches qui, avant le toilettage des sites commandé par le ministère de l'Environnement, était un site protégé. Or, l'ensemble des sites liés à l'environnement dans la ville a été modifié, parce que, peu à peu, l'urbanisation a gagné certaines zones et que l'Etat n'a pas souhaité continuer à apporter son label, qui nécessitait des permis de construire et des autorisations de travaux passant systématiquement par l'architecte des Bâtiments de France et le ministère de l'Environnement. Cela rendait les procédures extrêmement lourdes. Moyennant quoi, l'Etat a proposé de modifier ces zonages, et c'est ainsi que nous avons pu obtenir le classement au titre du patrimoine du Vallon du Lez et de l'ensemble des terrains agricoles qui s'y rapportent. L'Etat, en toilettant le site d'Aiguelongue, a certes rendu certaines zones plus urbanisables, mais a d'autre part protégé tout le vallon du Lez, et ce, sur la problématique du peintre Frédéric BAZILLE. Le ministère de l'Environnement l'a proposé au Conseil d'Etat qui l'a accepté en janvier 2010. La ceinture verte sur le Lez est sanctuarisée et protégée.

Le second point portait sur le quartier Boutonnet. Il se trouve que je connais parfaitement ce dossier. Outre le fait que ce soient des connaissances communes qui n'ont rien à voir avec l'action publique, beaucoup ont insisté durant la campagne des [élections] municipales de 2008 pour que nous modifiions le zonage du haut du quartier Boutonnet, afin que nous puissions intégrer des processus de développement durable, et notamment des couvertures bois sur les bâtiments du haut de Boutonnet. Les modifications ont été apportées, puisqu'en décembre, sur le faubourg Boutonnet, une villa, qui n'a pas été construite sans autorisation, a été améliorée avec des façades bois grâce au programme du Conseil général. Cela a demandé au Conseil

municipal de modifier le zonage sur cette partie de la ville.

**Christian MORALES** : Je pense qu'il est intéressant que les cellules photovoltaïques puissent être mises hors champ à des hauteurs maximum, mais il faut aller au-delà. Il ne suffit pas de mettre hors champ ces panneaux. En tant que professionnel, je peux vous dire que j'ai été confronté à ce problème. Il nous est souvent demandé, afin de camoufler ces panneaux, de relever aussi les acrotères. Si nous mettons les acrotères à la même hauteur, nous sommes pénalisés. Je pense qu'il faut aller au-delà dans la réglementation et prévoir que l'acrotère qui puisse dissimuler les panneaux soit pris en compte aussi dans les hauteurs maximum. Nous sommes souvent complètement bloqués. Il en va de même pour les auvents qui nous permettent de cacher les ventilations mécaniques. Là aussi, un toilettage mériterait d'être approfondi. Je vous alerte aussi sur les classements des réseaux de chaleur. Nous avons là aussi un blocage de certaines administrations, qui va à l'encontre de ce que nous souhaitons faire dans l'utilisation de la biomasse. Notamment sur les classifications pour avoir les labels BBC, les réseaux de chaleur sont pénalisés. Je pense qu'il faut que nous menions tous une offensive auprès de l'administration pour qu'elle puisse être classée de telle sorte que ceux qui veulent faire des réseaux de chaleur ne soient pas pénalisés en termes d'énergie nouvelle et renouvelable.

**Jacques DOMERGUE** : Ce qui me frappe dans ce dossier est l'intensification de l'urbanisation : sur la modification n°1, construction de logements, sur la modification n°2, zone à urbaniser, sur la n°4, construction en bordure de la rambla centrale du quartier des Grisettes, n°5, etc. Nous voyons que vous voulez bétonner la ville. En revanche, nous ne voyons pas la respiration nécessaire à une ville pour sa qualité de vie. Peut-être M. SAUREL nous dira-t-il que cela n'appartient pas à une modification du PLU, mais à une révision ? Je pense que sur le fond, des modifications de ce style doivent pouvoir être signalées. Peut-être y a-t-il des choses en préparation, mais cela ne transparaît pas là-dedans. La ville que nous construisons se doit d'avoir un niveau d'agglomération, pour que nous évitions la concentration d'une urbanisation sur la ville centre et que cette répartition se fasse sur l'ensemble de la périphérie. Les ceintures vertes ne doivent pas rester de vains mots. Il faut que les Montpelliérains puissent bénéficier, dans cette ville trop minérale, d'espaces verts afin de pouvoir respirer, profiter des instants de liberté et de la qualité de vie du sud de la France.

**Mme le Maire** : Regardez la carte qui est devant vous. Quand vous voyez le nombre d'espaces verts dans cette ville, je pense que nous sommes l'une des rares villes à avoir autant d'espaces verts éparpillés. Il existe un véritable maillage sur l'ensemble de la ville.

**Philippe SAUREL** : Mme le Maire, vous avez répondu parfaitement à M. DOMERGUE. J'ajouterai simplement à vos propos que dans l'étude que nous menons aujourd'hui, nous avons l'intention, et cela va être acté au Conseil municipal lors d'une prochaine séance, de renforcer tout ce qui est canopées et présence de végétaux. Même si nous avons ménagé un tiers de la surface de la ville réservée aux espaces verts, il convient de densifier la place des végétaux et le nombre d'arbres, tout simplement pour faire en sorte que la canopée nous protège mieux de la montée de température et du danger climatique. Je crois que Mme le Maire a répondu à l'essentiel. Un tiers de la ville est composé d'espaces verts. Je ne sais quelle capitale régionale est capable d'afficher un tel résultat.

Ensuite, pour répondre à M. MORALES, j'aimerais d'abord rappeler ce qu'est un acrotère, car il est possible que beaucoup ignorent ce terme. Il s'agit en quelque sorte du débord des toits. Oui, nous demandons à ce que les débords des toits aient une configuration qui soit lisible. Voilà la raison pour laquelle nous incluons dans les toits, mais pas au bord des toits, les panneaux photovoltaïques, de telle sorte que le passant dans la rue ait une vision finie du bord du toit. Je ne nie pas qu'il faille peut-être être plus précis sur les règlements liés à la création des acrotères.

**En conséquence, au vu :**

- des avis formulés par les collectivités et les organes auxquels le projet de PLU a été notifié,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif,
- de la prise en considération des ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU,

**Il est vous est demandé :**

- de prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification du PLU,
- d'approuver le dossier de modification du PLU tel que modifié après enquête publique et annexé à la présente délibération,
- de tenir le dossier de modification du PLU approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la mairie au public et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.132-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 42

Contre : /

Abstention : 11

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

-----

**15 - ZAC Nouveau Saint Roch - Avenant n° 2 au marché d'urbanisme et de Maîtrise d'Oeuvre attribué au groupement - Chemetov / C+H+ / Nebout / Desvigne / OTH - Transfert du marché passé par la Ville à la SERM, aménageur de la ZAC**

**Philippe SAUREL** : Par délibération du Conseil municipal en date du 28 avril 2003, la Ville a confié des missions d'urbaniste-architecte-coordonnateur et de maîtrise d'œuvre des espaces publics du quartier du Nouveau Saint Roch (marché n° 20138332) à une équipe de maîtrise d'œuvre dont Paul Chemetov est l'architecte mandataire. Cette équipe était composée, des architectes Paul Chemetov et Emmanuel Nebout, du cabinet C+H+, du paysagiste Michel Desvigne et du bureau d'études techniques OTH.

Par la suite, dans le cadre d'un protocole d'accord transactionnel entre Paul Chemetov et le cabinet C+H+, ce dernier a signifié à la ville de Montpellier sa volonté de ne plus faire partie de l'équipe de maîtrise d'œuvre et de renoncer à son contrat.

Par ailleurs, depuis avril 2003, le programme de cette opération a évolué, suite aux discussions engagées avec la SNCF et RFF propriétaires foncier de cette opération. En outre, le projet a du s'adapter à l'évolution du programme du pôle gare Saint Roch et des contraintes de construction du parking public de la gare d'environ 2000 places.

En conséquence, afin de modifier la composition de l'équipe et d'ajuster ses honoraires concernant les missions d'urbaniste-architecte-coordonnateur, ce marché a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du conseil municipal du 17 décembre 2007.



Dans le cadre de ce marché, les missions ci-dessous ont été exécutées.

- Concernant les missions d'urbaniste-architecte-coordonnateur :

1- la mission 1, définition des orientations urbanistiques, architecturales et paysagères, a été exécutée en totalité ;

2- la mission 2, l'élaboration et l'adaptation des dossiers d'urbanisme de la ZAC, a été exécutée à hauteur de 70 % ;

3- la mission 3, d'urbaniste architecte coordonnateur, n'a pas encore fait l'objet de début d'exécution.

- Concernant les missions de maîtrise d'œuvre des espaces publics, les études préalables ont été réalisées et payées à hauteur de 68,2 %, les études d'avant-projet à hauteur de 12,8 %.

Les autres missions, notamment celle de coordination générale des études, n'ont pas été engagées.

Par ailleurs, le Conseil municipal, en sa séance du 04 mai 2009, a désigné, après mise en concurrence, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme concessionnaire de la ZAC du Nouveau St Roch, créée par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 2008, pour l'étude et la réalisation de ce quartier.

Dans un souci de cohérence entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de l'opération, il a été convenu, dans le cadre de la consultation aménageur, que la SERM, concessionnaire de la Ville, prenne en charge l'exécution des prestations prévues par ce marché et non encore exécutées.

Le présent avenant de transfert proposé doit par ailleurs arrêter les montants payés au groupement dans le cadre de ce marché. Les montants suivants correspondent au pourcentage des missions effectuées et détaillées ci-dessus.

- les montants correspondants aux missions d'urbaniste architecte coordonnateur réalisées et payées sont arrêtés, avant transfert, à la somme de 225 600 € HT soit 269 817, 60 € TTC ;

- les montants correspondants aux missions de maîtrise d'œuvre réalisées et payées sont arrêtés, avant transfert, à la somme de 110 158, 28 € HT soit 131 749, 30 € TTC ;

Le cumul de ces paiements représente un total de 335 758, 28 € HT, soit 401 566, 90 € TTC, payé par la Ville dans le cadre de ce marché.

L'avenant qu'il vous est proposé d'approuver transfère la maîtrise d'ouvrage, des prestations non encore exécutées dans le cadre de ce marché, à la SERM, pour l'opération d'aménagement concédée.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 au marché n°20138332 passé entre le groupement dont Paul CHEMETOV est mandataire et la Ville de Montpellier,

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°2 de transfert à la SERM, aménageur de la ZAC Nouveau St Roch, qui en sera également signataire avec le groupement d'architecte urbaniste maître d'œuvre, le montant total des missions ordonnées et payées par la Ville, figurant dans cet avenant, s'élevant à 335 758, 28 € HT soit 401 566, 90 € TTC ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité

-----

## **16 - ZAC Port Marianne – Rive gauche - Approbation du dossier de réalisation**

**Philippe SAUREL** : Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de concertation relatifs à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche dont le périmètre s'étend le long de l'avenue Raymond Dugrand, entre le quartier Jacques Cœur et l'autoroute A9. A l'issue d'une procédure de concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre, une équipe pluridisciplinaire a été désignée pour assurer la conception, la réalisation et le suivi architectural et urbain de cette opération. Elle se compose de l'agence d'architecte-urbanistes Pierre Tourre (architecte-urbaniste en chef), du paysagiste Marc Richier, et du bureau d'études environnemental TRIBU.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne – Rive gauche, ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

Une consultation a ensuite été organisée afin de désigner, après mise en concurrence, un concessionnaire chargé de l'aménagement de cette opération. C'est ainsi que le Conseil municipal a approuvé, en sa séance du 22 décembre 2008, le traité de concession de l'opération, signé avec la Société d'Economie mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) le 7 janvier 2009.

Au terme du montage du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche, une nouvelle phase de concertation a été organisée sur ce dossier. Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a approuvé le bilan complémentaire et définitif de cette concertation et a arrêté le dossier de réalisation correspondant.

Conformément à l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, le projet de dossier de réalisation comprend notamment :

- le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

En application de ce même article, l'avis de la Communauté d'agglomération de Montpellier a été sollicité sur le projet de programme des équipements publics au titre de ses compétences en matière d'assainissement des eaux usées et d'eau potable. Par délibération du 12 février 2010, le Conseil communautaire a prononcé un avis favorable sur ce programme des équipements publics.

### **En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver le projet de dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche annexé à la présente délibération ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- de confirmer que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Port

Marianne – Rive gauche seront exclues du champ d'application de la taxe locale d'équipement, conformément aux dispositions des articles 1585 paragraphe C du code général des impôts et 317 quater de l'annexe II du code général des impôts ;

- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions de l'article R.311-5 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : 1 (M. Viguié)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

-----

## **17 - ZAC Port Marianne – Rive gauche - Programme des équipements publics – Approbation**

**Philippe SAUREL** : Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de concertation relatifs à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche dont le périmètre s'étend le long de l'avenue Raymond Dugrand, entre le quartier Jacques Cœur et l'autoroute A9. A l'issue d'une procédure de concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre, une équipe pluridisciplinaire a été désignée pour assurer la conception, la réalisation et le suivi architectural et urbain de cette ZAC. Elle se compose de l'agence d'architecte-urbanistes Pierre Tourre (architecte-urbaniste en chef), du paysagiste Marc Richier, et du bureau d'études environnemental TRIBU.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne – Rive gauche, ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

Une consultation a ensuite été organisée afin de désigner, après mise en concurrence, un concessionnaire chargé de l'aménagement de cette opération. C'est ainsi que le Conseil municipal a approuvé, en sa séance du 22 décembre 2008, le traité de concession de l'opération, signé avec la Société d'Economie mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) le 7 janvier 2009.

Au terme du montage du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche qui comprend, notamment, le projet de programme des équipements publics de l'opération, une nouvelle phase de concertation a été organisée sur ce dossier. Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a approuvé le bilan complémentaire et définitif de cette concertation et a arrêté le dossier de réalisation correspondant.

Le projet de programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne-Rive gauche inclut tous les travaux d'infrastructure (voiries, espaces publics, réseaux divers,...) nécessaires à l'équipement de la ZAC.

Le contenu de ce programme peut se résumer comme suit :

- réseau de voiries internes reliées aux axes principaux ;
- trame piétonne transversale à l'intérieur du quartier ;
- réseau de pistes cyclables aménagées dans la continuité des réseaux existants ;
- une « plage de ville » avec revêtement bois en rive du Lez ;
- une placette en bordure de l'avenue Théroigne de Méricourt ;

- tous les réseaux internes à la ZAC nécessaires à son bon fonctionnement : électricité, télécommunications, éclairage public, chauffage urbain, eau potable, eaux usées, eaux pluviales...
- le mobilier urbain des espaces publics ;
- les aménagements paysagers du quartier ;
- un équipement public de proximité dont l'affectation reste à définir.

Au titre de ses compétences en matière d'assainissement des eaux usées et d'eau potable et en application des dispositions de l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, l'avis de la Communauté d'agglomération de Montpellier a été sollicité sur le projet de programme des équipements publics établi dans le cadre du dossier de réalisation. Par délibération du 12 février 2010, le Conseil communautaire a donné son accord concernant la partie du programme des équipements publics relevant de ses compétences.

Aussi, en application de l'article R.311-8 du code de l'urbanisme, le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Rive gauche est aujourd'hui soumis à votre approbation.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Rive gauche ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme ;
- de dire que le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Rive gauche sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : 1 (M. Viguié)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

-----  
Monsieur GELY sort de séance.  
-----

## **18 - Acquisition emprise pour travaux aménagement de voirie - Avenue du Maréchal Leclerc - Propriété "Résidence Le Bel Azur"**

**Philippe SAUREL** : La Ville a entrepris des travaux de réfection de réseaux et d'aménagements de voirie sur l'Avenue du Maréchal Leclerc.

Afin de mener au mieux ces aménagements, la résidence « Le Bel Azur », propriétaire de la parcelle cadastrée DV 33, d'une contenance de 6 830 m<sup>2</sup>, sise 723 avenue du Maréchal Leclerc, a été sollicitée pour céder à la Commune, l'emprise de terrain située en bordure de la voie, aujourd'hui, constituée d'un espace non clôturé de la copropriété.

Les services fiscaux ont évalué le terrain à 25 €/m<sup>2</sup> soit 16 025 € (seize mille vingt cinq euros) pour 641 m<sup>2</sup>.

Lors de l'assemblée générale du 16 décembre 2009, les copropriétaires ont accepté les propositions de la Ville, à savoir,

- \* Cession onéreuse d'une emprise de 641 m<sup>2</sup> issus de la parcelle DV 33 au prix de 25 €/m<sup>2</sup>
- \* Aménagement de 14 places longitudinales de stationnement public, dont 2 « handicapés »
- \* Réaménagement des accès communs à la résidence
- \* Maintien des accès aux trois garages, non transformés en commerces
- \* Création du futur trottoir sur la totalité du linéaire au droit de la résidence.

Dés que les travaux acceptés par la résidence seront réalisés par la Ville, cette emprise sera intégrée au domaine public communal.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisitions terrains ».

La SCP SALLES & SOULAS-BERTRAND, notaires à Montpellier, a en charge les intérêts de la résidence « Le Bel Azur ».

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'acquérir la parcelle issue de la DV 33, d'une superficie de 641 m<sup>2</sup>, pour un montant de 16 025 € (seize mille vingt cinq euros) conforme à l'estimation des services fiscaux,
- de procéder à la réalisation des travaux à la charge de la Ville, tels qu'ils ont été détaillés ci-dessus,
- de saisir la SCP SALLES & SOULAS-BERTRAND, notaires à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **19 - Acquisition gratuite suite permis de construire - Elargissement "Rue de la Métairie de Saysset" - Propriété "SCI Manuel"**

**Philippe SAUREL** : La SCI Manuel a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle DR 58, d'une contenance de 1 468 m<sup>2</sup>, située rue de la Métairie de Saysset, afin de réaliser six villas jumelées.

L'arrêté du permis de construire n° 34 172 09V0041, délivré le 8 juin 2009, prévoit la cession gratuite au titre du permis, du terrain nécessaire à l'élargissement de la rue de la Métairie de Saysset, voie annexée au Plan Local d'Urbanisme.

Il s'agit d'acquérir une emprise de terrain nouvellement cadastrée DR 563, d'une contenance de 66 m<sup>2</sup>.

Les services fiscaux ont évalué le terrain à 60 €/m<sup>2</sup> soit 3 960 € pour 66 m<sup>2</sup>, montant donné à titre indicatif qui servira de base de calcul pour le salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques (**cession gratuite**).

Par courrier du 1er décembre 2009, la SCI Manuel a donné son accord à la cession gratuite, en précisant les obligations de la Ville concernant les déplacements des compteurs eau, EDF/GDF et du portail.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la SCI Manuel.

**En conséquence, il est proposé :**

- d'acquérir gratuitement la parcelle nouvellement cadastrée DR 563 d'une contenance de 66 m<sup>2</sup>, au titre du permis de construire, pour l'élargissement de la rue de la Métairie de Sayset, voie annexée au Plan Local d'Urbanisme.
- de répondre aux obligations de la Ville en prenant en charge la reconstitution des équipements, à savoir les déplacements des compteurs eau, EDF/GDF et du portail, dès que la Ville sera propriétaire et qu'elle procèdera aux travaux d'aménagement de la voie.
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **20 - PORT MARIANNE – REPUBLIQUE - Acquisition de la propriété des consorts GAZIKIAN - 1245, avenue Raymond Dugrand - parcelle cadastrée SC 40**

**Philippe SAUREL** : Les consorts GAZIKIAN sont propriétaires de la parcelle cadastrée SC 40 d'une superficie de 2032 m<sup>2</sup> située 1245, avenue de Boirargues, récemment renommée avenue Raymond Dugrand. Ce terrain non bâti est impacté, en partie, par l'emplacement réservé C 54 prévu au Plan Local d'Urbanisme pour « l'aménagement de l'avenue Raymond Dugrand intégrant le projet de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway ». La parcelle est incluse en totalité dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne-République créée par délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008.

Suite à des négociations menées par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.) dans la cadre de la convention de mandat signée le 25 mai 1990 avec la Ville pour la réalisation des acquisitions foncières sur l'ensemble du secteur de Port Marianne, les consorts GAZIKIAN ont signé une promesse unilatérale de vente à la Ville de la totalité de leur propriété au prix de 65.000 €, conformément à l'estimation des services fiscaux du 18 décembre 2009.

L'acquisition de l'entière propriété permettra, outre l'aménagement de l'avenue Raymond Dugrand dans la perspective du passage de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, de répondre aux besoins en matière d'habitats pour le développement urbain à l'Est de la Ville dans le cadre de la Z.A.C. Port Marianne-République.

**En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, nous vous demandons :**

- d'autoriser l'acquisition de la propriété des consorts GAZIKIAN, parcelle cadastrée SC 40 située 1245, avenue Raymond Dugrand, d'une superficie de 2032 m2 au prix de 65.000 €,
- de demander à Maître DEBRUS, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ou de son mandataire,
- de dire que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ; la S.E.R.M. interviendra à l'acte en tant que tiers payeur au titre de la convention de mandat,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Monsieur THINES revient en séance.  
-----

## **21 - ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Cession de terrain à la SERM et échange foncier avec l'indivision REIBELL 531, rue du Mas Rouge - parcelles cadastrées SE 51a-51c-127- 75a**

**Philippe SAUREL** : Par délibération du 27 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté « Port Marianne-Parc Marianne » permettant notamment de créer des logements et de réaliser les futures avenue Nina Simone et rue Joan Miro (emplacements réservés au PLU C37 et C99).

Dans ce secteur, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.), concessionnaire de la Z.A.C. « Port Marianne-Parc Marianne », souhaitant devenir propriétaire d'une emprise foncière cadastrée SE 143 et SE 144 située 531, rue du Mas Rouge appartenant à l'indivision REIBELL, pour la réalisation de l'avenue Nina Simone, a demandé l'utilité publique de l'opération prononcée par arrêté préfectoral du 14 novembre 2006.

Par ordonnances du 18 août 2009, le juge a déclaré l'expropriation au profit de la S.E.R.M. de ces deux terrains pour une superficie totale de 884 m2 moyennant le versement d'une indemnité.

Après négociation avec la Ville et la SERM, les consorts REIBELL souhaitent, plutôt que d'obtenir une indemnité financière, procéder à des échanges fonciers. Ainsi, un accord amiable a été trouvé entre la Ville, la SERM et les consorts REIBELL sur les bases suivantes :

- Un traité d'adhésion sera signé entre la SERM et les consorts REIBELL dans le cadre de la procédure d'expropriation en cours (C 37) prévoyant un échange foncier sans soulte entre les parcelles cadastrées SE 143 et SE 144 propriété des consorts REIBELL et incluse dans le périmètre de déclaration d'utilité publique, soit 884 m2 et les parcelles SE 52a, SE 54a et SE 51a propriété de la SERM et de la Ville pour une même surface de 884 m2.

La signature de ce traité d'adhésion par la SERM suppose préalablement que la Ville lui vende en conséquence la parcelle SE 51a incluse dans le périmètre de la ZAC « Port Marianne-Parc

Marianne » pour un montant de 25 €/m<sup>2</sup>, soit 17.925€ conformément à l'estimation des services fiscaux.

- Un échange avec soulte au bénéfice de la Ville sera effectué entre les parcelles SE 127 et SE 51c, propriétés de la Ville pour une superficie de 464 m<sup>2</sup> et la parcelle SE 75a d'une superficie de 134 m<sup>2</sup>, propriété des consorts REIBELL et utile à la Ville pour l'élargissement de la future rue Joan Miro. La soulte au bénéfice de la Ville s'élèvera à 8.250 €, soit 330 m<sup>2</sup>, valorisés à 25 €/m<sup>2</sup> conforme à l'estimation des services fiscaux.

Ces échanges amiables préservent l'intérêt général (récupération par la Ville et la SERM des emprises nécessaires à la réalisation du projet de la ZAC « Port Marianne-Parc Marianne », de la voirie C 37 et de la voirie C 99) et l'intérêt particulier des consorts REIBELL (récupération d'une surface de foncier équivalente à celle du foncier cédé à la collectivité).

**En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de céder à la S.E.R.M. un terrain d'une superficie de 717 m<sup>2</sup> issu de la parcelle cadastrée SE 51 située rue du Mas Rouge au prix de 25 €/m<sup>2</sup>, soit 17.925 €,
- de procéder à un échange foncier avec soulte au bénéfice de la Ville d'un montant de 8.250 € entre les consorts REIBELL (parcelle SE 75a pour 134 m<sup>2</sup>) et la Ville (parcelle SE 127 pour 438 m<sup>2</sup> et SE 51c pour 26 m<sup>2</sup>) sur la base de 25 €/m<sup>2</sup>,
- de dire que les recettes seront imputées au budget de la Ville,
- de demander à Maître BONNARY, notaire à Montpellier, de rédiger d'une part l'acte de vente entre la Ville et la S.E.R.M. aux frais de la SERM et d'autre part l'acte constatant l'échange foncier entre la Ville et les consorts REIBELL aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **22 - Cession gratuite suite permis de construire - Elargissement rue Reynes - Propriété "OPAC - ACM"**

**Philippe SAUREL** : L'organisme de logements sociaux « OPAC – ACM » a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle IZ 431, d'une contenance de 330 m<sup>2</sup>, située 6 rue Reynes, afin de réaliser un petit collectif de neuf logements.

L'arrêté du permis de construire n° 34 172 07V0115 délivré le 26 février 2008, prévoit la cession gratuite au titre du permis, du terrain nécessaire à l'élargissement de la rue Reynes.

Il s'agit maintenant, d'acquérir une emprise de terrain nouvellement cadastrée IZ 740, d'une contenance de 19 m<sup>2</sup>.

Les services fiscaux ont évalué le terrain à 80 €/m<sup>2</sup> soit 1 520 € pour 19 m<sup>2</sup>, montant donné à titre indicatif qui servira de base de calcul pour le salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques (cession gratuite).



L' « OPAC – ACM » a donné son accord à la cession gratuite, et a désigné Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, en charge de ses intérêts.

**En conséquence, il est proposé :**

- d'acquérir gratuitement la parcelle IZ 740 d'une contenance de 19 m<sup>2</sup>, au titre du permis de construire, pour permettre l'élargissement de la rue Reynes.
- de saisir Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Monsieur ABBOU arrive en séance et récupère sa procuration.  
-----

## **23 - Cession gratuite suite permis de construire - Régularisation foncière trottoir rue Chaptal - Propriété "DOMINIUM SA**

**Philippe SAUREL** : La société « DOMINIUM SA – SCI 8 et 10 rue Chaptal » a déposé et obtenu un permis de construire sur les parcelles HW 782, HW 798 et HW 962, d'une contenance totale de 5 093 m<sup>2</sup>, situées 8 et 10 rue Chaptal, afin de réaliser trois immeubles collectifs.

L'arrêté du permis de construire n° 34 172 07V0249 délivré le 3 décembre 2007, prévoit la cession gratuite, au titre du permis, du terrain nécessaire à la régularisation foncière du trottoir, rue Chaptal.

Il s'agit d'acquérir une emprise de terrain nouvellement cadastrée HW 1012, d'une contenance de 50 m<sup>2</sup>.

Les services fiscaux ont évalué le terrain à 77 €/m<sup>2</sup> soit 3 850€ pour 50 m<sup>2</sup>, montant donné à titre indicatif qui servira de base de calcul pour le salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques (**cession gratuite**).

Par courrier du 26 janvier 2009, la société « DOMINIUM SA – SCI 8 et 10 rue Chaptal » a donné son accord à la cession gratuite.

Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, a en charge les intérêts de la société « DOMINIUM SA – SCI 8 et 10 rue Chaptal ».

**En conséquence, il est proposé :**

- d'acquérir gratuitement la parcelle nouvellement cadastrée HW 1012 d'une contenance de 50 m<sup>2</sup>, au titre du permis de construire, afin de permettre la régularisation foncière du trottoir, rue Chaptal.

- de saisir Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53  
 Contre : /  
 Abstention : /  
 Adopté à l'unanimité

-----

## **24 - Cession gratuite - Régularisation foncière de l'emprise du trottoir - Rue de Saint-Priest - Propriété "ORPEA - SA Mont d'Aurelle"**

**Philippe SAUREL** : La société « ORPEA – SA Mont d'Aurelle » a déposé une déclaration préalable à travaux sur la parcelle TK 34, d'une contenance de 4 640 m<sup>2</sup>, située rue de Saint-Priest, afin de réaliser ses parkings et clôtures. La rue de Saint-Priest est une voie dont le plan d'alignement est annexé au Plan Local d'Urbanisme.

A cette occasion, il a été négocié la régularisation de l'emprise foncière du trottoir aménagé devant la maison de repos. L'arrêté de déclaration préalable n° DP 34 172 08 0229, délivré le 23 mai 2008, prévoit la cession gratuite du terrain nécessaire à cette régularisation.

Il s'agit maintenant, d'acquérir une emprise de terrain nouvellement cadastrée TK 92, de 240 m<sup>2</sup>.

Les services fiscaux ont évalué le terrain à 30 €/m<sup>2</sup> soit 7 200 € pour 240 m<sup>2</sup>, montant donné à titre indicatif qui servira de base de calcul pour le salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques (**cession gratuite**).

La société « ORPEA – SA Mont d'Aurelle » a donné son accord à la cession gratuite, et a désigné Maître Jean-Marc ALEXANDRE, notaire à Paris, pour gérer les intérêts de la société.

### **En conséquence, il est proposé :**

- d'acquérir gratuitement la parcelle nouvellement cadastrée TK 92, d'une contenance de 240 m<sup>2</sup>, au titre des prescriptions de la déclaration préalable, afin de permettre la régularisation foncière du trottoir, rue de Saint-Priest, voie annexée au Plan Local d'Urbanisme pour élargissement,
- de saisir Maître Jean-Marc ALEXANDRE, notaire à Paris, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53  
 Contre : /  
 Abstention : /  
 Adopté à l'unanimité

-----

**Monsieur GELY et Mme BIGAS reviennent en séance.**

-----

## **25 - Déclassement du domaine public communal d'une partie d'un ancien chemin communal - ZAC Parc 2000 Extension - Vente à la SERM**

**Philippe SAUREL** : Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Parc 2000 extension, la SERM a sollicité de la Ville le déclassement du domaine public communal d'une partie d'un ancien chemin communal (116 m<sup>2</sup> environ) qui longe la parcelle cadastrée TX 49, à proximité de la rue Favre de Saint-Castor.

Cette ancienne voie qui ne correspond plus à un tracé public communal, ne présente pas d'intérêt public pour la commune. De plus, ce déclassement ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation de ce secteur, où de nouvelles voies ont été créées.

Après avoir constaté la désaffectation de fait et prononcé le déclassement de cette partie de chemin communal par délibération, la Ville cèdera l'emprise à la SERM, afin que celle-ci puisse procéder au découpage de futurs lots composant la ZAC, à commercialiser par la suite.

Les services fiscaux ont estimé le prix du terrain à 28 €/m<sup>2</sup>, soit 3 248 € pour 116 m<sup>2</sup>.

Le notaire de la SERM sur ce secteur est Maître Soulas-Bertrand, il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la SERM.

**Après étude de cette affaire, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de constater la désaffectation de fait de cette emprise de 116 m<sup>2</sup> environ correspondant à une partie d'un ancien chemin communal, qui longe la parcelle cadastrée TX 49, à proximité de la rue Favre de Saint-Castor, et de prononcer son déclassement du domaine public communal afin de permettre son intégration au domaine privé de la Ville,
- de faire procéder à la numérotation de cette emprise par les services du cadastre,
- de vendre cette nouvelle parcelle à la SERM au prix des services fiscaux, à savoir 28 €/m<sup>2</sup>, soit 3 248 € pour 116 m<sup>2</sup>,
- de saisir le notaire de la SERM, Maître Soulas-Bertrand, pour rédiger l'acte de transfert de propriété,
- d'autoriser Monsieur Le Trésorier Principal Municipal à faire la recette, qui sera affectée au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **26 - Déclassement du domaine public communal - Emprise située rue de la Jeune Parque - Echange foncier m<sup>2</sup> pour m<sup>2</sup> avec Monsieur ROURE**

**Philippe SAUREL** : A l'occasion du permis de construire N° PC 34172 09 V0178 déposé sur la parcelle OI 3, le propriétaire, Monsieur Christophe ROURE, a fait établir un bornage par un géomètre expert, Mme Amphoux, afin de déterminer avec précision les limites exactes de son

terrain actuellement en friche.

En effet, ce terrain est délimité par un talus et des roseaux, sans limite apparente avec le domaine public. Ce terrain est situé dans la ZAC Garosud, et la SERM aménageur, a déjà réalisé les aménagements de la voie, notamment les trottoirs le long de la propriété de Monsieur ROURE.

Compte tenu des aménagements publics déjà réalisés par la SERM et du plan de délimitation établi par le géomètre, il en ressort une emprise de 148 m<sup>2</sup> intégrée dans le domaine public communal, rue de la Jeune Parque, mais n'ayant aucun usage public.

Par contre, plusieurs emprises de trottoirs publics ont été aménagées sur la propriété privée de Monsieur ROURE, à savoir une emprise de 127 m<sup>2</sup>, et deux autres de 14 m<sup>2</sup> et 7 m<sup>2</sup> pour une superficie totale identique de 148 m<sup>2</sup>.

Afin de régulariser toutes ces emprises, il est proposé de procéder à un échange foncier m<sup>2</sup> pour m<sup>2</sup>, sur la base de l'estimation des services fiscaux à 22 euros/m<sup>2</sup>.

Une enquête publique préalable au déclassement du domaine public communal de cette emprise de 148 m<sup>2</sup> a eu lieu du 12 février au 26 février 2010 inclus. Monsieur le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable à ce déclassement. Le géomètre de l'opération sera saisi pour procéder à la numérotation de ces parcelles auprès des services du cadastre.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de constater la désaffectation, et de déclasser du domaine public communal une emprise d'une superficie de 148 m<sup>2</sup>, située rue de la Jeune Parque,
- de procéder à un échange foncier d'une emprise de 148 m<sup>2</sup>, propriété Ville, avec trois emprises d'une superficie totale de 148 m<sup>2</sup>, propriété de Mr ROURE, sur la base de l'estimation des services fiscaux à 22 euros/m<sup>2</sup>.
- de solliciter la numérotation de ces nouvelles parcelles auprès des services du cadastre,
- de saisir Me CAPELA – LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Messieurs GELY et Hervé MARTIN sortent de séance.  
-----

## **27 - Déclassement du domaine public communal d'une emprise située rue Du Guesclin / Vente à la SERM**

**Philippe SAUREL** : Dans le cadre de l'opération Grand Cœur, la SERM en tant qu'aménageur a été chargée par la Ville de réhabiliter l'unité foncière située entre la rue Du Guesclin et l'avenue Frenay, le long de la ligne 1 du tramway.

Ce projet doit permettre de renforcer l'attractivité de la liaison piétonne Polygone-Gare par le

viaduc Frenay.

A cette occasion, les transparences urbaines seront améliorées, notamment par la réalisation de nouveaux escaliers et des ascenseurs, ainsi qu'un accès pour les personnes handicapées, visant à faciliter le franchissement du viaduc Frenay en lieu et place des escaliers actuels.

Une emprise d'environ 17 m<sup>2</sup> est considérée comme étant du domaine public communal. La SERM a donc sollicité de la Ville la désaffectation et le déclassement de ladite emprise située rue Du Guesclin. Après désaffectation et déclassement de cette emprise, la Ville cédera cette parcelle à la SERM, aménageur de l'opération.

Les services fiscaux ont évalué le montant de cette transaction à l'euro symbolique.

L'enquête publique préalable au déclassement du domaine public communal de cette emprise d'environ 17 m<sup>2</sup> a eu lieu du lundi 08 février 2010 au lundi 22 février 2010 inclus. Madame le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable à ce déclassement.

Le géomètre de l'opération sera saisi pour procéder à la numérotation de cette nouvelle parcelle auprès des services du cadastre.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de constater la désaffectation, et de déclasser du domaine public communal une emprise d'environ 17 m<sup>2</sup>, située rue Du Guesclin,
- de faire procéder à la numérotation de cette nouvelle parcelle auprès des services du cadastre,
- de céder à la SERM cette emprise d'environ 17 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique conformément à l'estimation des services fiscaux,
- de saisir l'office notarial de Baillargues pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la SERM acquéreur,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **28 - Mission Grand Cœur - Ravalement obligatoire - Modification du taux de subvention sur les extensions du secteur sauvegardé et les faubourgs Sud-Comédie et Gambetta/Figuerolles/Clemenceau**

**Philippe SAUREL** : Le ravalement de façade contribue à la préservation du charme et de la qualité de vie du centre ancien (Ecusson et faubourgs environnants), notions chères à ceux qui y habitent et le visitent.

L'aire concernée par cette action, mise en place par la Ville dans sa politique d'amélioration du centre-ville, l'opération Grand Cœur, a été progressivement agrandie depuis 2004, de 70 hectares à 300 hectares. Elle comprend aujourd'hui tous les secteurs du quartier centre présentant un bâti dense et continu (le secteur sauvegardé, les faubourgs Méditerranée, Boutonnet, Beaux-arts, Figuerolles, Gambetta, Clemenceau et Laissac).

De manière générale, la Ville subventionne les travaux afférents pendant les six premières années de la campagne. Selon les secteurs, les dates d'échéance de la période de subventionnement différent.

Sur le secteur Sud-Comédie/Extensions du secteur sauvegardé (voir plan en annexe), les travaux ont été subventionnés pendant trois ans (2004/2007) dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation (délibération du 6 mai 2004), au taux de 10 €/m<sup>2</sup>.

Sur le secteur Gambetta/Figuerolles/Clemenceau (voir plan en annexe), les travaux de ravalement ont d'abord été subventionnés pendant deux ans (mi 2004/mi2006) dans le cadre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) au taux de 6.1€/m<sup>2</sup>, puis au taux de 10 €/m<sup>2</sup> dans le cadre du ravalement obligatoire, régi par le code de la construction et de l'habitation (délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2006).

Par délibération du 21 décembre 2006, le taux a été augmenté avec un principe de dégressivité dans le temps pour inciter les propriétaires à engager rapidement leurs travaux. Quelque soit le secteur, le nouveau taux (30% avec plafond à 40 €/m<sup>2</sup>) a été appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Cependant, selon le nombre d'années de subventionnement restantes, la règle de dégressivité (30% pendant trois ans, 20% pendant deux ans et 10% pendant un an) s'applique différemment selon les secteurs, la durée totale de subventionnement restant limitée à six ans.

Sur ces deux secteurs, il restait au 1<sup>er</sup> janvier 2007 trois années et demie de subventionnement, durant lesquelles le taux devait être de 30% jusqu'à fin 2009 et de 20% les six mois restants.

Toutefois, une erreur vient d'être constatée dans le contenu des courriers d'information distribués dans les boîtes aux lettres de ces secteurs au mois de mai 2007 portant sur la modification de l'aide municipale. Il était indiqué l'augmentation de la subvention de 10 €/m<sup>2</sup> à 30% du montant des travaux mais la règle de dégressivité n'était pas mentionnée.

La dégressivité du taux de subvention à 20% sur le premier semestre 2010 n'ayant pas été évoquée dans les courriers d'information, il y a lieu de prendre en considération la lecture qui en est faite par les pétitionnaires en maintenant le taux de 30% six mois de plus (engagement de leurs travaux avant le 30 juin 2010, travaux terminés avant le 31 décembre 2010).

Cette mesure représente un coût global de subventionnement de l'ordre de 50 K€, compatible avec le budget de 480 K€ alloué en 2010 pour l'ensemble de cette action (chapitre 908, CRB 285).

Cette aide supplémentaire contribuera à l'action que la Ville mène sur ces faubourgs considérés comme prioritaires dans sa politique de renouvellement urbain.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver le maintien du taux de 30% sur les travaux engagés avant le 30 juin 2010, en remplacement du taux de 20% initialement prévu le dernier semestre de l'opération de ravalement subventionné sur les extensions du secteur sauvegardé et les faubourgs Sud-Comédie et Gambetta/Figuerolles/Clemenceau (périmètres joints en annexe à la délibération).
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité

-----

## **29 - MONTPELLIER GRAND CŒUR - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions**

**Philippe SAUREL** : Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009 et du 22 juin 2009.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. COLLOMB Michel, 20 rue Adam de Craponne	789,31 €
Mme JEANNERET Françoise, 31 rue de Metz	1.000,00 €
Mme MARMOL Monique, 5 rue Pierre Fermaud	895,70 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité

-----

## **30 - MONTPELLIER GRAND CŒUR – Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain- Attribution de subventions**

**Christian BOUILLE** : Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après contrôle des travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

Mme CREGUT-PLAZA (syndic bénévole), 12 rue de la Palissade	4.000,00 €
FLASH Immobilier, 2 rue des Ecoles Laïques	4.000,00 €
Cabinet POUX Immobilier, 10 rue du Collège Duvergier	4.000,00 €
Mme KLENE Emilie, 20 bis rue Rigaud	369,00 €
M. ou Mme GUERRERO Miguel et Dominique, 20 rue Rigaud	151,00 €
Mlle CHIKHI Dalila, 4 place Bouschet de Bernard	388,00 €
Mme MERLE, 16 rue Toiras	4.000,00 €
Société Immobilière du Languedoc, 1 rue Cherche Midi	3.000,00 €
SANOVIM syndic, 15 rue Joseph Vidal	4.000,00 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Monsieur POUGET (avec sa procuration) sort de séance, Messieurs GELY et Hervé MARTIN reviennent en séance.  
-----

### **31 - QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) - Plan de Sauvegarde du Petit Bard – OPAH Apollinaire - Convention relative à la mise en place d'un préfinancement des subventions publiques et d'une aide financière pour le reste à charge des copropriétaires - Approbation**

**Christian BOUILLE** : Le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) porte sur un programme ambitieux qui doit notamment conduire à :

- réaliser la mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- améliorer les conditions de vie des habitants du quartier ;
- restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'un pôle commercial,...) ;
- rénover complètement l'habitat (démolition des immeubles les plus hauts et de ceux qui enclavent le quartier, reconstruction d'autant de logements sociaux sur et hors site et réhabilitation des bâtiments non démolis).

Pour réussir ce projet, plusieurs dispositifs partenariaux ont été mis en place : Convention territoriale de rénovation urbaine pour mobiliser les crédits de l'Agence Nationale pour la



Rénovation Urbaine (ANRU), conventions bilatérales de rénovation urbaine avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc-Roussillon, Plan de sauvegarde et Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec le soutien de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) concernant respectivement l'ancienne copropriété « Le Petit Bard » et la copropriété « Apollinaire ».

Malgré ces aides importantes, la réalisation des travaux de réhabilitation passe nécessairement par leur préfinancement par les différentes copropriétés, qui sont aujourd'hui encore en difficulté et endettées. Il est donc nécessaire de définir un dispositif permettant la mise en œuvre de ces travaux indispensables sans aggraver la santé financière des copropriétés.

Si un système de caisse d'avance (préfinancement des subventions publiques) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) existait, l'Etat en a récemment décidé l'abandon, remettant de facto en cause les politiques d'amélioration de l'habitat privé. Face à ce désengagement, la Ville a essayé d'identifier des solutions innovantes pour permettre aux opérations d'entrer en phase opérationnelle. Un dispositif a été recherché visant à permettre le préfinancement des apports publics (qui représentent jusqu'à 80% des travaux hors taxes) et le financement par des prêts à taux faible de la part restant à la charge des propriétaires.

FDI, société créée à Montpellier en 1913 peut, par son statut de SACICAP (Sociétés Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété), issu de la transformation des Sociétés Anonymes de Crédit Immobilier, mobiliser des fonds au titre d'Actions de Mission Sociale.

Ces actions visent notamment à soutenir les copropriétés en difficulté, les propriétaires occupants voire, dans certains cas, les propriétaires bailleurs pour la réalisation d'opérations d'amélioration de l'habitat.

Le groupe FDI, qui assure par ailleurs les fonctions de syndic des copropriétés issues de la scission du Petit Bard, a donc été en mesure de proposer son intervention pour préfinancer les travaux.

En vue de permettre la mise en œuvre de ce dispositif, la Ville a mobilisé l'ensemble des partenaires financeurs des réhabilitations (ANAH, Conseil Général et Montpellier Agglomération) et a confié à la SERM le soin de coordonner leurs interventions et d'assurer, avec l'appui des travailleurs sociaux du Conseil général, le lien avec les bénéficiaires potentiels.

Une convention sera établie pour chaque copropriété aidée : Les copropriétés Les Alisiers - Bâtiment C1, Les Saxifrages - Bâtiment C2, Le Lyciet - Bâtiment C3, Henri de Régnier - Bâtiment D, Les Epervières - Bâtiment E et Charles Péguy - Bâtiment I au titre du Plan de sauvegarde et la copropriété Apollinaire au titre de l'OPAH Copropriété dégradée.

La convention porte donc sur la mise en œuvre opérationnelle :

- des travaux sur parties communes (réhabilitation des façades, toitures, cages d'escaliers) : par le préfinancement des subventions accordées au syndic de copropriété et par des prêts « mission sociale » (à taux zéro) accordés aux copropriétaires (propriétaires occupants ou bailleurs (personnes physique) impécunieux) ;
- des travaux sur parties privatives (réhabilitation des logements) : par le préfinancement des subventions accordées aux propriétaires et un prêt « mission sociale » (à taux zéro) accordé à chaque copropriétaire (propriétaire occupant ou bailleur (personne physique) impécunieux).

Ces conventions seront progressivement signées au fur et à mesure du lancement des travaux de réhabilitation. La première concernera la copropriété de 40 logements « Les Saxifrages » - Bâtiment C2 dès le premier semestre 2010.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les conventions relatives à la mise en œuvre d'un préfinancement des subventions publiques et d'une aide financière pour le reste à charge des copropriétaires pour les copropriétés Les Alisiers, Les Saxifrages, Le Lyciet, Henri de Régnier, Les Epervières, Charles Péguy et Guillaume Apollinaire, jointes à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Jacques DOMERGUE** : Cette délibération me donne l'occasion de vous interpellier sur la situation catastrophique que vivent certains habitants du Petit Bard, au moment même où se déroule cette séance.

Un nouvel incendie a plongé des familles entières dans des situations très précaires et totalement indignes. Le bâtiment A a été déclaré insalubre par la commission de sécurité, privant une quarantaine de familles de leur foyer. Votre adjoint propose aux familles un logement provisoire dans un gymnase dont nous allons voter la démolition.

Je pensais que ce type de relogement n'était réservé qu'en cas d'extrême urgence, qu'à des situations catastrophiques, comme celles qu'ont pu vivre les sinistrés de la tempête côté Atlantique. Une fois de plus, vous vous réfugiez malheureusement derrière l'Etat, qui selon votre leitmotiv permanent oublie notre ville. Je me permets de vous rappeler quelques chiffres : voici ce qu'a fait l'Etat en matière de réhabilitation, alors qu'aujourd'hui, peu de choses ont été faites. L'ANAH a apporté 76 % du budget, alors que la Ville a participé à hauteur de 12 % du budget, le Conseil général 10,8 % et l'Agglomération 1,2 %. La somme en question est de 1 375 586 euros. Pour le projet de rénovation du Petit Bard, quand l'Etat verse 100 euros, la Ville n'en donne que 15. Aujourd'hui, des familles sont dans la souffrance, sans toit. Si vous vous défaussez sur le financement de la rénovation, vous aurez la responsabilité de régler le problème de ces familles. Aujourd'hui, vous êtes le Maire de Montpellier. Il ne vous reste qu'à le prouver.

**Mme le Maire** : Est-ce vraiment tout ce que vous avez à dire ? J'ai toujours reconnu que l'ANRU nous a versé près de 10 millions d'euros. Il m'avait été dit que l'ANRU ne financerait rien. Mais j'ai toujours dit, chaque fois que l'on me l'a demandé, que l'ANRU avait versé 10 millions d'euros. Cependant, vous connaissez les difficultés. Je remercie tous les services, car il a fallu nous battre pour arriver notamment à signer cette fameuse convention avec les bailleurs, qui va permettre un relogement plus rapide. Il faut aussi savoir que si des familles refusent trois propositions, nous ne pouvons plus accepter. Nous comprenons très bien les demandes, mais au-delà de trois refus, il a fallu mettre des freins par rapport aux difficultés. Le dossier est très lourd, mais nous continuons bien évidemment à nous battre, car nous ne pouvons accepter que des familles vivent dans ces conditions. Nous arrivons à contrôler quelque peu cela, mais quand nous voyons ce qui se passe dans des métropoles qui ne gèrent plus du tout ce genre de problème, nous nous rendons compte qu'il s'agit d'un problème économique. Ce n'est pas simplement un problème de bâtiment, mais aussi un problème social. Quand je vois que l'on sacrifie les enfants et que nous leur mettons la semaine de quatre jours... Vous êtes en train d'y revenir aujourd'hui. Cela fait longtemps que nous vous mettons en garde sur le danger pour les enfants que représente la semaine de quatre jours. Quand vous mettez des jeunes dans la rue, voilà ce que cela donne avec le long terme. Ce n'est donc pas qu'un problème financier.

**Christian BOUILLE** : Je voudrais tout de même répondre à M. DOMERGUE. L'Etat n'a pas que des vertus, nous nous en rendons compte tous les jours. Ce dossier traite du préfinancement des subventions. Si celui-ci n'est pas assuré, rien ne peut se faire. Or dans un passé récent, l'Etat avait mis à disposition une caisse d'avances gérée par la Caisse des dépôts et des consignations. Aujourd'hui, l'Etat se désengage et nous restons bloqués pour ces opérations de rénovation. Tout de même, la Ville, qui, d'après M. DOMERGUE, ne fait pas grand-chose, se substitue à l'Etat et intervient en donnant des financements qui peuvent aller jusqu'à 80 % des travaux hors taxes. Cela montre bien qu'il s'agit d'un projet que nous défendons « bec et ongles ».

Ensuite, je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit, si ce n'est sur le dossier 33. Je répondrai à ce que disait tout à l'heure M. VIGUIE, qui ne comprend pas comment une Ville comme Montpellier n'est pas capable de trouver 45 logements d'un seul coup. La réponse est simple. Quand nous proposons des logements, les gens ne sont pas contraints de les accepter, car les logements proposés doivent être équivalents à ceux qu'ils ont, à des prix correspondants. Or, quand nous passons d'un logement insalubre à un logement neuf, il y a bien souvent une augmentation – pas très grande – mais suffisante pour dissuader les gens. Il ne nous reste plus qu'à faire œuvre de charité. Nous n'avons qu'à tout payer. N'oublions pas que nous avons pris un dossier qui se trouve dans le domaine privé. Les privés, quand la situation ne va pas, « bottent en touche ». Et voilà le public obligé de réparer toutes les erreurs et les incohérences de ce dispositif. Il faut être sérieux. Si quelqu'un ici a bien défendu le projet de rénovation urbaine le 14 juin 2004 quand il y a eu l'accident mortel, c'est bien Hélène MANDROUX. Je peux vous dire que les élus ne se bouscuaient pas au portillon. Tout à l'heure, nous nous demandions s'il y aurait une majorité en cas de vote. Si des élus dignes de ce nom ne votent pas un projet de cette envergure, il vaut mieux qu'ils démissionnent. Soyons sérieux.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **32 - QUARTIER CEVENNES - PROJET DE RENOVATION - URBAINE CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) Plan de Sauvegarde Petit Bard - Attribution de subventions**

**Christian BOUILLE** : Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au plan de sauvegarde du Petit Bard qui s'inscrit dans le Projet de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes. Le Plan de Sauvegarde du Petit Bard a été arrêté le 22 août 2007 et modifié par un nouvel arrêté préfectoral le 23 avril 2009 portant approbation de l'avenant n°1.

L'engagement de la Ville de Montpellier dans ce dispositif a fait l'objet d'une convention financière, signée le 28 décembre 2007 avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault. Agissant dans le cadre de la concession d'aménagement, signée avec la Ville le 9 mai 2007, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) fournit assistance aux propriétaires ou syndicats pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Conformément au règlement d'intervention approuvé par le Conseil Municipal du 30 mars 2009, modifié par délibération du 9 novembre 2009, la Ville de Montpellier apporte, pour les parties communes des immeubles, une prime de 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée à 1 600 € par logement.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 4 mai 2009, une première phase de travaux a été subventionnée par la Ville et ses partenaires pour les copropriétés « Les Epervières » et « Charles Peguy », concernant la mise en place de compteurs d'eau par logement. Cela a permis d'engager l'individualisation des charges prévue par le plan de sauvegarde. Les occupants (propriétaires ou locataires) connaissent précisément leur consommation d'eau et peuvent ainsi la maîtriser. Ils règlent dorénavant leurs factures directement au concessionnaire VEOLIA Eau et la copropriété n'a donc plus à supporter la charge d'impayés ou d'avances sur consommation.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux complémentaires de réhabilitation de deux copropriétés du Petit Bard : « Les Epervières » et « Charles Péguy », incluses dans le périmètre du plan de sauvegarde.

Les caractéristiques de chacune de ces opérations et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau suivant :

Bénéficiaires <i>en qualité de</i>		FDI ICI <i>Syndic de copropriété</i>	FDI ICI <i>Syndic de copropriété</i>
Caractéristiques de l'opération		Parties communes	Parties communes
Nature des travaux		Réhabilitation complète	Réhabilitation complète
Adresse	<u>copropriété</u>	Les Epervières (n°3)	Charles Péguy (n°1)
	<u>bâtiment</u>	<b>Bâtiment E</b>	<b>Bâtiment I</b>
	<u>rue</u>	Sq. Henri de Régner	Pl. Ch. Péguy
Nombre de logements		65	45
Surface (m²)		3786	2747
Coût de l'opération HT		1 298 312,00 €	905 955,00 €
Dépense subventionnable		975 814,00 €	675 430,00 €
Subventions			
ANAH		617 690,18 €	427 547,40 €
<b>Ville de Montpellier</b>		<b>97 581,40 €</b>	<b>67 543,00 €</b>
Montpellier Agglomération		9 758,14 €	6 754,30 €
Conseil Général		87 823,26 €	60 788,70 €
<b>Total des subventions</b>		<b>812 852,98 €</b>	<b>562 633,40 €</b>

Ces travaux permettent de répondre aux enjeux du Plan de Sauvegarde qui sont à la fois de :

- redresser financièrement l'ensemble immobilier et consolider les copropriétés constituées,
- intégrer ce quartier à la ville et retrouver des modalités de fonctionnement urbain et de gestion adaptées afin de produire une amélioration durable du cadre de vie des habitants.

Les travaux, objet de la présente délibération, concernent la réhabilitation complète des parties communes sur les immeubles concernés. Conformément aux objectifs du Plan de sauvegarde, ils répondent à trois préoccupations :

- préserver le clos et le couvert ;
- rénover les parties communes ;
- contrôler la consommation des énergies.

Ces travaux permettent une maîtrise des consommations et des économies d'énergies grâce à l'isolation des bâtiments et à l'individualisation des charges de chauffage.

Plus précisément, ils concernent la réfection de l'étanchéité des toitures, la pose de volets et de menuiseries isolantes, pose de blocs de portes palières, la réfection des cages d'escaliers, les mises aux normes électriques, interphones, ouvre portes, antenne TV collective, l'adaptation du réseau de chauffage, la mise aux normes du réseau gaz, la réfection des étanchéités façades, la pose de lisses de sécurisation sur allèges, la fermeture des séchoirs-réfection réseau ventilation, la reprise des auvents d'entrées, des gardes corps sur pignons, la reconfiguration des colonnes gaz pour pose de chaudières à condensation et la mise en place de réseaux plomberie pour eau chaude solaire et la mise en place de l'individualisation des charges de chauffage et de leur recouvrement. Enfin, les conduites d'eaux pluviales et d'eaux usées défectueuses seront remplacées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'attribuer une subvention de 97 581,40 € à la copropriété « Les Epervières » et une subvention de 67 543 € à la copropriété « Charles Péguy », copropriétés gérées par le syndic de copropriété FDI-ICI, demeurant 123bis, avenue de Palavas à Montpellier.
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : nature 2042, chapitre 908 ;
- de dire que le paiement de la subvention, s'effectuera sur présentation, par les propriétaires, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

### **33 - QUARTIER CEVENNES PROJET DE RENOVATION URBAINE (PETIT BARD - PERGOLA) - Gymnase Paul Rocca - Autorisation de déposer le permis de démolir**

**Frédéric TSITSONIS** : La Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locale et la Caisse des dépôts et consignations, un projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola).

La demande d'équipements publics notamment sportifs et associatifs restant importante dans ce quartier, la Ville de Montpellier a acquis, par acte en date du 2 juillet 2009, à l'Association Diocésaine de Montpellier l'Eglise Sainte Croix Nouvelle inutilisée afin d'y installer un équipement public sportif.

L'Archevêché de Montpellier ayant décrété, par acte en date du 19 mars 2009, la désaffectation de ce bâtiment paroissial, la Ville de Montpellier peut désormais entreprendre la réalisation de son projet.

Au-delà du déplacement de la salle de boxe dont le projet de construction a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 8 février 2010, le gymnase actuel dénommé Paul Rocca, en état de vétusté, doit être démoli pour libérer un tènement foncier qui permettra de traiter avec une plus value certaine l'espace actuel : îlot des Trolles.

Il convient donc de procéder à la démolition de l'ensemble immobilier composé du gymnase Paul Rocca, de la salle de boxe et de l'ancien logement de fonction (attenant à la salle de boxe) jusqu'à présent utilisé comme locaux associatifs à vocation sportive. Les travaux débiteront lorsque les activités auront été transférées dans les locaux de l'ancienne Eglise Sainte Croix Nouvelle.

Le coût de cette démolition est estimé à la somme de 140 000 euros TTC inscrite au budget 2010 du service Patrimoine Sécurité : CRB 26600 – Section Investissement – Nature 2313 – Fonction 900207 – Ligne de crédit 17525.

**En conséquence, nous vous proposons :**

- de procéder aux travaux de démolition de cet ensemble de bâtis,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer le permis de démolir et signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

### **34 - Convention d'utilisation d'appuis du réseau de distribution publique de l'électricité avec l'opérateur de télécommunication Free – Infrastructure**

**Frédéric TSITSONIS** : La Ville de Montpellier, autorité concédante du réseau de distribution publique de l'électricité dont le concessionnaire est EDF, souhaite permettre à des opérateurs de télécommunication d'utiliser les appuis du réseau de distribution publique de l'électricité pour développer leurs réseaux de télécommunication et leurs offres numériques sur le territoire de la Ville.

Les conditions de mise à disposition des appuis sont répertoriés dans la convention tripartite Ville de Montpellier-EDF-opérateur de télécommunication « Utilisation d'appuis du réseau de distribution publique de l'électricité » proposée.

L'opérateur de télécommunication Free Infrastructure souhaite développer son réseau dans le cadre de cette convention sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Cette convention d'une durée de dix ans prévoit notamment un droit d'usage d'appui lors de la mise en œuvre du réseau de télécommunication. Ce droit d'usage, actualisé chaque année et facturable après chaque accord technique d'utilisation d'appuis par zone, représente en valeur janvier 2007 et par appui : 22€ pour la Ville, 44€ pour son concessionnaire.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention jointe en annexe à la délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

### **35 - Convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à SFR. Liaison Valsière-Cinés L02556**

**Michaël DELAFOSSE** : La société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir un de ces clients sur le parc Euromédecine, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 3 461 mètres de paires de fibres optiques.

Après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :

- durée dix ans,
- frais d'accès au service payés une seule fois et correspondants aux travaux de raccordement dont le montant est de : 1 939 €
- redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 6 922 €.

**En conséquence, nous vous proposons :**

- d'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

### **36 - PEGASE - Autorisation de signer la convention d'accès au noeud de raccordement Eurêka - VILLE / ADISTA**

**Michaël DELAFOSSE** : La Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Eurêka avec une infrastructure de télécommunication très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irrigue tous les bâtiments du parc Eurêka. Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Eurêka des services très haut débit sur les liens tout optique.

Pour les besoins de ses clients sur le parc Eurêka, l'opérateur Adista a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques de son réseau Pégase.

Après négociation, Adista a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :

- Frais d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique : 1 000 € HT/baie/an
- Utilisation de connectivité optique, prise optique, 75 € HT/prise/mois
- Frais d'accès au service de la prise optique 100 € HT/prise, frais de couverture supplémentaire sur proposition de la Ville
- Durée dix ans

**En conséquence, nous vous proposons:**

- d'approuver la convention à passer entre Adista et la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Monsieur FRECHE arrive en séance, Monsieur POUGET (avec sa procuration) revient en séance.  
-----

### **37 - PEGASE - Convention Ville - SFR contrat L02607 client MINEFI**

**Michaël DELAFOSSE** : La société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir un de ces clients (MINEFI), SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition de deux liaisons optiques de son réseau Pégase. Ces liaisons optiques mises à disposition représentent un linéaire d'environ 4 800 mètres de paires de fibres optiques.

Après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :

- durée dix ans,
- frais d'accès au service payés une seule fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de : 3 300 €
- redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 9 600 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;



-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

### **38 - Centre d'Arts Contemporains La Panacée - Cité des Artistes - Avenant à la convention de groupement de commandes - Relance du lot 13 en marché à procédure adaptée - Avenants aux marchés de travaux des lots 2, 10A, 14 et 17A**

**Michaël DELAFOSSE** : La Ville est propriétaire de l'immeuble « La Panacée » situé 14, rue de l'Ecole de Pharmacie, dans lequel doit être aménagée « la Cité des Artistes ».

Le programme architectural prévoit la création d'un centre d'arts contemporains associé à des résidences et ateliers d'artistes, ainsi que des logements étudiants réservés en priorité aux étudiants en Arts.

Par délibération du 30 septembre 2008, il a été décidé de lancer les consultations pour les travaux en lots séparés et de mettre en place, un groupement de commandes avec le CROUS pour certains lots.

Par délibération en date du 30 mars 2009, il a été décidé de relancer le lot 13 : revêtements durs, en marché à procédure adaptée.

Ce lot 13 a fait l'objet de deux relances, toutes deux déclarées infructueuses par les commissions d'appel d'offres du groupement de commandes en date du 09/06/09 et du 05/02/10.

D'un commun accord, pour des raisons techniques et de délais, la Ville et le CROUS souhaitent exclure ce lot du groupement de commandes pour le relancer séparément en marché à procédure adaptée.

Par ailleurs, l'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications pour les lots suivants :

- Lot 2 : Gros œuvre – Charpente, CARI CIMBA, 2 080 470 € HT
  - Agrandissement du sous-œuvre de la zone A - RdC ;
  - Conservation du plancher existant de la zone B – RdC ;
  - Suppression de la chape sur plancher chauffant dans les ateliers pédagogiques;
  - Renforcement du plancher des salles C18 et C19.

Le montant de ces travaux doit faire l'objet d'un avenant n° 2 qui présente une moins-value de - 13 824,92 € HT. La moins-value s'élève donc à 0,64 % du contrat initial..

Le précédent avenant, approuvé par délibération en date du 14 décembre 2009, présentait une plus-value de 72 493,89 € HT.

Le montant cumulé des avenants 1 et 2 présente une évolution de 2,82 % par rapport au marché initial.

- Lot 10 A : Menuiseries intérieures, ALVAREZ, 165 335 € HT
  - Remplacement des fauteuils de la salle de conférence.

Le montant des travaux de cet avenant n°1 présente une plus-value de 16 137,00 € HT.

Le montant de cet avenant qui présente une augmentation supérieure à 5%, soit 9,76 %, a fait l'objet d'un avis favorable de la commission d'appel d'offres réunie le 09/03/10.

- Lot 14 : Chauffage-Ventilation-Climatisation, SUD ENERGIE THERMI, 587 837,44 € HT
  - Modification du système de production de froid de la salle de conférence permettant un rafraichissement des salles d'expositions ;
  - Chauffage de la zone de bureaux créée au R-1 ;
  - Modification du système de désenfumage du centre d'art.

Le montant des travaux de cet avenant n°1 présente une moins-value de -2 591,05 € HT.

Le montant de cet avenant présente une diminution totale de -0,44 %.

- Lot 17A : Electricité, RODIER MEDITERRANEE, 471 922,30 € HT
  - Evacuation d'un transformateur au pyralène désaffecté située dans une zone confinée au R-1.

Le montant des travaux de cet avenant n°1 présente une plus-value de 3 140,00 € HT.

Le montant de cet avenant présente une augmentation totale de 0,67%.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'avenant à la convention de groupement de commandes excluant le lot 13 ;
- de relancer le lot 13, revêtements durs, pour la Ville, en marché à procédure adaptée ;
- d'approuver l'avenant n°2 au marché de l'entreprise CARI CIMBA, lot 2, pour un montant de -13 824,92 € HT, portant le montant du marché de 2152 963,89 € HT à 2 139 138,97 € HT; la part Ville s'élevant à 1 912 478,47 € HT ;
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise ALVAREZ, lot 10A, pour un montant de 16 137 € HT, portant le montant du marché de 165 335 € HT à 181 472,00 € HT;
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise SUD ENERGIE THERMI, lot 14, pour un montant de -2 591,50 € HT portant le montant du marché de 587 837,44 € HT à 585 246, 39 € HT; la part Ville s'élevant à 517 694,30 € HT ;
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise RODIER MEDITERRANEE, lot 17A, pour un montant de 3 140 € HT, portant le montant du marché de 471 922,30 € HT à 475 062,30 € HT;
- d'imputer les dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, nature 2313, fonction 903 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## 39 - Attribution de subventions à diverses associations

**Fanny DOMBRE-COSTE** : La Ville de Montpellier a toujours eu à cœur de contribuer au développement du tissu associatif sur la commune. Pour aider les diverses structures de Montpellier à mener à bien leurs activités, la Ville de Montpellier décide d'attribuer aux associations figurant dans le tableau ci-dessous une subvention :

NOM DE L'ASSOCIATION	MONTANT PROPOSE
Cercle Culturel Languedocien	1 000 €
Los Cumbiamberos del Sur	1 000 €
Alger Club Les Enfants Les Amis	1 200 €
Amicale des Anciens du Maroc en Languedoc	1 200 €
Amicale Belabbésienne d'Aide et Solidarité	1 200 €
Amicale Français d'Outre-Mer et leurs Amis	1 200 €
Amicale Héraultaise des Enfants de Bone et de Constantine	1 200 €
Anfanoma - Français d'Afrique du Nord et d'Outre Mer	1 200 €
Cercle Culturel Amis de Malte du LR et Amicale Anciens de Tunisie	1 200 €
Mouvement Unifié des Rapatriés	1 200 €
Oranie 83	1 200 €
Projet Avenir Harkis Français Musulmans	1 250 €
Amicale des Lozériens de Montpellier	1 370 €
Développement Solidaire et Durable	1 400 €
Amicale des Corses de Montpellier	1 470 €
Association des Quartiers des Marels II, Pergola, Aiguelongue	1 500 €
AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	1 500 €
Comité des Fêtes de la Ville de Montpellier	1 500 €
France Bénévolat Montpellier Hérault	1 500 €
Jasmin d'Orient	1 500 €
Raiponce	1 700 €
Association des Résidents d'Antigone - ADRA	1 950 €
La Garriga Lengadociana	2 150 €
La Baronnie de Caravètes	2 200 €
Mandarine (Ex Autopartage Montpellier)	2 350 €
Gipsy Catalans Gely Figuerolles	2 500 €
Majorettes de Montpellier dites Major's Girls	3 000 €
Majorettes Impériales de Montpellier	3 000 €
La Pena Dei Clapas	3 780 €
Club de la Presse Montpellier Hérault Languedoc-Roussillon	10 000 €
Centre 665	12 250 €
Association La Gerbe	13 000 €
Orchestre Batterie Fanfare Etoile Bleue Montpelliéraine	14 500 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'attribuer les montants de subventions proposés ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire n°6574/920232 LC 1260),
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

## 40 - Dotation d'ordinateurs aux associations

**Fanny DOMBRE-COSTE** : Dans le cadre du renouvellement des matériels informatiques, la Ville a décidé que son matériel réformé servirait au soutien de l'action associative. Les associations dont la liste est jointe en annexe recevront, à titre gracieux, les ordinateurs dont elles ont fait la demande.

**En conséquence, nous vous demandons :**

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué (e), à signer tout document relatif à cette affaire.

NOM DE L'ASSOCIATION	CONSTRUCTEUR	N°SÉRIE UNITÉ CENTRALE	N°SÉRIE D'ÉCRAN	NOMBRE ORDI	VALEUR
Le Vieux Biclou	DELL	2F1C70J	HIJ-093CUR-47802-1AJ-B038	1 poste	0 €
MPT Azema	DELL	3H1C70J 9QMQ80J 3KHQ80J	MY-0724JR-46632-1BD-91AQ DT15HJAN618561N H1CJR02058W	3 postes	0 € 0 € 0 €
Association Franco-Berbère de Montpellier	DELL	9D1C70J	22795C3N7E 69 HU-093CUR-47802-1AH-BOGD	1 poste	0 €
CAMAP	DELL	5H1C70J	GB08204T-47604-09F-1D8A	1 poste	0 €
APIJE	DELL	5MHQ80J 4QMQ80J 40HQ80J	90628G129NC6 H8YF504095	3 postes	0 € 0 € 0 €
Montpellier Athlétisme	DELL	FKHQ80J	8204TBOER8 99	1 poste	0 €
Association La Gerbe	DELL	GC1C70J	84767A10G3 97	1 poste	0 €
Comité de Quartier Richter Plus	DELL	CRMQ80J	84767A8PR1C7	1 poste	0 €
Senioroboulo	DELL	9G1C70J 6PMQ80J 6QMQ80J	ES 7010200121100760ED00 84767A11H9 87 HU-051RNH-47802-17D-B1AJ	3 postes	0 € 0 € 0 €
C'Mai	DELL	3QMQ80J	8204TD0HJ2 B9	1 poste	0 €
Association Développement Solidaire et Durable	DELL	CPMQ80J	94268A0VM4 67	1 poste	0 €
Association SOMIS	DELL	4D1C70J	94268A0TT2 67	1 poste	0 €
Anatolie Montpellier	DELL	JMHQ80J	DT15HJAN618946X	1 poste	0 €

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Monsieur POUGET (avec sa procuration) sort de séance.  
-----

## **41 - Attribution de subventions complémentaires à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire**

**Christiane FOURTEAU :** Avec la crise et la casse sociale du gouvernement, la précarité ne cesse d'augmenter.

Dans le cadre de la délégation de lutte contre l'exclusion, la Ville rencontre un grand nombre d'associations qui agissent au quotidien au plus près des publics en grande difficulté.

Cette année et à l'instar de l'année dernière, lors des vœux à la Population, la Ville a remplacé le traditionnel buffet de petits fours par une collation de vins et chocolats chauds, afin de pouvoir redistribuer cette enveloppe protocolaire en direction des associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire.

Sur la base des économies réalisées, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

<b>Association</b>	<b>Propositions</b>
Banque alimentaire	8 500 €
Croix rouge	4 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence	4 000 €
Restaurants du cœur	5 000 €
Secours catholique	8 000 €
Secours Populaire Français	8 000 €
Société St Vincent de Paul	6 000 €
Avitarelle	3 000 €
A cœur ouvert	1 500 €
Le refuge	2 000 €
<b>Total</b>	<b>50 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'attribuer les montants de subventions proposées ci-dessus ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2010 LC 1966 (6574/925201);
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ces affaires.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

## **42 - Attributions de subventions d'équipement pour la création de Résidences Sociales**

**Hélène QVISTGAARD** : Parmi les objectifs fixés en matière de logement par la Ville de Montpellier, figure le soutien au développement d'actions permettant de favoriser le parcours d'insertion dans le logement.

A ce titre, les Résidences Sociales offrent une modalité de logement collectif meublé, associant logements privés et espaces collectifs, pour des personnes en difficulté sociale et/ou économique ou des jeunes en cours d'insertion sociale et professionnelle.

Trois associations ont sollicité la Ville de Montpellier pour la réalisation de projets de Résidences Sociales dont :

- L'association Initiative de Solidarité aux Situations d'Urgence Sociale de l'Espoir – ISSUE / GAMMES pour la réalisation (acquisition-amélioration, rue Saint-Louis) d'une Maison-relais – pension de famille d'environ 18 logements.
- L'association Habitat et Humanisme Hérault pour la réalisation (Villa Savine, Avenue de Castelnau) d'une Maison-relais – pension de famille d'environ 18 logements.
- L'association Foyer de la Jeune Fille pour la construction d'un Foyer de Jeunes Travailleurs (Résidence Occitanie, Route de Ganges) de 61 logements.

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé d'attribuer trois subventions selon les modalités suivantes :

- 20 000 € à l'association Initiative de Solidarité aux Situations d'Urgence Sociale de l'Espoir – ISSUE / GAMMES.
- 20 000 € à l'association Habitat et Humanisme Hérault.
- 25 000 € à l'association Foyer de la Jeune Fille.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal**

- d'attribuer les subventions proposées ci-dessus ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2010 (2042/900) ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **43 - Attribution d'une subvention à l'association Chèvre Feuille Etoilée**

**Françoise PRUNIER** : L'association Chèvre feuille Etoilée a été créée en 2000, elle a pour but de promouvoir l'écriture des femmes des pays du pourtour méditerranéen en général et de l'Algérie en particulier.

Elle édite des œuvres complètes dans tous les genres littéraires ainsi qu'une revue littéraire et féminine « Etoiles d'encre » dont la devise est « donner la paroles aux femmes d'ici et de là-bas ».

La revue « Etoile d'encre » a été pensée dès le départ comme un lieu d'expression des femmes de la Méditerranée, que l'expression soit orale, écrite, théâtrale ou plastique. Ainsi y sont entrecroisés des langues et des langages de femmes de toutes cultures, de toutes origines sociales et de toutes sensibilités.

Cette association porte un message permanent d'ouverture et de réflexion auprès des femmes des quartiers dits « sensibles », elle leur permet de se faire entendre, d'écrire et d'être publiées.

Les 13 et 14 mars 2010, la revue « Etoile d'encre » fête ses dix ans. Cet anniversaire sera placé sous le thème « La culture comme lieu de promotion des femmes ».

La première journée s'articulera autour de la présentation des différentes publications, un dialogue avec les auteurs et la représentation d'une pièce de théâtre adaptée d'un texte de Maïssa BEY « Tu vois ce que je veux dire ».

La deuxième journée sera axée sur la revue « Etoile d'encre » et sur différents ateliers tels que « Qu'est que l'égalité homme femme », « les mariages forcés »...

Compte tenu de l'action menée par cette association, la Ville propose d'attribuer une subvention de 1500 € à l'association Chèvre Feuille Etoilée pour l'organisation de ses 10 ans d'existence.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'attribuer à l'association Chèvre Feuille Etoilée une subvention de 1500 € ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au BP 2010 (6474 / 925 LC 1963) ;
- d'autoriser madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **44 - Participation de la Ville aux séjours de vacances 2010**

**Françoise PRUNIER** : La Ville de MONTPELLIER développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'un ou plusieurs enfants des familles défavorisées. Cette contribution financière municipale est versée directement aux centres de vacances.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux séjours de loisirs et à offrir aux jeunes de 4 à 16 ans des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète largement le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, permet, chaque année, à près de 500 enfants entre 4 et 16 ans, de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés.

En 2010 en accord avec les directives CAF, le financement municipal se concentre sur les familles dont le quotient familial est inférieur à 800 € et qui ne bénéficient pas d'une aide maximum de la Caisse d'Allocations Familiales.

Le financement municipal prend la forme d'une prise en charge à hauteur maximale 32% du prix total du séjour jusqu'au 14<sup>ème</sup> jour, durée limite de la participation CAF. Par ailleurs, pour les familles non allocataires et pour les familles allocataires CAF au-delà du 14<sup>ème</sup> jour, l'aide municipale peut atteindre 54 % du prix total du séjour (voir annexe et tableaux).

A cette fin, 76 224,50 € ont été inscrits au budget 2010 de la Ville (Nature/Fonction 6042/92421).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides, tels que définis dans l'annexe ci-jointe,
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide aux centres de loisirs avec hébergement accueillant les enfants participant au programme, sur les crédits inscrits au budget 2010 (nature/fonction 6042/.92421),
- d'autoriser Mme le maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **45 - Programme 2010 de travaux dans les crèches et halte-garderies municipales et demandes de subventions**

**Françoise PRUNIER** : Dans le cadre de sa politique d'accueil du jeune enfant, la ville de Montpellier a prévu en 2010 des travaux d'amélioration pour un montant total de 325 000 euros et a inscrit les sommes nécessaires à son budget primitif.

Ces travaux permettront aux enfants accueillis dans les établissements de bénéficier de locaux et d'aménagements de cour toujours plus confortables et répondant aux préconisations qualitatives des services de la protection Maternelle et Infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2010 est constitué des opérations suivantes :

<b>TRAVAUX</b>	<b>MONTANT</b>	<b>COMMENTAIRES</b>
Crèche Agropolis	10 000 €	Sanitaires, serrurerie
Crèche Thérèse Sentis	50 000 €	Rénovation de la section des Moyens
Crèche Françoise Dolto	100 000 €	Mise en conformité de l'office
Halte Garderie Les Chats Bottés	50 000 €	Création d'une salle du personnel
Halte Garderie Les Coquelicots et Jardin d'enfants Les Boutons d'or	20 000 €	Rénovation des locaux (dernière tranche)
Crèche Antigone	45 000 €	Restructuration de la cour
Divers établissements	30 000 €	Opérations de rénovations
Divers établissements	20 000 €	Travaux imprévus



Certaines opérations concernent des établissements identifiés et d'autres sont destinées à l'amélioration de l'ensemble des établissements.

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2010, pendant la période de fermeture des établissements.

**Après examen, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver ce programme de travaux,
- de solliciter les subventions les plus larges notamment auprès de la Caisse d'Allocations Familiales et du Conseil Général de l'Hérault.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame l'adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **46 - Halte garderie Les Chats Bottés - Quartier MOSSON - Demande de déclaration préalable**

**Françoise PRUNIER** : La ville de Montpellier poursuit une politique dynamique de développement du parc d'établissements communaux d'accueil de jeunes enfants avec pour objectif la solidarité et l'équipement social des quartiers.

Dans ce contexte, a été programmée l'extension de la halte garderie Les Chats Bottés dans le quartier Mosson.

Cette opération consiste à construire un local à destination du personnel d'une superficie de 15 m<sup>2</sup>. La maîtrise d'œuvre sera confiée à un architecte qui sera désigné à l'issue d'un marché à procédure adaptée. Ces travaux seront exécutés dans le cadre des marchés à bons de commande.

Le coût d'objectif est estimé à 50 000 € TTC, inscrit au budget de la ville dans le cadre des programmes globalisés.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'adopter le principe de la création d'un local dédié au personnel à la halte garderie les chats bottes
- d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable nécessaire à la création du local
- d'autoriser madame le maire ou a défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif a cette affaire et, notamment, le permis de construire afférent.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

## 47 - Bourse Initiatives Jeunes 2010 - Participation de la Ville

**Michel PASSET** : La Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse, aide les jeunes montpelliérains à concrétiser leurs projets personnels. La Bourse Initiatives Jeunes permet de soutenir leur création dans les domaines culturels, social, artistique, humanitaire... Cette action s'inscrit dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

**La Bourse Initiatives Jeunes** est une aide financière dont l'objectif est de participer à l'émergence de projets individuels ou de petits groupes (en dehors du système associatif classique) conçus par des jeunes de 16 à 25 ans résidant à Montpellier.

### **Définition des Projets :**

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale...

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, les projets professionnels, ainsi que les projets présentés par des salariés du secteur public ou privé.

### **Méthodologie :**

La communication de la Bourse est faite par l'intermédiaire des sites Internet de la ville, par la diffusion de plaquettes et par des parutions dans les journaux municipaux tout au long de l'année.

Chaque jeune porteur de projets est au préalable reçu au Service Jeunesse qui a pour mission de l'accompagner dans la genèse du projet. Un dossier type est remis à chaque jeune.

### Il doit comporter :

- une présentation du projet,
- un rapide curriculum vitae du porteur du projet,
- un plan de financement (dépenses - recettes).

Les candidats sont ensuite convoqués pour exposer leurs projets (motivations, objectifs, mise en œuvre). Il est alors proposé le montant à attribuer à chacun.

Ces attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 27 octobre 2005.

Les projets doivent faire l'objet de co-financements par autofinancement, sponsoring, bourses d'autres organismes. Des comptes rendus des projets seront effectués.

### **Financement :**

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de mars, il vous est proposé de prélever les crédits prévus au budget 2010 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **4 250 €**, et de la répartir de la manière suivante :

**DURAND Jean Baptiste : étudiant Montpelliérain**

**Production culturelle**

**« *L'amour sans le sexe* »**

Le projet consiste à effectuer un court métrage de fiction durant la semaine du 15 mars sur Montpellier, Montpeyrrou, Palavas, le Pouget. Celui-ci décrit la journée de trois jeunes qui sera perturbée par une insidieuse montée de violence. Cette production culturelle concrétise un engagement citoyen et social et sera restituée dans les Maisons Pour Tous.

**1 250 €**

**SIGNOLES Flora : jeune diplômée Montpelliéraine**

**Production culturelle**

**« *Les voix du off* »**

Le projet consiste à pérenniser l'émission « les voix du off » actuellement diffusée sur radio clapas et d'approfondir sa dimension de médiation culturelle en diversifiant les points d'écoute et en renforçant l'échange entre les artistes et le public, notamment dans des sites municipaux dédiés à la Jeunesse et la Culture.

**900 €**

**OUSSAA Abdel: lycéen Montpelliérain**

**Production culturelle**

**« *Un CD pour un quartier* ».**

Le projet consiste à créer un CD en participant à des manifestations socio-culturelles « les conviviales sur le quartier du Petit Bard ». Cette réalisation sera médiatisée par l'intermédiaire des Maisons Pour Tous.

**500 €**

**COUSIN Charlotte : étudiante Montpelliéraine en troisième année d'Art du Spectacle**

**Production culturelle**

**« *Peter Pan* ».**

Le projet consiste à réécrire l'œuvre de Peter Pan en l'adaptant à son groupe de travail et en enrichissant l'univers de la pièce de théâtre avec celui du roman. Elle souhaite monter cette réécriture avec quatorze autres jeunes et jouer son projet au Trioletto lors du Festival In Vitro (Crous). La pièce sera également jouée à l'outil théâtre à Montpellier.

**800 €**

**MARSAC Lucille : étudiante Montpelliéraine**

**Production culturelle**

**« *Le bal des mollets* »**

Le projet consiste à organiser un stage de danses traditionnelles du Poitou suivi d'un bal animé par les groupes de musique CIAC BOUM et le groupe montpelliérain MELOPEES et MORIBONDES. L'objectif est de faire découvrir et partager la richesse des cultures régionales et notamment celles du Poitou aux Montpelliérains. L'évènement aura lieu à la MPT Rosa Parks le 24 avril 2010.

Cette manifestation s'adresse à un public inter-générationnel.

**300 €**

**AYACHE Fathi : lycéen Montpelliérain de 17 ans**

**Production ; « vivre ensemble »**

**« *Fathi foot – défi citoyen* »**

Le projet consiste en des actions citoyennes liées au foot, notamment avec la participation à un stage en Bretagne. Fathi va tenir un atelier citoyen urbain lors de la 3<sup>ème</sup> édition de la journée « cité-citoyenne » à la Maison Pour Tous François Villon.

**500 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **4 250€**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2010,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Monsieur POUGET (avec sa procuration) revient en séance.  
-----

## **48 - Bourse Animation Jeunes 2010 - Attributions de subventions**

**Michel PASSET** : Dans le cadre du développement des actions de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et en partenariat avec le tissu associatif local, met en place des manifestations pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur avenir et de leur ville.

Les actions, proposées aux jeunes, s'inscrivent dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs des jeunes montpelliérains. Ces projets d'actions en faveur des 13/25 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale.

Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative.

Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier. Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation.

Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2010 du Service Jeunesse la somme de **5 950 €**, et de la répartir de la manière suivante:

### **Association 7**

Association Montpelliéraine

**Titre du projet culturel** : « lunemièrè ».

Le projet est de faire une exposition pluridisciplinaire d'art contemporain, d'échange de pratiques culturelles entre jeunes artistes et un artiste reconnu (Alain FERRET). Réunions autour de la thématique de la lumière, ces présentations auront lieu à la Maison des Etudiants à l'Université Paul Valéry.

Montant total du projet : 2848,18 €

**Montant proposé : 750 €**

### **Association de l'AFEV ( Association de la Fondation Etudiante pour la Ville)**

Association Montpelliéraine

**Titre du projet** « engagement et jeunesse ».

Le projet consiste en la rencontre de deux jeunes qui se côtoient peu dans la ville : les jeunes des quartiers populaires et les étudiants. Deux événements sont organisés, le premier à l'Université Paul Valéry (ateliers de hip-hop, danses, spectacle théâtral, débats, concerts) autour de la Culture Urbaine et le second au Petit Bard autour de l'Education Populaire (Rencontre sportive, repas de quartier, forum associatif, deux débats).

Montant total du projet : 6717,84 €

**Montant proposé : 1 200 €**

### **Association « Giallo Queen's »**

Association Montpelliéraine.

**Titre du projet : « Rock'n Roll over »**

Le projet consiste à réaliser un moyen métrage sur le Rock'n roll des années 1970.

A travers, la promotion de la ville de Montpellier dans de nombreux festivals français et étrangers, il s'agit de mobiliser de nombreux auteurs du 7<sup>ème</sup> art afin de transmettre une passion à un jeune public. Le film sera diffusé à l'EMJ.

Montant total du projet : 12000 €

**Montant proposé : 2 000 €**

### **Association ACCES (Action Culturelle Citoyenne et Solidaire).**

Association Montpelliéraine.

**Titre du projet : « Documenter Afrique ».**

Le projet est de diffuser un documentaire sur l'Afrique à l'appui de séries de projections débats dans des lieux diversifiés (médiathèque Fellini, Hôtel de Ville, Université Paul Valéry etc.) autour de questions de l'environnement en Afrique. Ces diffusions seront accompagnées d'animations, de spectacles, de concerts articulés autour de l'éco – citoyenneté.

Montant total du projet : 8000 €

**Montant proposé : 2 000 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- d'attribuer aux associations les subventions ci-dessus indiquées,
- de prélever cette somme d'un montant de **5 950 euros**, sur les crédits inscrits au budget 2010 du Service Jeunesse (nature 6574, fonction 422, LC 1937),
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **49 - Attribution de subvention à diverses associations sportives – 2010**

**Sophie BONIFACE-PASCAL** : La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'engouement et l'énergie des associations sportives qui contribuent au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire.

Ainsi, afin de continuer à développer cette culture d'excellence sportive, il est de notre volonté d'apporter une aide financière complémentaire à ces associations qui concourent à un intérêt général et local, pour qu'elles puissent mener à bien leurs activités, à savoir :

MUC Canoë kayak : cette association participe à la découverte, la formation, la pratique de loisirs ou de compétition du canoë kayak.

Elle organise le Raid Lez, une manifestation de pleine nature sur Montpellier, valorisant à la fois le Lez et la pratique du canoë kayak en zone urbaine.

Il est proposé une subvention de 3 000 €.

Montpellier Languedoc Cyclisme : cette association développe une école de vélo et organise des épreuves sportives et des randonnées familiales.

Son but est de prévenir et lutter contre la violence routière dans le cadre du plan départemental de la sécurité routière.

Il est proposé une subvention de 3 000 €.

Montpellier Chamberte Handball est une association de quartier qui a pour vocation d'agir auprès de tous les publics afin de dynamiser la pratique sportive en général et celle du handball en particulier, comme vecteur d'intégration sociale.

Il est proposé une subvention de 1 000 €.

Association Sportive des Beaux Arts Montpellier Omnisports organise encore cette année l'« Asbambinos », un rassemblement des écoles de Volley-ball de l'Hérault autour d'un thème, afin d'initier les enfants à la pratique du Volley.

Il est proposé une subvention de 900 €.

Muc Volley : cette association participe au développement du sport amateur comme du sport de haut niveau. Elle évolue au niveau professionnel avec une équipe en Pro A, dans la formation avec un centre pour les équipes jeunes et dans le domaine social avec des équipes loisirs et une intervention dans le milieu scolaire du secteur de la Mosson.

Dans ce cadre, des tournois scolaires sont organisés, des enfants et des adolescents sont ensuite intégrés à l'école de volley du club et de jeunes publics sont accueillis aux différents matches de l'équipe élite au Palais des Sports Pierre de Coubertin.

Il est proposé une subvention de 25 000 €.

La dépense sera prélevée sur le budget 2010 de la Ville (Nature 6574 /Fonction9240)

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'attribuer les subventions indiquées aux associations présentées ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **50 - Attribution de subvention - Montpellier Agglomération Triathlon**

**Sophie BONIFACE-PASCAL** : La Ville de Montpellier a toujours eu à coeur de contribuer au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire et à participer à la réussite éducative.

Fidèle à sa politique sportive, la Ville accueille de nombreuses manifestations sportives. A ce titre, la Ville de Montpellier est, à nouveau, sollicitée par le Montpellier Agglomération Triathlon, pour l'organisation du 21<sup>ème</sup> Triathlon de Montpellier, le dimanche 25 avril 2010, dans le quartier Antigone et bassin « Jacques Cœur ».

Cette compétition, qui accueille annuellement plus de 500 compétiteurs, sélective au Championnat de France et aux Championnats Universitaires, s'articule autour de plusieurs courses :

- le Triathlon Sprint, ouvert aux catégories cadet à vétérans, consiste à enchaîner en continu et sans arrêt du chronomètre 750 m en natation, 20 km en cyclisme et 5 km en course à pied : 200 participants sont attendus ;
- le Triathlon courte distance, ouvert aux catégories junior à vétérans enchaîne 1 500 m en natation, 40 km en cyclisme, et 10 km en course à pied : 200 participants sont attendus ;
- le Triathlon Course Avenir Enfants, réservé aux catégories poussin à junior, sur des distances variant en fonction des catégories : 50 participants sont attendus ;
- le Triathlon Super Sprint Jeunes, ouvert aux catégories minime à vétérans, enchaînant 350 m en natation, 10 km en cyclisme, 2,5 km en course à pied.

Afin de finaliser cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la Ville, précisant la nature de l'autorisation, sera signée avec les organisateurs et la Ville.

A ce titre, il est proposé de soutenir cette manifestation qui concourt à un intérêt général et local, en lui accordant une subvention de 5 000 €.

La dépense sera prélevée sur le budget 2010 de la Ville (Nature 6574 /Fonction 9240).

### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de soutenir l'action du Montpellier Agglomération Triathlon en lui attribuant une subvention de 5 000 € ;
- d'accepter l'organisation de cette manifestation dans le quartier Antigone et le bassin du Lez tel que prévu par la convention d'occupation du domaine public annexée à la délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **51 - Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre de manifestations sportives - Ville – Associations**

**Sophie BONIFACE-PASCAL** : La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et soutient très largement les initiatives des associations qui souhaitent organiser des évènements ou compétitions mettant en valeur le dynamisme du sport montpellierain.

Les manifestations sportives organisées le sont par des associations à but non lucratif qui satisfont toutes un intérêt général local.

Dans ce cadre, la Ville souhaite donc mettre à disposition par convention, à titre gratuit, les installations sportives nécessaires à l'organisation de ces manifestations.

Ces autorisations peuvent constituer des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés seront calculés en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009 fixant les tarifs 2010 applicables au domaine public occupé.

- Association Sportive Saint Martin Gazélec : organisation du 44<sup>ème</sup> tournoi international de Football sur le complexe sportif de Grammont les 3, 4 et 5 avril 2010. Ce sont plus de 1200 enfants et 80 équipes qui sont engagés, issus des continents européen et africain. La Ville met à disposition les terrains de Grammont 1.2.5.6.8.9.10 et 11 le 3 avril de 13 h à 20 h, le 4 avril de 8 h à 20 h, le 5 avril de 8 h à 17 h, et le terrain Grammont 7 le 4 avril de 9 h à 17 h 30 et le 5 avril de 13 h à 17 h 30.

Subvention en nature valorisable pour un montant de :  $237 \text{ h} \times 35 \text{ €} = 8\,295 \text{ €}$ .

- Association « Les Foulées du Millénaire » : organisation d'une course à pied sur routes dans le quartier du Millénaire, le dimanche 9 mai 2010. Arrivée et départ de la Maison pour Tour Mélina Mercouri sur une distance de 12 kilomètres. Une course réservée aux enfants est organisée avant la course séniors qui réunit environ 400 personnes.

- Association Kung Fu Développement: organisation d'un stage de Kung Fu avec les moines du Temple de Shaolin au Gymnase Gambardella le dimanche 4 avril 2010 de 9 h à 18 h ;

Subvention en nature valorisable pour un montant de :  $9 \text{ h} \times 45 \text{ €} = 405 \text{ €}$ .

- Association F.F.K.A.M.A. Comité Départemental de Karaté : organisation d'un stage national de Qwan Ki Do au Gymnase Gambardella le samedi 10 avril 2010 de 9 h à 12 h 30 et de 15 h 30 à 18 h 30.

Subvention en nature valorisable pour un montant de :  $5\text{h}30 \times 45 \text{ €} = 247,50 \text{ €}$ .

- Association Arte Suave : organisation d'une compétition du Jiu-Jitsu Brésilien au gymnase Françoise Spinosi le dimanche 18 avril 2010 de 9 h à 20 h.

Subvention en nature valorisable pour un montant de :  $11 \text{ h} \times 45 \text{ €} = 495 \text{ €}$ .

### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants suivants :



Associations	Montant de la subvention en nature valorisable
As. Saint Martin Gazélec	8 295 €
Les Foulées du Millénaire	0 €
Association Kung Fu Développement	405 €
Association F.F.K.A.M.A	247,50 €
Association Arte Suave	495 €

- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions afférentes.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Madame BENOUARGHA-JAFFIOL arrive en séance et récupère sa procuration.  
-----

## **52 - Cuisine centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires - Autorisation de signer les marchés**

**Jean-Louis GELY** : Dans le cadre de sa politique sociale, la Ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits aux restaurants scolaires des écoles montpelliéraines.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cuisine Centrale Municipale, un avis européen d'appel public à la concurrence a été publié sous forme d'appel d'offres ouvert à bons de commande pour ce marché de denrées alimentaires en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Ce marché aura une durée de un an (2010) et pourra éventuellement être renouvelé une fois (2011).

Les critères de choix pondérés sont :

- 80 % pour le qualité des produits au regard des échantillons et/ou examen des fiches techniques dont la fourniture est obligatoire.
- 20 % pour le prix.

Après ouverture des enveloppes le 11 février 2010 et examen des échantillons, la Commission d'Appel d'Offres du 9 mars 2010 a attribué le marché de la façon suivante :

N°	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
1	Boîtages et épicerie	80.000	320.000	PRO A PRO – DOUMENGE Miramas (13)

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de la décision de la Commission d'appel d'offres,
- d'imputer le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville du service Restaurants scolaires (nature 60623-fonction 922511 – LC 1501),
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'appel d'offres et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

### **53 - Réhabilitation et aménagement de l'école maternelle Maria Callas - Augmentation de la masse des travaux – Autorisation de signer l'avenant aux marchés de travaux attribués à l'entreprise Olivier Réalisations (lot n°5- Menuiseries aluminium) et à la SARL Dehail (Lot n°7 – Electricité et courants faibles)**

**Jean-Louis GELY** : Suite à l'incendie survenu le 7 juin 2007 à l'école Maria Callas, la Ville de Montpellier a décidé de procéder à la réhabilitation complète des locaux de cette école, située 846 rue Croix de Figuerolles, quartier Les Cévennes.

La mission de maîtrise d'œuvre a été réalisé par le service Construction et Maintenance de la Ville de Montpellier.

Les marchés de travaux répartis en 12 lots séparés ont été attribués après une mise en concurrence selon la procédure d'appel d'offres ouverts.

Les lots n°5 et 7 ont été attribués par délibération du Conseil Municipal le 17 novembre 2008 respectivement à l'entreprise Olivier Réalisation et à la SARL DEHAIL. Les marchés ont été notifiés aux entreprises le 11 décembre 2008.

En phase chantier, des travaux supplémentaires s'avèrent nécessaires et doivent être formalisés par le biais d'avenants.

#### **Lot n°5 – Menuiseries aluminium – Entreprise Olivier Réalisations :**

Le bureau de contrôle en cours de chantier a exigé dans le cadre de sa mission « sécurité incendie » la modification du sens d'ouverture de certaines portes, alors même que les portes initialement prévues étaient fabriquées et en cours de pose.

Par ailleurs, les volets roulants qui devaient être déposés par les services de la ville n'ont pu l'être en raison de leur blocage en partie basse avec un accès impossible aux caissons de l'extérieur et de l'intérieur. Ces volets avaient été bloqués après le sinistre pour des raisons de sécurité.

Le montant de ces prestations non prévisibles s'élève à 5 934,00 € HT soit 7 097,06 € TTC ce

qui représente une augmentation du marché initial de 4,80 %.

Le marché initial de cette entreprise s'élève à 123 715,00 € HT. Le nouveau montant du marché est porté à 129 649,00 € HT.

**Lot n°7 – Electricité et courants faibles :**

Le bureau de contrôle a exigé en fin de chantier la séparation des circuits d'éclairage de la salle polyvalente, la mise en place de blocs autonomes d'éclairage de sécurité supplémentaire dans les circulations et l'alimentation du lavabo « handicapés ». Ces demandes n'avaient pas été faites lors de l'étude du dossier en phase conception et donc pas prises en compte dans le marché de travaux.

Par ailleurs, les câbles alimentant les divers groupes de ventilation cheminant sous l'étanchéité en toiture ont été endommagés lors du sinistre et doivent être remplacés. Ces désordres n'ont été visibles que lors de la réfection de l'étanchéité.

L'ensemble de ces travaux supplémentaires s'élèvent à 6 363,68 € HT soit 7 610,96 € TTC, ce qui représente une augmentation de 9,66 % du marché initial.

Le marché initial de cette entreprise s'élève à 65 849,65 € HT. Le nouveau montant du marché est porté à 72 213,33 € HT.

Lors de sa séance du 23 février 2010, la Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable concernant l'avenant supérieur à 5%.

**Après étude et suite à l'avis favorable de la Commission d'appel d'offres en date du 23 février 2010, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la passation des avenants précités dans le cadre de l'opération ci-dessus rappelée, pour des montants respectifs de :
  - entreprise Olivier Réalisations : 5 934,00 € HT
  - SARL DEHAIL : 7 610,68 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint déléguée à signer ces avenants avec les entreprises et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

**54 - Extension et réaménagement de l'école Jean COCTEAU - Augmentation de la masse des travaux - Autorisation de signer l'avenant au marché de travaux, attribué à l'entreprise SARL carrelage Denis GUIRAO, LOT N° 8**

**Jean-Louis GELY** : Par délibération du conseil municipal en date du 15 novembre 2007, la Ville de Montpellier a décidé de procéder à l'extension et au réaménagement de l'école Jean COCTEAU, située rue la bandido, quartier des Près d'Arènes.

La mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à : SELARL Daniel NAMER, architecte, rue Valéry Larbaud à Montpellier.

Les travaux prévus en 3 tranches, consistent pour la tranche ferme en l'adjonction d'un bâtiment comprenant une salle de classe, une salle de repos, une salle de lecture, la salle de restaurant maternelle. La restructuration des espaces permet l'aménagement des offices du restaurant, une extension des salles de restaurant élémentaire, la création de locaux pour les personnels et des espaces de rangement.

Les marchés de travaux, répartis en 9 lots séparés, ont été attribués après une mise en concurrence selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Le lot n°8 a été attribué par délibération du conseil municipal le 30 septembre 2008 à l'entreprise : SARL carrelage Denis GUIRAO sise : chemin des Rigaudens, 34 140, Loupian. Le marché a été notifié à l'entreprise le 24 octobre 2008.

Le cahier des charges prévoyait la dépose du carrelage existant et la démolition de la chape support. Lors de la réalisation de cette prestation dans la zone des sanitaires des enfants, il est apparu que le revêtement de sol avait été collé sur une dalle en béton et non pas scellé. Afin de raccorder les niveaux des sols créés au niveau des sols existants, il a été nécessaire de réaliser une micro-chape en résine fibrée.

Le montant de cette prestation supplémentaire s'élève à : 2 598,00€ hors taxes.

Le montant initial du marché de l'entreprise est de : 19 109,04€ hors taxes, repartitionné comme suit :

- Montant de la tranche ferme : 17 540,48 € hors taxes.
- Montant de la tranche conditionnelle 1 : 1 568,56 € hors taxes.

L'avenant porte donc le montant du marché à : 21 707,04 € hors taxes, ce qui représente un accroissement de 13,59 %, réparti comme suit :

- Montant de la tranche ferme : 20 138,48 € hors taxes.
- Montant de la tranche conditionnelle 1 : 1 568,56 € hors taxes.

Lors de sa séance du 23 février 2010, la Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable concernant cet avenant.

**Après étude et suite à l'avis favorable de la Commission d'appel d'offres en date du 23 février 2010, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la passation d'un avenant au marché de travaux de l'entreprise Sarl carrelage Denis GUIRAO pour un montant de : 2 598,00 € hors taxes.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **55 - Bourses attribuées aux lycéens montpelliérains sélectionnés pour "l'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg"**

**Jacques TOUCHON** : Les villes de Montpellier et Heidelberg célèbreront en 2011, le 50<sup>ème</sup>

anniversaire de leur jumelage. Récompensé en 1993 par le prix « De Gaulle Adenauer », ce lien privilégié est riche d'échanges, notamment à destination de la jeunesse.

La Ville de Heidelberg offre la possibilité à trois lycéens au maximum, de chacune de ses villes jumelles, âgés de plus de 16 ans, de participer, chaque année, à « l'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg » entre le mois de juillet et le mois d'août.

Ce programme a été créé en 1996 par Madame Beate WEBER, en collaboration avec des instituts de recherche renommés, sur le modèle de « l'International Summer Science Institute » de l'Institut Weizmann à Rehovot (Israël). L'objectif étant d'encourager la relève scientifique et de promouvoir les échanges internationaux à Heidelberg.

Un stage de quatre semaines, sous la direction de chercheurs, offre aux candidats un premier contact avec le monde de la recherche, une découverte de la Ville de Heidelberg et de l'Allemagne. La Maison de Montpellier à Heidelberg reçoit chaque été, l'ensemble des lycéens sélectionnés par le programme, pour un cocktail de bienvenue, quelques conseils pratiques et une présentation de la Ville de Montpellier.

Ces lycéens sont présélectionnés par leurs professeurs, dans leurs lycées respectifs, au regard de leur dossier scolaire et de leur niveau d'anglais. Le choix final est opéré par la mairie de Heidelberg, après un entretien téléphonique.

Leurs frais d'inscription, de logement et de restauration sont pris en charge, partiellement, par la mairie de Heidelberg, les participants versant une contribution financière (300 euros pour 2010). Les frais de transport jusqu'à Heidelberg restent à leur charge.

L'attribution d'une bourse de 200 euros à chacun des trois lycéens sélectionnés à Montpellier permettrait de proposer cet échange à des familles d'origine modeste, ouvrant ainsi la culture scientifique à tous.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'attribuer une bourse de 200 euros chaque année à un maximum de trois lycéens (soit un total de 600 euros par an).
- D'autoriser le prélèvement de la dépense sur la ligne de crédit inscrite au budget 2010 de la Direction des Relations Internationales sur la ligne 1351 (6714/92048).

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **56 - Mise à disposition d'un local à l'Association Générale des Intervenants Retraités à l'Espace Martin Luther King**

**Jacques TOUCHON** : La Ville de Montpellier soutient et encourage les associations développant des projets de nature internationale. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

L'association Générale des Intervenants Retraités (AGIR abcd) a été fondée en 1983 et compte plus de 4000 adhérents. Elle regroupe des retraités et préretraités volontaires, qui apportent bénévolement leurs compétences professionnelles et leur expérience, pour des actions de formation, d'aide et de solidarité, en France, dans les Pays en Développement, en Europe Centrale et Orientale.

Les secteurs d'activité de cette association sont très divers, en France (lutte contre l'illettrisme, aide à la création de micro entreprises, accompagnement de chômeurs...) et à l'étranger (soutien aux enseignements de la langue française et de la francophonie, aide au développement rural, hygiène et santé, aide et conseils aux entreprises...)

Cette association sollicite la Ville de Montpellier pour la location d'un bureau, à l'Espace Martin Luther King. Elle souhaite y tenir une permanence pour l'accueil des nouveaux adhérents bénévoles et pour l'organisation de réunions de travail, dans le but de développer l'association sur la Ville et ses alentours.

Cette activité correspond à la destination de l'Espace Martin Luther King. Il accueille des associations à vocation internationale, développant des activités culturelles et humanitaires. L'association AGIR entre parfaitement dans ce cadre.

**En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :**

- D'attribuer à l'Association Générale des Intervenants Retraités un local d'une superficie de 11.67 m<sup>2</sup> et d'une salle de réunion d'une superficie de 42.32 m<sup>2</sup> en partage avec l'association Enfance et Partage, situés à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier ;
- De passer, une convention précaire et révocable avec l'Association Générale des Intervenants Retraités pour l'occupation d'un local municipal cité ci-dessus.
- D'établir, compte tenu des activités d'intérêt local de cette association, le montant du loyer minoré à 35 euros, sachant que la valeur locative annuelle des lieux s'élève à 1517.10 euros ; ce qui représente une subvention en nature de 1482.10 euros.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

**57 - MONTPELLIER GRAND COEUR - Demande de subvention au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) pour mettre en oeuvre un programme en faveur du développement du cœur marchand - Lancement de la tranche 1**

**Marc DUFOUR** : Par délibération en date du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a approuvé le dépôt de la demande de subvention au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), géré par le ministère du commerce et de l'artisanat, afin de conduire un programme d'actions en faveur du développement du cœur marchand.

Le programme d'actions élaboré en partenariat par la Ville et la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier (CCIM) porte sur des animations commerciales dans le cœur

marchand, des actions en faveur de l'attractivité des commerces du centre-ville, de l'amélioration de l'accessibilité du centre-ville et de l'amélioration de l'environnement des commerces.

Ce programme est mis en œuvre dans le cadre d'une convention d'objectifs qui engage tous les maîtres d'ouvrage d'actions subventionnées par le FISAC, à savoir : la Ville de Montpellier, la CCI de Montpellier, la Communauté d'agglomération de Montpellier et l'association « Montpellier Centre-ville manager ». Cette convention d'objectifs a été adoptée dans la délibération du Conseil municipal suscitée.

La Ville a en charge de percevoir les subventions du FISAC et de les redistribuer aux acteurs pilotes des actions subventionnées.

Le montant total de ce programme en faveur du développement commercial s'élève à 9 084 265€ HT, pour lequel il est demandé une participation de 1 217 899€ au FISAC. Ce programme est mis en œuvre en trois tranches.

Le coût total prévisionnel de la première tranche de ce programme s'élève à 1 236 354 € HT, pour laquelle il est sollicité une subvention de 232 264 €, conformément au plan de financement suivant :

DEPENSES			RECETTES						
	Coût TTC	Coût HT	FISAC	Ville	CCIM	Communauté Montpellier Agglomération	Assoc. Montpellier cv manager	part des entreprises	Concession naires des parkings
Dispositif d'aide à la rénovation des devantures	1 033 543 €	864 167 €	134 584 €	151 583 €				578 000 €	
Signalétique interactive des activités	75 880 €	63 445 €	25 050 €	38 395 €				0 €	
Etude sur les halles et marchés au XXI <sup>ème</sup> siècle	20 000 €	16 720 €	5 000 €	11 720 €					
Guide de l'accessibilité au centre-ville	2 652 €	2 177 €	435 €			871 €	871 €		
Jalonnement dynamique des parkings	160 174 €	134 410 €	15 500 €			118 910 €			
Opération "Chèques parkings"	180 000 €	150 485 €	49 220 €	48 605 €	16 720 €			25 080 €	10 860 €
Guide pratique à l'attention des commerçants	5 920 €	4 950 €	2 475 €				2 475 €		
<b>TOTAL</b>	<b>1 478 169 €</b>	<b>1 236 354 €</b>	<b>232 264 €</b>	<b>250 303 €</b>	<b>16 720 €</b>	<b>119 781 €</b>	<b>3 346 €</b>	<b>603 080 €</b>	<b>10 860 €</b>

Les crédits des actions programmées par la Ville sont prévus dans le budget aux chapitres 900, 903, 908 et 929.

#### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de:**

- solliciter auprès du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) une subvention de 1 217 899 € pour l'ensemble du programme partenarial en faveur du développement commercial,
- lancer la tranche 1 du programme partenarial en faveur du développement du cœur marchand de Montpellier,
- autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Francis VIGUIE** : Je considère qu'il faudrait tout de même avoir une véritable discussion sur la place du commerce sur la ville de Montpellier, puisque nous connaissons une situation d'inflation avec des problèmes. Le commerce en centre ville est nécessaire pour avoir une ville

vivante. Nous avons annoncé, au moins sur le papier, deux Villages des marques ainsi qu'un étage supplémentaire au Polygone. Nous avons de plus Odysseum 1 et 2. Odysseum a du mal à fonctionner : il suffit d'y aller un mardi ou un jeudi pour s'en rendre compte. J'ai quelque difficulté à suivre la logique. Nous sommes dans une situation où nous augmentons la concurrence avec des conséquences fortes, pas simplement sur Montpellier et son centre, mais aussi sur le commerce environnant. Odysseum, par exemple, draine largement au-delà de Montpellier, et des conséquences se font ressentir dans les villages. Nous multiplions les centres d'attrait commerciaux, et ensuite, il faut aider les commerces du centre ville. Nous avons condamné cela. Nous préférons utiliser cet argent d'une autre manière, avec par exemple les chèques parking. Il serait bon d'avoir un moratoire sur cette question, ainsi qu'une véritable discussion sur la manière de rendre aujourd'hui cette ville vivante. Chaque commerce doit avoir sa place, et non pas développer sans fin une logique de consommation qui ne peut pas trouver de client pour des problèmes plus généraux de pouvoir d'achat dans ce pays. Cette multiplication n'a pas sa place.

**Mme le Maire** : Vous savez que deux études ont été réalisées à l'époque. Nous nous étions rencontrés pour faire la synthèse de ces deux études. La Ville avait proposé un schéma d'urbanisme commercial. Actuellement, les services travaillent par rapport à ce schéma.

**Marc DUFOUR** : J'aimerais rappeler à M. VIGUIE que les actions qu'il vient de citer ont pour effet d'augmenter l'attractivité du centre ville. De plus, les grandes surfaces, et notamment Odysseum, ont un rayonnement beaucoup plus large que la ville. Nous nous rendons compte que les commerces du centre ville n'ont quasiment pas été touchés. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas à la fois constater que la population s'accroît de près de 15 000 habitants par an et ne pas accompagner le développement du commerce dans cette ville. D'ailleurs, si les investisseurs sont là pour développer ces activités commerciales, c'est bien qu'il y a la place pour le faire d'un point de vue économique.

**Georges FRECHE** : J'ai écouté M. VIGUIE avec beaucoup de plaisir et lui propose de s'inscrire au groupe des républicains indépendants et paysans. Je voudrais, Mme le Maire, revenir sur le Village des marques. Il faut cesser de tourner en rond. Je vous interroge en tant que Président de l'Agglomération de Montpellier. Je vais rencontrer le responsable du Village des marques la semaine prochaine. J'ai besoin de lui faire des propositions précises. Nous avons convenu, avant les élections régionales, de mettre cette affaire de côté pendant la durée des élections et de ne prendre position qu'ensuite. Je ne vous force nullement. Je vous demande simplement de prendre position. Le temps des études est terminé. Je vous demande, dans le mois qui vient, de me dire oui ou non. Si vous ne dites rien, je considérerai que la réponse est non. Dans ces conditions, j'ai quatre autres communes de l'agglomération qui sont candidates pour accueillir le Village des marques. Si Montpellier n'en veut pas, le Village ira dans une autre commune.

**Mme le Maire** : Je viens de vous faire part des deux études qui ont été faites. Nous avons décidé, avec M. DELACROIX, que nous prendrions la décision une fois que nous aurons mis en place ce schéma d'urbanisme.

**Georges FRECHE** : Je suis le Président de l'Agglomération. M. DELACROIX n'est qu'un fonctionnaire. Je vous prie de discuter avec les élus, et non avec les fonctionnaires.

**Mme le Maire** : Ce jour-là, il n'y avait pas d'élus. Seul M. DELACROIX était présent. A la fin de la réunion, il a été décidé de prendre une décision avec le schéma d'urbanisme commercial, et les services ont travaillé depuis cette date.

**Jean-Louis ROUMEGAS** : Je voulais répondre sur ce que disait M. DUFOUR. Il existe



effectivement un accroissement de la population, et nous pouvons considérer que le commerce doit se développer. Mais la question n'est pas là. La question posée est de savoir si nous développons le commerce de façon harmonieuse pour avoir une ville vivante, ou bien si nous continuons cette politique du passé qui consiste à faire des zones spécialisées à la périphérie des villes. Voilà ce que nous refusons. Les zones spécialisées, d'une part, tuent le commerce dans les centres ville et dans les quartiers, et d'autre part, induisent une société où nous ne vivons pas dans la rue, où nous nous déplaçons en voiture avec un état d'esprit de consommation bête et méchant. Cela n'a rien à voir avec une ville vivante et des rues animées.

De plus, dans ces zones, sont souvent favorisées les enseignes de grande distribution plutôt que des initiatives locales.

Au-delà de l'ultimatum qui vient de vous être adressé, je voudrais vous rappeler que la Ville avait signé, de même que l'Agglomération, un protocole d'accord avec la CCI notamment et les commerçants de cette ville. Allez-vous honorer cette signature de la Ville, même si l'Agglomération a décidé, elle, de « marcher dessus », ou bien allez-vous renier votre parole ?

**Mme le Maire** : Je peux vous rassurer, car nous avons dit de façon très claire et très nette que la décision ne pourrait être prise qu'avec l'accord de tous les membres de la commission. Je suis absolument dans le respect de la parole.

**Philippe SAUREL** : Je ne peux pas laisser M. ROUMEGAS dire que les quartiers que nous construisons à Montpellier sont dénués de toute mixité urbaine, car l'un des principes que nous avons adoptés était que tous les quartiers que nous construisons soient capables de présenter à la fois des logements, des commerces, des bureaux et des équipements publics. Cela est devenu une règle constitutive de l'aménagement urbain. Dire que la ville que nous aménageons a deux vitesses en termes de commerce est, selon moi, faux.

**Jacques DOMERGUE** : Je vous incite à la plus grande prudence sur le sujet du Village des marques, car nous savons tous qu'il existe un risque de déstabilisation du commerce de centre ville. Pour exemple, à 30 kilomètres de Toulouse a été mis en place un Village des marques qui connaît aujourd'hui 30 % d'activité et qui ne fonctionne pas, alors qu'il est placé pourtant à distance de la ville. Il faut savoir également qu'à Barcelone, la Roca village est en grande difficulté et doit faire une promotion dans notre région pour essayer de se développer. Je comprends la précipitation du Président d'Agglomération qui a sûrement pris des engagements dans ce dossier, mais en tant que Maire de Montpellier, vous devez prendre conscience que vos administrés et vos commerçants ont besoin de votre aide sur ce dossier.

**Mme le Maire** : Je vous dis qu'il n'y a aucune précipitation. Nos services sont en train de travailler, notamment par rapport à ce schéma d'urbanisme commercial.

Pour : 55

Contre : 1 (M. Viguié)

Abstention : /

Adopté à la majorité

-----

## **58 – Gestion technique centralisée des horodateurs - Avenant n° 1**

**Serge FLEURENCE** : Par délibération en date du 9 novembre 2009, la Ville de Montpellier a attribué le marché concernant la mise en place de la gestion technique centralisée des horodateurs, le paiement par carte bancaire sur le parc d'horodateurs et l'acquisition de

nouveaux horodateurs. Ce marché (référéncé 9 G 311141) comprend l'acquisition de 40 ordinateurs embarqués, PDA, permettant une amélioration de la sécurité des agents contrôleurs sur la voie publique et leur offrant une assistance cartographique dans le cadre de la poursuite de la professionnalisation et de la valorisation de cette activité.

Compte tenu de l'augmentation récente des effectifs d'agents de surveillance de la voie publique, l'acquisition de 17 ordinateurs embarqués complémentaires est nécessaire afin d'équiper individuellement l'ensemble des agents concernés.

Le montant du devis correspondant s'élève à 11 050 € HT soit 13 215,80 € TTC.

Le montant total du marché est donc porté à 1 289 488,80 € HT en lieu et place de 1 278 438,80 € HT.

La plus value s'élève à 0,86 % du marché.

Les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget de la Ville.

**En conséquence, nous demandons au Conseil Municipal :**

- d'approuver le principe de cet avenant n°1 au marché 9 G 311141,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint au maire délégué à signer l'avenant n° 1 et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **59 - Demande de subvention à l'Ademe et la Région pour l'élaboration du PDE**

**Serge FLEURENCE** : Un Plan de Déplacement d'Entreprise a été signé par la Ville en 2005. Un nouveau PDE va être élaboré à partir de cette année.

Il se veut plus large, en termes de besoins en déplacements des agents, d'analyse des modes de transports existants ou à développer, et d'une prise en compte adaptée de la situation sociale de chaque agent.

Pour développer ce nouveau PDE, la Ville fait appel à un bureau d'études qui va l'accompagner jusque dans la mise en œuvre du projet. Ce type d'études peut faire l'objet de subventions de l'Ademe et de la Région.

Synthèse de la démarche :

### **A) CONTEXTE**

#### ***1) Les objectifs et les attentes de la Ville***

Motivations poussant à l'approfondissement du Plan de Déplacement d'Entreprise de la Ville de Montpellier :

- limiter l'impact sur l'environnement des déplacements liés à l'activité de la Ville en termes de CO2, de bruits et de pollutions.
- favoriser les modes de transports qui participent au bien vivre ensemble (qualité de vie, sécurité et santé).
- proposer une aide plus équitable aux déplacements domicile-travail et professionnels.
- diminuer l'espace dédié au stockage et à la circulation des voitures autour du futur hôtel de Ville pour décongestionner les axes et favoriser les circulations douces.
- diminuer les coûts liés aux déplacements
- diminuer le nombre de places de parking pour les véhicules de la Ville comme pour ceux des agents et partenaires.

## ***2) L'évolution de l'environnement***

Les projets à prendre en compte dans le cadre de l'étude sont :

- Les projets internes aux sites principaux.

En septembre 2011 l'hôtel de Ville déménagera dans de nouveaux locaux qui réuniront plus de personnel.

- Les projets d'infrastructures de déplacement à proximité transport en commun, etc.

Le futur hôtel de Ville sera desservi par la future ligne 3 de TRAM (livraison 2012) et les lignes 1 et 2.

- Les projets urbains susceptibles d'avoir un impact sur les conditions d'accès et de stationnement.

L'ouverture ou l'intensification des zones de commerces et de loisirs à l'est de la Ville, ainsi que l'ouverture du futur lycée Pierre Mendès-France au sud de l'autoroute sont susceptibles d'influer sur le trafic des transports en commun, des vélos et piétons sur les zones est et sud de la Ville.

## **B) CONDUITE DE L'ETUDE**

### ***1) Durée et planning de la mission***

La mission se déroulera jusqu'à six mois après le déménagement au Futur Hôtel de Ville.

6 mois après le démarrage de l'étude au plus tard, l'AMO devra présenter un diagnostic finalisé ainsi que les préconisations d'actions associées dans le cadre du PDE.

9 mois après le démarrage de l'étude au plus tard, à l'issue des phases de négociations, l'AMO devra présenter la première version finalisée du Plan de Déplacement d'Entreprise, accompagné de fiches pratiques d'actions à engager.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de demander toutes les subventions possibles pour mener à bien l'élaboration du PDE
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : 1 (M. Frêche)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

-----

## **60 - Réalisation de la 3ème ligne de tramway - Convention de servitude d'appui accrochage - éclairage public**

**Serge FLEURENCE** : Par protocole du 29 septembre 2006 signé entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier (délibération n°7211 du 21/07/2006), la Ville de Montpellier a autorisé la Communauté d'Agglomération de Montpellier et son mandataire, la Société des Transports de Montpellier (TAM) à implanter les ouvrages du tramway sur le domaine public communal et à réaliser les travaux nécessaires.

Ce protocole affirme le principe de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'agglomération pour réaliser les travaux rendus nécessaires par le projet sur l'ensemble des ouvrages en occupation du domaine public communal de la voirie et notamment l'éclairage public qui en constitue un accessoire indispensable .

D'autre part, par Convention signée entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier a également confié à la Communauté d'Agglomération la réalisation des ouvrages d'éclairage public sur les rues transversales à l'opération tramway, lorsque des adaptations et remises aux normes de l'éclairage existant seront à réaliser en cohérence avec le nouvel éclairage.

Par ailleurs, il est rappelé que par délibération du Conseil de Communauté n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu avec TaM une convention de mandat relative à la réalisation de la 3ème ligne de tramway ; et que cette convention confie à TaM les études et la réalisation de l'ensemble de l'opération 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, en qualité de mandataire de la Communauté d'Agglomération.

Dans ce cadre, à ce stade de l'opération, TaM, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération va engager les démarches nécessaires à l'établissement des dispositifs d'éclairage public pour la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et ses opérations annexes.

Or, dans certaines configurations, il est difficile de positionner des mâts d'éclairage sur le domaine public, soit en raison de la gêne occasionnée au cheminement des piétons et surtout des personnes à mobilité réduite, soit parce que les caractéristiques du sous sol ou son occupation ne permettent pas d'implanter des massifs de fondation.

Dans ses articles L. 171-2 à L. 171-11, le code de la voirie routière permet sur les voies publiques et privées de la ville de Paris l'établissement notamment de supports, ancrages et appareillages d'éclairage public sur les façades des propriétés riveraines sans phase préalable de déclaration d'utilité publique.

La loi 2007-1787 du 20 décembre 2007, a, par son article 23, modifié l'article L. 173-1 du code de la voirie routière qui dispose désormais que les articles L. 171-2 à L. 171-11, sont également applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière notamment d'éclairage public.

De manière à pouvoir réaliser les opérations d'ancrage des dispositifs d'éclairage public, notamment autour des nouvelles lignes de tramway, il apparaît utile pour la Ville de Montpellier de délibérer en faveur de l'application des articles L. 171-2 à L. 171-11 du code de la voirie routière sur l'ensemble de son territoire.

Cette possibilité permettra à la Ville de Montpellier, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires qui sera toujours recherché en priorité, de recourir à une procédure d'enquête publique, qui aura pour effet de créer une servitude obligeant le propriétaire à accepter l'ancrage sur la façade de son immeuble.

A noter que cette prérogative ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni de clore ou bâtir son bien.

**En conséquence, nous vous proposons de délibérer pour :**

- autoriser l'application des articles L. 171-2 à L. 171-11 sur le territoire de la Ville de Montpellier
- confirmer que la Ville de Montpellier accepte que TaM, en qualité de mandataire de la Communauté d'Agglomération, représente la Ville de Montpellier pour conduire l'ensemble des opérations nécessaires à la création des servitudes d'ancrage pour l'éclairage public, dans le cadre de l'opération 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et de ses opérations annexes ; et autoriser M. le Directeur Général de TaM à signer toutes les conventions liées à l'établissement desdites servitudes,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer en tant que de besoin tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **61 - Réalisation d'aménagement de voirie/travaux de mise en accessibilité du réseau d'autobus urbains à Montpellier: Convention de gestion**

**Serge FLEURENCE** : Dans le cadre des aménagements réalisés en faveur des transports en commun sur la voirie de la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier sollicite le concours des Services Techniques de la Ville pour assurer la maîtrise d'œuvre partielle nécessaire à la réalisation d'opérations en faveur de la mise en accessibilité du réseau d'autobus urbains conformément à la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances.

Cette loi prévoit que la chaîne de déplacement, qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur intermodalité soit organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

La mise en accessibilité cohérente de l'ensemble de la chaîne de déplacement nécessite des travaux sous maîtrises d'ouvrage distinctes de la Communauté d'agglomération pour les arrêts et de la Ville de Montpellier pour les trottoirs. En outre à cette occasion, il est nécessaire d'améliorer les possibilités de prise en compte de la priorité des autobus aux carrefours à feux. Ces travaux impacteront directement le domaine public communal et le système de régulation de trafic sur lesquels les services techniques municipaux sont seuls qualifiés pour intervenir dans le cadre des études, du contrôle et de la coordination des travaux de voirie.

Ce concours, dont les caractéristiques sont définies par la convention de gestion, est passé pour l'année 2010 en référence au décret n°2000-257 du 15 mars 2000 et à l'arrêté du 20 avril 2000, relatifs à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit des tiers par certains services du Ministère des Transports, du Tourisme et de la Mer, et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Le coût prévisionnel des opérations est estimé à 750 000 € H.T. par an sur une période de cinq ans (2010-2015).

Le taux de rémunération des services de la Ville de Montpellier, dans le cadre de cette convention est de 6,49% ; il détermine un forfait de rémunération initiale de 48 675 euros H.T. par an.

**Nous vous proposons :**

- d'accepter la convention de gestion ;
- d'autoriser Mme le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

**62 - Travaux de réaménagement du Faubourg Boutonnet - Entre la rue du Colonel Marchand et la Place Henri Krasucki - Convention Constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier – Veolia - Autorisation de signer les documents**

**Serge FLEURENCE** : Dans le cadre de la réalisation des travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Boutonnet, entre la rue Colonel Marchand et la Place Krasucki projetés par la Ville, la Communauté d'Agglomération doit procéder au changement de sa conduite de réseau unitaire située sous la chaussée qui est en mauvais état et la société VEOLIA à celui de sa canalisation d'alimentation en eau potable et de ses branchements en plomb.

L'encombrement du sous-sol et les emprises disponibles sont tels qu'ils nécessitent, pour des raisons économiques et de phasage des travaux, la réalisation de tranchées communes pour les réseaux humides et la réalisation des terrassements de voirie à l'avancement de la pose des réseaux. Il devient alors souhaitable de passer un marché unique pour la réalisation des travaux de pose de ces canalisations ainsi que l'aménagement de surface.

Pour ce faire, il est envisagé de constituer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération et la société VEOLIA dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Ville sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

- Pour la part relative aux travaux de voirie à la charge financière de la Ville, l'estimation de la dépense s'élève à 900 000 € T.T.C.
- Pour la part relative à l'assainissement, l'estimation de cette dépense s'élève à 540 000 € T.T.C.
- Pour la part relative à l'eau potable, l'estimation de cette dépense s'élève à 300 000 € T.T.C.

**En conséquence, nous vous demandons :**

- d'approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec la Communauté d'Agglomération et Veolia pour les travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Boutonnet, entre la rue du Colonel Marchand et la place Henri Krasucki ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Veolia, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **63 - Modification du TABLEAU DE L'EFFECTIF**

**Serge FLEURENCE :**

### **1- CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION :**

**Filière administrative :**

Attaché principal : 1 poste

Rédacteur chef : 1 poste

Rédacteur : 7 postes

**Filière animation :**

Animateur : 2 postes

**Filière médico-sociale :**

Auxiliaire de puériculture 1<sup>ère</sup> classe : 2 postes

**Filière sécurité**

Brigadier chef principal : 2 postes

**Filière sportive :**

Educateur APS Hors Classe : 1 poste

**Filière technique :**

Ingénieur Principal : 2 postes

Technicien supérieur chef : 1 poste

Technicien supérieur principal : 2 postes

Technicien supérieur : 1 poste

Contrôleur principal de travaux : 1 poste

Adjoint technique 1cl. : 4 postes

### **2 - CREATIONS DE POSTES SUITE AU REMPLACEMENT SUR DES GRADES DIFFERENTS:**

**Filière administrative :**

Cadre d'emploi des Administrateurs : création d'un poste suite au remplacement d'un agent qui était sur un autre grade.

Rédacteur principal : création d'un poste dans le cadre du remplacement d'un agent par un reclassement médical. Un poste de Puéricultrice sera supprimé après consultation du CTP.

**Filière sécurité :**

Directeur de Police municipale : création d'un poste à l'occasion du départ d'un agent non titulaire.

**Filière technique :**

Technicien supérieur : création d'un poste dans le cadre d'un recrutement suite à un départ à la retraite.

**3 POSTES VACANTS :**

**Service Voirie :**

Un poste d'Ingénieur territorial est vacant à la Direction du Génie Urbain. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 750

**Service Déplacements :**

Un poste d'Ingénieur territorial est vacant à la Direction Aménagement Programmation. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 750

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **64 - Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2010**

**Mme le Maire :** J'aimerais profiter de ce point du jour pour évoquer le fait qu'il n'y a pas tellement longtemps, des Français étaient dans la rue, et nous n'avons peut-être pas pris conscience d'une chose. Vous savez que dans le cadre des réformes l'Etat a fusionné les services fiscaux et les Trésors publics. Cela a engendré divers problèmes dont tout le monde n'a peut-être pas conscience. Voilà un moment que nous nous battons, car il nous est dit qu'il existe 10 000 logements vacants, mais ce sont en réalité des logements vacants fiscalement. Les services de la Ville évoquent le sujet déjà depuis un certain temps avec les services fiscaux. Le fait de fusionner ces services entraîne d'autres conséquences. Sachez que dans ces secteurs, plus de 7 000 emplois ont été supprimés en trois ans. Cela signifie que les agents ont un travail énorme. Ensuite, on s'étonne que nous nous élevions contre les retentissements, notamment au niveau des recettes. Il faut savoir que le 23 mars dernier, 40 % des agents des impôts et du Trésor étaient en grève. On leur demande toujours plus, et cela retentit sur les collectivités territoriales. C'est ainsi, paraît-il, que le gouvernement veut s'attaquer à la fraude fiscale, qui représente quand même 50 milliards d'euros en France. Mais quand on supprime 7 000 emplois en trois ans, nous comprenons que les agents ne puissent pas effectivement faire face à tout ce qui leur est demandé. Pour la suite, deux emplois sur trois vont être supprimés dans ce secteur. Je comprends



leurs difficultés qui retentissent notamment sur les recettes des collectivités territoriales. Il s'agit d'un effet pervers de plus.

**Max LEVITA** : Le produit fiscal d'une collectivité est le résultat du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Les bases d'imposition de notre Ville notifiées par les Services Fiscaux pour 2010, viennent confirmer les hypothèses d'élaboration du Budget Primitif 2010.

Conformément aux engagements pris lors de la préparation budgétaire et du vote du Budget Primitif 2010, l'évolution proposée pour les taux de la Ville est de 0 %.

#### **Notification des bases d'imposition :**

Les bases notifiées par les services fiscaux pour 2010 sont de :

- Taxe d'Habitation : 298 881 000 €
- Taxe sur le Foncier Bâti : 294 850 000 €
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 502 600 €

#### **Evolution des taux d'imposition : 0 % d'augmentation**

Le vote d'aujourd'hui vient confirmer les engagements pris : l'évolution des taux d'imposition pour 2010 sera de + 0 %.

**Produit d'imposition pour 2010 :** Le produit d'imposition pour 2010 s'établirait comme suit :

Taxes	Bases d'imposition 2010	Taux d'imposition pour 2010	% d'évolution des taux	Produit d'imposition 2010 (en euros)
Taxe d'habitation	298 881 000	22,49%	0%	67 218 337
Taxe sur le Foncier Bâti	294 850 000	31,18%	0%	91 934 230
Taxe sur le Foncier Non Bâti	502 600	112,71%	0%	566 480
<b>TOTAL</b>				<b>159 719 047</b>

Parallèlement, il convient de noter que la Ville de Montpellier poursuit son approche sociale et solidaire de la fiscalité locale avec des allègements fiscaux décidés par le Conseil Municipal qui représentent près de 15 M€ par an.

**Mme le Maire** : Bien évidemment, nous continuons à appliquer les tarifs sociaux, ce qui représente tout de même un effort pour la Ville et une perte de recettes de 15 millions d'euros, puisque nous appliquons toujours la tarification sociale au maximum d'abattement. Soulignons-le.

**Stéphane MELLA** : En préambule, je ne vais pas vous dire qu'il n'est pas bien de mettre les impôts à 0 %, parce qu'il s'agit d'une bonne chose. Je peux être dans l'opposition et être objectif. Je ne vais pas vous dire que vous pourriez les baisser, même si je pense que dans une ville comme Montpellier, il existe des marges de manœuvre. Il a été dit tout à l'heure que le Président SARKOZY a effectué des réformes concernant la Direction générale des impôts et le Trésor public. De la même manière, il est de mon devoir de dire, pour être honnête intellectuellement, que sous la direction du Premier Ministre JOSPIN, il y avait un Ministre des Finances, M. SAUTTER. Ce Ministre socialiste voulait déjà faire une très bonne chose : fusionner le centre des impôts et le Trésor public. Nous sommes quasiment le dernier pays

d'Europe occidentale où nous avons cette folie d'avoir une Direction générale des impôts qui fixe l'impôt et un Trésor public qui recouvre l'impôt. Nos concitoyens vont à la Direction générale des impôts se plaindre du Trésor et inversement. Quand le Président SARKOZY entreprend de bonnes réformes, je considère que ce sont de bonnes réformes, et je les approuve. J'ai beau être de gauche, je dis que notre Président, dans ce cas de figure, a fait une très bonne réforme.

**Georges FRECHE** : Je n'ai pas l'intention de m'étendre longuement sur les taux d'imposition. Cela me permet d'évoquer le budget de la Ville. Je vous parlerai aussi de ce qui vient de se passer. Ce Conseil a quelque chose d'extraordinaire. Toute la France parle des récentes élections. Ici, cela n'est pas évoqué, comme si cela était interdit. Moi, j'en parlerai et en tirerai quelques leçons.

**Mme le Maire** : Je vous signifie juste que nous en avons parlé au début du Conseil municipal.

**Georges FRECHE** : Je vous présente mes excuses, mais j'inaugurais, avec le Directeur de cabinet du Roi du Maroc, la ligne Montpellier - Casablanca. Cette inauguration a été fixée voilà déjà deux mois, et je n'ai vraiment pas pu me désengager. Je vous avais fait parvenir mes excuses, et je vous les renouvelle.

Sur la ville de Montpellier, j'ai entendu ce qu'a dit M. LEVITA. Je partage ce qu'il a dit, en particulier sur le Président SARKOZY. Cependant, il ne faut pas non plus charger SARKOZY de tous les péchés d'Israël. Il est vrai que SARKOZY a des torts, mais une ville peut aussi faire des économies. Je voudrais simplement vous faire remarquer, Mme le Maire, que quand je vous ai laissé la ville, voilà six ans, l'endettement était à zéro. La première ville à avoir l'endettement zéro en France était Toulouse, à l'époque où Dominique BAUDIS était maire. La seconde ville à y parvenir quatre ans plus tard était Montpellier, que j'avais l'honneur de présider. Je vois ce qui se passe depuis six ans, soit quatre années où vous avez terminé le mandat pour lequel j'avais été élu et deux années où vous avez été élue sous votre propre nom. La Ville s'endette à nouveau. Je considère que cela est encore supportable aujourd'hui. Mais si vous continuez à ce rythme, dans quatre ans, nous serons à nouveau très endettés, et je trouve cela dommageable. Ce n'est pas aujourd'hui que nous devons avoir ce débat que nous aurons à nouveau plus tard. Je voulais vous dire que quand on veut régler les finances d'une Ville, on peut s'en prendre au gouvernement. Mais dire que c'est uniquement de la faute de SARKOZY, voilà qui est un peu court. SARKOZY n'est pas maire de Montpellier. Le Maire de Montpellier peut aussi faire des efforts afin d'améliorer le budget de la Ville. Je me suis permis de vous indiquer, il y a quelque temps, comment réaliser des économies. Je n'y reviendrai pas aujourd'hui. Nous reprendrons ce débat, mais je me permets de vous le rappeler. Je n'aimerais pas que Montpellier, après être arrivé voilà six ans au taux zéro, se remette à s'endetter massivement, d'autant plus que beaucoup de dépenses que vous aviez à faire antérieurement vous ont été enlevées, car payées par l'Agglomération. Ne citons en dernier lieu que l'eau, qui est de la compétence de l'Agglomération depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Cela étant, je voulais vous dire quelques mots sur ce qu'il vient de se passer. Nous avons eu l'honneur, vous et moi, de nous présenter à ces élections régionales. Ces élections ont eu lieu et je vous rappelle les résultats du premier tour. J'ai eu l'honneur, sur Montpellier, de faire 40,73 % des voix. En numéro deux se place la liste dite d'extrême gauche à 13,86 %, puis la liste de Jean-Louis ROUMEGAS qui, je le rappelle, a fait l'avant-dernier plus mauvais score des Verts en France, 12,62 % sur Montpellier et moins de 10 % au niveau global. Je n'en veux pas à M. ROUMEGAS, j'ai d'ailleurs une proposition à faire. Je la fais tout de suite, comme cela nous n'en parlerons plus. Je pense qu'à l'heure où votre amie Mme AUBRY est en train de se rapprocher de Cécile DUFLLOT et des Verts – ce qui est très positif en vue des prochaines élections présidentielles – il serait bon qu'à Montpellier, vous vous rapprochiez des Verts et les intégriez le plus tôt possible dans l'équipe municipale. La venue de M. ROUMEGAS et de ses amis dans la majorité municipale de Montpellier me paraîtrait extrêmement bénéfique à l'intérêt

de la ville. Nous n'avons pas pu le faire, souvenez-vous, entre les deux tours de l'élection. Cela ne s'est pas fait de très peu, puisque vous leur proposiez sept postes et qu'ils en demandaient huit. Aujourd'hui, ils ne sont ni huit, ni sept, mais quatre. Cela ne pose plus problème. Je me permets, Mme le Maire, de vous demander d'entrer en négociation avec les Verts et de leur proposer de rejoindre la majorité municipale. C'est en tous les cas mon vœu le plus cher et cela me paraît relever de l'intérêt des Montpelliérains et de la gauche dans son ensemble.

Néanmoins, je reviens aux élections. En ce qui vous concerne, Mme le Maire, vous avez fait 11,36 %, soit le quatrième score sur la ville. Je sais que vous avez essayé de me donner une leçon, mais je voudrais vous répondre très rapidement pour évacuer cela. Vous dites que vous restez maire. Bien sûr, si vous le voulez, vous restez maire car vous avez été élue pour six ans. Personne ne le conteste. Nous pouvons en discuter, mais si vous voulez rester encore quatre ans vous le pouvez. Sauf si... Mais l'avenir nous le dira. En attendant, vous avez dit que moi aussi, j'ai été battu à plusieurs reprises et n'ai pas démissionné de la mairie. Je voudrais tout de même ici rectifier les choses. Oui, j'ai été battu à deux reprises, par M. SAUMADE et M. DOMERGUE. Je voulais tout de même vous rappeler que j'ai toujours été largement majoritaire sur la ville de Montpellier. Lorsque j'ai été battu par M. SAUMADE, j'ai été battu dans des communes périphériques de Montpellier. Lorsque j'ai été battu par M. DOMERGUE, j'ai été majoritaire sur Montpellier, et M. DOMERGUE l'a emporté grâce aux voix de Grabel et de Juvignac. La différence entre vous et moi, Mme le Maire, est que j'ai toujours été majoritaire sur la ville de Montpellier. Dans votre cas, c'est la première fois en deux siècles qu'un maire de Montpellier se présentant aux élections est aussi massivement désavoué par la population. Mais si cela vous suffit, chacun se contente de ce qu'il peut. Au second tour, j'ai eu l'honneur de faire 65,62 % des voix sur la ville de Montpellier, bien que vous n'ayez pas appelé à voter en ma faveur, ce que j'ai regretté, mais qui ne m'a pas empêché de dormir. En ce qui concerne notre ami commun M. VEZINHET, j'ai eu le plaisir, dans sa circonscription, de faire 74,7 % des voix. Il s'agit d'une très bonne leçon pour M. VEZINHET. Si j'étais à sa place, je me ferais du souci pour l'avenir.

Voilà ce que je voulais vous dire. En ce qui concerne la ville de Montpellier, il existe un groupe et vous n'êtes pas seule. Un maire a beaucoup de pouvoir. Je ne l'ignore pas et connais la loi parfaitement bien. Cependant, le maire reste un chef démocratique, et non un tyran. Alors, en ce qui concerne par exemple le Village des marques, je vous demande de le soumettre à la décision du groupe Socialistes et apparentés, mais aussi du groupe MODEM, du groupe Communiste et de tous les groupes qui constituent la majorité municipale. Vous n'avez pas à prendre la décision seule sur le Village des marques. Je vous demande de demander aux différents groupes composant la majorité municipale de donner leur avis. En ce qui me concerne, je fais partie, en tant que conseiller municipal, du groupe Socialiste et apparentés. Ce groupe est prêt à examiner les propositions que vous lui feriez très rapidement. Je vous remercie de bien vouloir le faire. Vous ne gouvernerez pas éternellement avec votre cabinet, claquemurée dans les quelques mètres carrés que vous occupez au cinquième étage. La vie municipale est plus compliquée que cela. Pour le moment, cela va ; mais croyez-moi, la vie est longue, et je suis, chère madame, très patient. Je suis prêt à attendre un ou quatre ans, mais nous réglerons un jour ce débat devant les électeurs. Dans la vie, il n'y a qu'un seul juge : le suffrage universel. Celui-ci vous a désavouée. Je voulais vous le dire sans aucune méchanceté, mais vous le dire fermement. Vous avez été massivement désavouée par les Montpelliérains, et c'est la première fois depuis deux siècles que cela se produit pour un maire de Montpellier. Je vous remercie de votre attention.

**Mme le Maire** : Nous en étions au taux d'imposition que nous devons fixer à 0 %. Je reviens sur ce que vous évoquez. Je vous annonce tout de même qu'en début de Conseil, avant que vous n'arriviez, je vous avais félicité pour votre élection, ainsi que M. BOUILLE et Mme DOMBRE-COSTE. Je voudrais tout de même revenir sur deux ou trois points.

Tout d'abord, vous dites qu'effectivement, vous n'aviez pas d'emprunt. Je voudrais simplement vous dire en toute objectivité qu'il est vrai qu'il n'y avait pas d'emprunt, mais il y avait une mairie à construire de 130 millions d'euros. Aucun euro n'était de côté pour payer le début de

quoi que ce soit. Il n'y avait pas de dettes, mais 130 millions d'euros représentent une certaine somme. De même, énormément de travaux étaient à faire, notamment sur le patrimoine qui n'avait absolument pas été entretenu. Ne serait-ce que pour les travaux que j'ai dû faire et qui ne se voient pas pour protéger les Montpelliérains des inondations, nous en avons eu pour 80 millions d'euros. Nous ne pouvons donc pas dire que la Ville n'était pas endettée, car il existait énormément d'investissements à faire, qui n'étaient absolument pas provisionnés.

Nous avons tous ici été vos collaborateurs, et nous savons que vous êtes quelqu'un qui a toujours raison contre tout le monde. Personnellement, je peux vous dire que si c'était à recommencer, je le referais. J'appartiens à un parti auquel vous n'appartenez plus. Je ne roule pas pour des personnes, mais pour un parti politique. Je ne roulerai jamais pour des individus, mais toujours pour mes idées et le parti auquel j'appartiens. Mon parti m'a donc demandé quelque chose, et je considérais que je ne pouvais pas refuser. Si je suis ici, c'est parce que j'appartiens à un parti qui est le Parti socialiste, et je suis très fière du résultat qu'il a fait sur le plan national. Je ne vais pas polémiquer. Les élections ont eu lieu, le suffrage universel s'est prononcé et je m'en félicite. Aujourd'hui, ce que nous demandent nos concitoyens est que nous nous occupions d'eux et non de nos petites personnes – qui n'intéressent personne, c'est le cas de le dire. Aujourd'hui, nous sommes là pour un programme, pour nous occuper des hommes et des femmes de cette région, qui, je vous le rappelle, est la plus pauvre de France en PIB par habitant. Voilà ce qui est important. Les personnes que nous sommes passeront, mais les problèmes resteront. En tant qu'élus responsables, nous sommes là pour appliquer un programme, pour faire des efforts tous ensemble afin d'aider ceux qui sont les plus pauvres. Voilà la politique que nous nous devons de mener, aussi bien vous au niveau de la Région car vous avez des responsabilités, notamment au niveau de la formation. Nous voyons que le gouvernement casse l'école et met la semaine à quatre jours, ce qui est une erreur monumentale. Votre responsabilité aujourd'hui est essentielle. Dans un pays où le chômage augmente, où nous savons que 30 000 postes de fonctionnaires vont être supprimés, la priorité ne concerne pas les personnes que nous sommes, mais les programmes.

**Jacques DOMERGUE :** Je comptais m'exprimer sur les taux d'imposition, mais devant le moment d'anthologie que nous venons de vivre, je pense qu'il faut parler de cela. J'imaginais que cela allait se produire, mais nous pensions que vous auriez eu la pudeur de le faire en aparté, entre gens responsables, afin de ne pas donner une image déplorable du Conseil municipal. Ce n'est pas venu de vous, Mme le Maire, nous avons vu venir M. FRECHE d'une manière très agressive. Je ne pense pas que ce soit les loukoums du roi du Maroc qui l'ont mis dans cet état, mais plutôt les résultats des élections et la véritable trahison dont il a été victime. Je peux le comprendre. Aujourd'hui, le Conseil municipal vit un moment extrêmement important. Avec la sortie qui vient d'être faite, les 11 % que vous avez faits sur la ville et qui sont déjà difficiles à supporter vous enfoncent encore plus et vous donnent une légitimité beaucoup plus étroite. Nous voyons que les masques tombent et que ce que nous pressentions est en train de se passer. Il s'agit d'une mise sous tutelle officielle. Il ne s'en est pas caché. Est-ce que nous, conseillers municipaux, allons accepter qu'un maire qui a été élu continue à fonctionner dans cet état ? Voilà la vraie question. Si nous devons assister, à chaque fois que M. FRECHE va descendre dans l'arène pour régler ses comptes avec le Maire, à ce genre de débat, cela n'est pas digne de la huitième ville de France. Il faudra que nous retournions un jour devant les urnes. Si vous devez régler vos comptes, réglez-les, mais devant les urnes. Ayez le courage de le faire. Ne continuez pas à avoir des débats qui vont pénaliser la ville et les Montpelliérains, et qui vont nous faire « descendre aux enfers ». Voilà ce que je voulais vous dire. Il n'est pas digne d'une ville comme Montpellier que d'assister à une véritable « scène de ménage » entre un socialiste qui le revendique et un socialiste qui regrette peut-être d'avoir été mis dehors.

**Jean-Louis ROUMEGAS :** Je voudrais d'abord répondre à la question des taux d'imposition et du budget, car un débat totalement fallacieux s'est instauré. Je confirme effectivement que si la Ville voit son budget plombé, puisque certains s'évertuent à le démontrer, cela découle de

décisions qui ont été prises avant 2004, du temps où Georges FRECHE était Maire. Je le dis d'autant plus aisément que j'ai voté l'essentiel des dépenses qui ont été engagées à cette époque, y compris la nouvelle Mairie. Je ne peux pas être suspecté de mauvaise foi, mais au moins, je ne change pas de discours après coup.

Ensuite, arguer du transfert de compétences vers l'Agglomération pour justifier de baisses de budget municipal, voire de suppressions de postes de fonctionnaires municipaux, je trouve que cela est de la parfaite mauvaise foi et totalement erroné. Toutes les compétences qui ont été transférées à l'Agglomération sont accompagnées d'un transfert de budget et d'un transfert de personnel. Utiliser ce genre d'argument peut amuser la galerie, mais ne correspond à aucune réalité. Il s'agit d'une attaque en règle de mauvaise foi.

Je ne reviendrai pas sur la façon dont l'histoire est réécrite. Puisque M. le Président de l'Agglomération vous apporte tout son soutien pour travailler avec les Verts, je voudrais dire ce que cela peut signifier. Vous le savez, nous avons toujours dit que nous étions prêts à travailler avec la majorité, pourvu que cela soit sur des dossiers et des accords de fond. Si les Verts rejoignaient la majorité municipale, cela passerait par des délégations à l'Agglomération notamment, que je revendique pour notre groupe et pour l'opposition, car je trouve cela plus démocratique. Je suppose que M. FRECHE qui vient de faire la proposition va laisser sa place, ou du moins inciter certains de ses amis à laisser des places pour que l'opposition et nous-mêmes puissions siéger à l'Agglomération. Auquel cas il serait cohérent avec ses propos, sans quoi évidemment, il ne s'agit que d'une autre façon d'amuser la galerie. J'en profite pour dire que si tel était le cas, nous serions bien entendu prêts à travailler en bonne intelligence avec la majorité municipale. Si nous siégeons à l'Agglomération, cela sera en toute indépendance et peut-être même comme groupe d'opposition. Que les choses soient bien claires. Cela n'empêchera pas le Président de l'Agglomération d'appuyer un vote au sein de cette instance municipale pour que nous soyons représentés.

J'ai entendu plusieurs appels aux prochaines élections municipales qui devraient trancher le différend qui vous oppose. Je suis désolé, mais si M. le Président de l'Agglomération souhaite des élections municipales, pourquoi ne les provoque-t-il pas tout de suite ? Il en a les moyens, puisque vous savez qu'il suffit d'une démission d'un tiers des membres du Conseil pour que des élections soient provoquées. Il se vante partout de détenir largement ce tiers du Conseil municipal. Alors, ou bien il possède ce tiers et tranchons tout de suite dans le vif, car il paraît que cela est démocratique et que l'électeur est le seul juge, ou bien ce n'est que de la fanfaronnade. J'ai simplement envie de dire : ce n'est pas parce que nous gagnons une bataille que nous gagnons la guerre. À bon entendeur, salut.

**Eva BECCARIA** : Je suis désolée, je ne serai pas du tout dans la ligne des interventions précédentes. Je pensais que nous parlions des taux d'imposition. Je voulais revenir sur le fait que l'Etat nous impose aujourd'hui une autre injustice, qui est l'élévation des bases. Ces bases, vous le savez, sont aujourd'hui complètement différentes d'un quartier à l'autre. Nous nous trouvons devant un paradoxe, où les habitants du Petit Bard ou de La Paillade ont des bases beaucoup plus élevées que ceux des quartiers plus résidentiels. Je voulais simplement faire de la même manière appel à l'Etat pour la révision de la fiscalité locale que nous attendons depuis longtemps.

**Francis VIGUIE** : Avant que M. FRECHE n'arrive, nous avons eu une première discussion autour de ce bilan, et j'avais posé la question de savoir s'il existe encore une majorité politique dans ce Conseil municipal. J'avais dit que visiblement, M. FRECHE possédait la clef de ce débat. Je pose maintenant une seconde question. Qui dirige le Parti socialiste dans ce Conseil municipal ? J'ai entendu M. LEVITA dire « apaisement », « rassemblement ». On aura franchement du mal à me faire croire que ce que je viens d'entendre de la part de M. FRECHE est un appel au rassemblement et à l'apaisement. Nous nous trouvons dans une situation où il serait plus difficile de passer son temps dans l'incertitude. Le Parti socialiste doit trouver une solution, mais cela ne peut durer quatre ans. Il existe de vraies divergences politiques explicites et publiques sur tous les thèmes. Sinon, il vaut mieux effectivement aller aux urnes pour percer

l'abcès jusqu'au bout. Nous ne pouvons pas être dans un match de ping-pong entre les différentes sensibilités au sein du Parti socialiste sans savoir où nous allons et avec quels projets pour la ville de Montpellier, avec des débats sans fin sur la question de l'eau, des transports ou de l'urbanisme. Une majorité se retrouve sur un projet. Que reste-t-il aujourd'hui du projet commun ? Comment aujourd'hui le Parti socialiste est-il en capacité de prendre ses responsabilités, de donner le ton et de dire quelle est sa position et ce qu'il veut ? Ici, seules deux personnes ont été suspendues. Je souhaite entendre M. LEVITA s'exprimer sur la position du Parti socialiste.

**Mme le Maire :** Il est très bien que chacun s'inquiète de ce que va faire le Parti socialiste. Laissez le temps. Je peux vous dire que la semaine prochaine, voire demain, vous pourrez voir ce qu'il pourra se décider. Aujourd'hui, nous sommes au sein d'une assemblée municipale. Les Montpelliérains nous ont plébiscités sur un programme. Ne confondons pas les élections. Je conçois parfaitement qu'on puisse voter pour une personne sur la région et pour une autre pour les municipales. Nous ne votons pas toujours pour la même personne partout, car cela signifierait qu'il y aurait des cumuls de mandats incroyables. Il faut savoir raison garder et être responsables les uns et les autres des mandats pour lesquels nous avons été élus. Je pense que la sagesse prévaudra. Personnellement, je fais confiance à l'intelligence des hommes et des femmes.

**Il est demandé au conseil de bien vouloir :**

- fixer les taux d'imposition, à l'identique de ceux de 2009, comme suit :
  - Taux de Taxe d'Habitation : 22,49%
  - Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18%
  - Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71%
- approuver le produit d'imposition de 159.719.047 euros qui s'établira comme présenté ci-dessus,
- autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstention : 11

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

-----

## **65 - Exercice 2010 - Décision Modificative n°1 - Budget Principal**

**Max LEVITA :** Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2010, il convient de procéder à des ajustements de crédits sur le Budget Principal. Notons que cette Décision Modificative permet de transférer des crédits entre chapitres, afin que l'exécution budgétaire soit conforme à l'instruction M14.

### **1. Section de fonctionnement**

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 0,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

**Recettes de fonctionnement :** Pas de modification budgétaire.

## Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
920	020	611	Contrat de prestation de services	- 1 500.00
920	020	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	- 64 000.00
920	048	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	25 000.00
922	213	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	64 680.00
923	30	6238	Divers	- 200 000.00
923	30	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	200 000.00
924	421	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	- 64 680.00
924	422	65737	Autres établissements publics locaux	- 20 700.00
925	520	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	48 560.00
925	524	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	4 700.00
926	64	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	8 336.00
928	824	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	10 470.00
928	824	65738	Autres organismes publics	3 397.00
929	90	6574	Subvention de fonctionnement aux associations et autre personnes de droit privé	- 1 200.00
934		678	Autres charges exceptionnelles	45 357.50
939		023	Virement à la section d'investissement	- 58 420.50
Total des dépenses de fonctionnement				0.00

## 2. Section d'investissement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes d'investissement à - 50 000,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

## Recettes d'investissement

Chapitre	Nature	Libellé	Montant DM 2010
911	1641	Emprunts en euros	- 36 937.00
914	16878	Autres dettes - Autres organismes et particuliers	45 357.50
919	'021	Virement de section de fonction	- 58 420.50
Total des recettes d'investissement			- 50 000.00

## Dépenses d'investissement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
908	830	2031	Frais d'études	- 50 000.00
Total des dépenses d'investissement				- 50 000.00

### Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 1 (M. Viguié)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

-----

## 66 - ACM - Prêt souscrit auprès de Dexia Crédit Local - Garantie de la Ville – Modification - Diminution de la quotité garantie

**Max LEVITA** : Par délibération du Conseil Municipal du 08 Février 2010, la Ville de Montpellier a approuvé la vente par ACM à son locataire, d'un logement situé dans la résidence « du Lac », sise 53 rue A Peyre et 3 rue Pierre Cardenal.

Le logement concerné est un logement de type 5 d'une superficie de 105,6 m<sup>2</sup> ; il est situé au 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment D de ladite résidence. Le logement a été cédé pour un montant de 50 159,82€.

Par ailleurs, ACM a fait parvenir à la Ville une demande de réduction de la quotité de garantie apportée par la Ville sur le prêt MPH257233EUR correspondant au prix de cession du logement.

Par délibération du Conseil Municipal du 17 Novembre 2008, le prêt MPH257233EUR contracté par ACM pour un montant de 24 864 691,02€ est garanti par la Ville à hauteur de 100%.

Ainsi, la quotité de garantie apportée par la Ville sur ce prêt, dont le capital restant dû s'élève au 01/02/2010 à 24 454 653,44€ serait réduite de 100% à 99,7949%



**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la diminution de la quotité garantie apportée par la Ville sur le prêt N°MPH257233EUR de 100% à 99,7949% ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire .

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **67 - Association PRATO "Les Aramons" Aquisition d'un terrain et rénovation d'un des locaux - Emprunt de 257 000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Garantie de la Ville à hauteur de 25%**

**Max LEVITA** : Vu la demande formulée par l'association Prato « les Aramons » tendant à obtenir la garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 25% pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 257 000 € destiné d'une part à l'acquisition d'un terrain situé entre leur foyer d'hébergement et leur atelier occupationnel, et d'autre part à la rénovation d'un des locaux situé sur cette parcelle.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L2252-1 et L2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

La garantie de la Ville est sollicitée pour le remboursement de la somme de 64 250 € représentant 25% d'un emprunt de 257 000€ que l'association Prato « les Aramons » se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt est destiné à financer l'acquisition d'un terrain de 2784 m<sup>2</sup> situé 121 rue Caducé à Montpellier. A cette acquisition s'ajoute les travaux de rénovation et d'extension d'un bâtiment situé sur ce terrain.

Les caractéristiques du prêt consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

-	Montant du prêt	:	257 000€
-	Taux d'intérêt actuariel annuel fixe	:	3,39%
-	Echéances	:	trimestrielles
-	Durée totale du prêt	:	100 trimestres
-	Amortissement	:	constant

-La garantie de la Ville doit être accordée pour la durée totale du prêt, soit une période d'amortissement de 25 ans à hauteur de 25 % de la somme de 257 000 € soit 64 250 € en capital majorée des intérêts.

-Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Montpellier s'engage à en effectuer, à hauteur de 25%, le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations, adressée par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- Le Conseil Municipal doit s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt à hauteur de 25%.

**Après examen de la demande de l'association Prato « les Aramons » et compte tenu des actions d'accompagnement et d'hébergement menées par cette association en faveur des adultes handicapés et de leurs familles, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 25% de l'emprunt que l'Association Prato « les Aramons » se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations aux conditions sus énoncées ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur, et signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----

## **68 - Affaire retirée de l'ordre du jour**

-----

## **69 - Attributions de subventions à diverses associations**

**Max LEVITA** : La Ville de Montpellier a depuis toujours développé un partenariat actif avec les associations et autres acteurs dont l'activité constitue un élément important de la politique de la Ville.

Pour aider les diverses structures de Montpellier à mener à bien leur activité ou leurs opérations, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant la liste ci-après.

### **1 – Développement commercial**

#### **Association Montpellier Centre-Ville Manager**

L'association Centre-Ville Manager est une association de type loi 1901, créée le 1<sup>er</sup> octobre 2007. Cette association a pour but de soutenir et développer l'offre commerciale du centre-ville de Montpellier.

Afin d'accompagner le développement du cœur marchand de la Ville, cette association a pour principales missions :

- de fédérer les commerçants du centre-ville,
- de participer aux actions concourant à la dynamisation commerciale
- d'initier, de coordonner et de participer à la mise en place des animations commerciales existantes et en initier d'autres en partenariat avec la Ville de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Afin de soutenir le fonctionnement de cette association, il est proposé d'allouer une subvention d'un montant de 85 000 € à l'association Montpellier Centre-Ville Manager.

Cette somme sera prélevée sur les crédits inscrits au BP 2010 (6574/928 824, LC 13166).

## **2 – Manifestations scientifiques**

### **Association Agropolis International**

Agropolis International est une association de type loi 1901 créée en 1986 pour rassembler en région Languedoc Roussillon la production et les différentes informations diffusées par les établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur dans les domaines liés à l'agriculture, l'alimentation, l'environnement, la biodiversité, particulièrement en direction des pays méditerranéens et tropicaux.

L'association Agropolis International a l'honneur d'organiser la 1<sup>ère</sup> Conférence Mondiale sur la Recherche Agricole pour le Développement, qui se déroulera du 28 au 31 mars 2010 à Montpellier.

L'organisation de cette conférence va amener dans notre ville, quelque 400 participants et mettra Montpellier sur le devant de la scène en matière de recherche agricole internationale.

Afin de permettre le bon déroulement de cette Conférence et d'apporter le soutien de la Ville à l'association Agropolis International, il est proposé d'attribuer à cette structure une subvention d'un montant de 25 000 €.

Cette somme sera prélevée sur les crédits inscrits au BP 2010 (6574/920 048, LC 1350).

## **3 – Animal dans la Ville**

La ville de Montpellier a toujours eu à cœur de soutenir les actions visant à la protection des animaux et de l'environnement. Considérant les actions menées en faveur de la gestion de la présence de l'animal dans la ville par les associations suivantes, il est proposé de leur attribuer 3 500 € comme suit :

- Association « l'Ecole du Chat » : 1 000 €
- Association « SOS nature » : 1 000 €
- Association « Vétérinaires pour tous » : 1 500 €

Ces sommes seront prélevées sur les crédits inscrits au BP 2010 (6574/925 524, LC 1398).

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par les documents suivants qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi :

- les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 2 000 €, transmettrons, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération,
- les structures bénéficiaires d'une subvention strictement supérieure à 2 000 €, s'engagerons sur la base d'une convention bi-partite avec la Ville de Montpellier. Trois modèles de conventions (selon le type subvention : fonctionnement, projet ou équipement) sont annexés à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'attribuer les montants de subventions proposés ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions le cas échéant;
- approuver les conventions types et la lettre d'engagement annexées à la présente délibération ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2010 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tous documents relatifs à ces affaires.

Pour : 55

Contre : 1 (M. Viguié)

Abstention : /

Adopté à la majorité

-----

**70 - Impression, reprographie et diffusion de la communication institutionnelle - Autorisation de signer le marché**

**Max LEVITA** : La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue de l'impression, de la reprographie et de la diffusion de sa communication institutionnelle. En conséquence, un appel d'offres a été lancé en application des articles 33 3<sup>al</sup>. 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois, avec un montant global minimum annuel de 90. 000 euros H.T. et un montant global maximum annuel de 480. 000 euros H.T. (pour les 3 lots).

Les prestations sont réparties en 3 lots :

- Lot 1 : Travaux d'impression de communication institutionnelle : 50 000 à 320 000 euros HT.
- Lot 2 : Reprographie, couleur numérique : 20 000 à 90 000 euros HT.
- Lot 3 : Diffusion et impression de cartes postales de la Ville : 20 000 à 70 000 euros HT.

Lors de l'ouverture des plis, le 12/01/2010, en présence de Monsieur Fleurence, Adjoint délégué, 13 candidats avaient répondu.

Les offres ont été analysées au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation :

**Pour les lots 1 et 2**

- la valeur technique. Pondération : 40%.
- le délai d'intervention. Pondération : 30%.
- le prix des prestations. Pondération : 30%.

**Pour le lot 3**

- la valeur technique. Pondération : 60%.
- le prix des prestations. Pondération : 40%.

Le 23 février 2010, la Commission d'Appel d'Offres, a retenu les offres des sociétés :

- Imp'act, pour le lot n°1,
- Avl Diffusion, pour le lot n°2,
- Cart' Com, pour le lot n°3 ;

Ces offres sont économiquement les plus avantageuses, appréciées en fonction des critères ci-dessus énoncés.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché d'impression, de reprographie et de diffusion de sa communication institutionnelle avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Mesdames SOUCHE et PRUNIER, Messieurs FLEURENCE, MORALES, Hervé MARTIN, administrateurs de la TAM sortent de séance, Monsieur POUGET ne vote qu'en son nom propre et n'utilise pas la procuration de Monsieur SUBRA administrateur de la TAM.  
-----

## **71 - Troisième ligne et extension ouest de la première ligne de tramway Convention de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'agglomération pour la réalisation d'ouvrages associés**

**Max LEVITA** : Par protocole du 29 septembre 2006 signé entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier a autorisé la Communauté d'Agglomération de Montpellier à implanter les ouvrages du tramway sur le domaine public communal et à réaliser les travaux nécessaires.

A ce stade de l'opération, et notamment à la suite de la remise du projet de la ligne 3 de tramway, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier décident d'intégrer dans les travaux de construction de la troisième ligne de tramway les améliorations et aménagements complémentaires demandés par la Ville et décrits ci-après :

- Application de la charte Grand Cœur : mise en place de revêtements et bordures en pierre au lieu des revêtements existants, sur les surfaces refaites par l'opération tramway,
- Voirie et réseaux divers de l'avenue du Petit Train : réalisation d'une voirie associée à la plateforme du tramway, des réseaux secs et humides nécessaires à la desserte de la zone et construction d'un mur en limite séparative des domaines public et privé,
- Améliorations de l'éclairage public aux abords du projet tramway,
- Enfouissement des réseaux France Telecom à titre esthétique, aux abords du projet tramway,

- Adaptation de la station tramway du Nouvel Hôtel de Ville pour son intégration dans le projet urbain.

La réalisation de l'ensemble de ces améliorations et aménagements complémentaires, est totalement indissociable de l'opération tramway conduite par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et confiée par mandat de maîtrise d'ouvrage aux Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM).

Leur étroite imbrication avec les travaux du tramway, ainsi qu'avec la gestion des déviations des réseaux ou de la circulation pendant les travaux, ne permettent pas de les dissocier, ni dans le temps ni dans l'espace.

Les ouvrages concernés sont contenus en totalité dans le programme de l'opération validé par l'approbation de l'avant projet par le Conseil de la Communauté d'agglomération du 18 décembre 2007, qui comprend notamment la reconstitution des fonctionnalités urbaines préexistantes.

Le coût prévisionnel de ces cinq opérations est estimé à 5 325 000 €HT (en valeur septembre 2008).

Le coût prévisionnel des frais de maîtrises d'ouvrage et d'œuvre est estimé à 631 200 €HT affirme le principe de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'agglomération pour réaliser les travaux rendus nécessaires par le projet sur l'ensemble des ouvrages en occupation du domaine public communal. (12% de l'estimation au stade de l'avant projet).

Le coût prévisionnel total de ces cinq opérations est donc estimés à 5 956 200 €HT, soit 7 123 615 €TTC (en valeur septembre 2008) dont les détails et modalités d'actualisation sont décrits dans le projet de convention joint.

La Ville de Montpellier demande donc à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de procéder à ces prestations et en accepte le remboursement sur justificatifs, dans le cadre de la convention objet de la présente délibération.

2) Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour permettre la réalisation de la ligne 3 du tramway et garantir son bon fonctionnement, demande à la Ville de Montpellier de réaliser des aménagements d'équipements spécifiques lui appartenant et de réaliser des prestations attachées à une gestion globale municipale. Les programmes de travaux dont seuls les services gestionnaires de la Ville de Montpellier peuvent réaliser les compléments, adaptations et optimisations nécessaires à leur réalisation sont décrits ci-après :

- Mise en place des contrôles d'accès de zones piétonnes pour le passage de la Ligne 3 sur les rues de la Saunerie et André Michel : La ville dispose déjà d'une gestion centralisée des contrôles d'accès aux zones piétonnes ainsi que des équipements associés (caméras, totems, phonie,...).

Les compléments et modifications de ce dispositif induits par le passage de la Ligne 3 nécessitent des compétences techniques très particulières garantissant la continuité de service.

- Intervention sur le centre culturel Avicenne pour le passage de la Ligne 3 : Modifications du mur de clôture et des constructions (bâtiment du gardien et sanitaires) en façade de l'avenue Bringuier, pour l'élargissement nécessaire au tramway. Ces travaux nécessitent une connaissance parfaite de la gestion des équipements du centre Avicenne qui continuera de fonctionner pendant les travaux de reconstitution.

Suivant les études de projet réalisées par la Ville, les coûts prévisionnels des travaux de reconstitution des équipements du centre culturel Avicenne et de ceux de création de zones piétonnes sur les rues André Michel et Saunerie dont les programmes sont définis à l'article 3 sont évalué par la Ville de Montpellier, à 800 000,00 €HT frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre compris (en valeur septembre 2009) dont les détails et modalités d'actualisation sont décrits dans le projet de convention joint.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier demande donc à la Ville de Montpellier de procéder à ces prestations et en accepte le remboursement sur justificatifs, dans le cadre de la convention objet de la présente délibération.

La présente convention entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoit en outre que les ouvrages réalisés sont propriété de la Ville, qui en assumera l'entretien et la gestion dès le prononcé de la réception des travaux et les remises d'ouvrages.

**En conséquence, nous vous proposons :**

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à signer la convention ci-jointe et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

-----  
Mesdames SOUCHE et PRUNIER, Messieurs FLEURENCE, MORALES, Hervé MARTIN  
reviennent en séance.  
-----

## **72 - Avis de la Ville de Montpellier sur la Mise à Disposition Temporaire de locaux à la SERM**

**Max LEVITA** : Par décision en date du 15 février 2010, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier a approuvé la mise à disposition temporaire de locaux vacants du site de l'établissement de la maison d'enfants Marie CAIZERGUES sis 1 rue Saint Vincent de Paul au bénéfice de la SERM, pour reloger provisoirement les habitants du 31 cours Gambetta.

Cette décision fait suite à la volonté de la SERM de fermer le 31 Cours Gambetta pour cause d'insalubrité et de sécurité, et de reloger temporairement les habitants dans l'attente de la livraison de la résidence sociale prévue pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

Considérant que les délibérations du Conseil d'administration du CCAS relatives à l'affectation des biens immobiliers sont soumises à l'avis du Conseil municipal, en vertu de l'article L2241-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article L123-8 alinéa 5 du Code de l'Action Sociale et des familles.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

-d'émettre un avis favorable à la mise à disposition temporaire des locaux précités à la SERM ;  
-d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité

-----

### **73 - Comité des Œuvres Sociales et Culturelles du Personnel municipal et du Centre Communal d'Action Sociale - Adhésion à l'association et désignation des représentants de la Ville**

**Mme le Maire** : Le COSC, Comité des Œuvres Sociales et Culturelles du personnel de la Ville de Montpellier et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, et par le décret du 16 août 1901 portant sur la participation à l'action sociale, le loisir, la culture et plus généralement le soutien matériel, financier, moral des agents de la Ville et du CCAS.

L'assemblée générale extraordinaire du COSC réunie le samedi 6 mars 2010 a décidé la modification de ces statuts en prévoyant dans son article 6 que la Ville de Montpellier soit représentée au sein du COSC par deux membres du Conseil Municipal.

L'article 9.1 de ces mêmes statuts prévoit que les deux représentants de la Ville de Montpellier soient membres du Conseil d'Administration de l'association avec voix consultative.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- d'adhérer à l'association Comité des œuvres sociales et culturelles du personnel municipal et de CCAS dont les statuts sont joints en annexe à la délibération ;
- de désigner deux membres du conseil municipal en qualité de représentants de la Ville de Montpellier au conseil d'administration de l'association :

Pour : 56  
Contre : /  
Abstention : /  
Adopté à l'unanimité

Ont été élus :  
- M. FLEURENCE  
- Mme PRUNIER

-----

### **74 - Université Montpellier 1 - Désignation des représentants de la Ville aux Conseils d'UFR**

**Mme le Maire** : Trois Unités de Formation et de Recherche (U.F.R.), composantes de l'Université Montpellier 1, sollicitent la Ville de Montpellier pour désigner un représentant au sein de leur conseil, conformément à leurs statuts respectifs.



Il s'agit des U.F.R de :

- la Faculté de Droit et de Science Politique
- la Faculté d'Economie
- la Faculté des Sciences Pharmaceutiques et biologiques

Le mandat des personnalités extérieures désignées est de 4 ans.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Ont été élus :

- l'U.F.R de la Faculté de Droit et de Science Politique : M. Max LEVITA
- l'U.F.R de la Faculté d'Economie : M. Max LEVITA
- l'U.F.R de la Faculté des Sciences Pharmaceutiques et biologiques : Mme Agnès BOYER

-----  
**Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h50.**  
-----